

CHAPITRE V

Grande avait été l'émotion des Pérousiens à la nouvelle de l'arrestation de Giovan-Paolo Baglioni. Comment imaginer, de la part du méfiant condottier, une telle inconscience du danger, au moment où la ville se préparait à la résistance ?

Bientôt l'on sut l'inutilité des protestations que les parents et les amis du prisonnier prodiguaient en haut lieu. Camillo Orsini, dont les illusions avaient pesé sur la détermination de son beau-père, fut particulièrement affecté de la tournure que prenaient les événements.

Dans Pérouse stupéfiée, à peine osait-on prononcer le nom de l'ex-seigneur, pendant les trois mois de sa détention.

Ses fils, Malatesta et Orazio, d'abord perplexes, s'impatientent en raison d'inquiétudes de plus en plus justifiées. Ils n'avaient su que décider, tout d'abord, en l'absence de leur père. Le gouvernement et la défense de Pérouse présentaient de sérieuses difficultés, en face de l'attaque imminente des troupes pontificales. L'exécution de Giovan-Paolo coupa court aux hésitations.

Outrés de colère, les deux Baglioni quittent Pérouse avec leurs hommes d'armes, ne rêvant que vengeance. Ils gagnent leur fief de Spello, partent ensuite pour Aquila, d'où ils se dirigent vers le royaume de Naples. On les signale encore à Padoue et sur divers points de la Péninsule.

Tous deux, au dire de Froliere, étaient condottiers d'avenir, *doi folgori di guerra*, « qui, en maints endroits et dans de nombreuses campagnes, prouvèrent hautement l'ardeur, la force et l'énergie de leur généreux sang ».

Dans leur patrie subsiste un parti puissant, à leur dévotion ; on compte sur eux. Il leur suffira de profiter des circonstances, sitôt passé le désarroi du premier moment.

Léon X ne doutait pas de leurs intentions. Bien qu'en mesure de les refréner, il s'en inquiétait ; les Orsini n'allaient-ils pas prêter main-forte aux révoltés ? Pour neutraliser ce concours, celui de Camillo Orsini en particulier, le Pape (suivant *Fabretti*, *Crispolti* et *Orologi*) proposait au gendre de Giovan-Paolo de rompre son mariage. Peut-être la cérémonie religieuse n'était-elle pas accomplie ? Une Médicis aurait pris la place d'Elisabetta Baglioni, apportant à Camillo : seigneurie, gratification et titre de général de l'Église. Quoi qu'il soit de ces avances, elles furent déclinées ; Camillo Orsini resta fidèle aux Baglioni.

Gentile, lui, est au pinacle. Revenu à Pérouse avec Vitelli, après la disparition de Giovan-Paolo, il s'est vu placé en tête du gouvernement par ordre pontifical et bénéficie des biens du supplicié. On n'en suppose que mieux sa participation occulte au drame ; qu'il veille aux faits et gestes de ses neveux...

Fut-il assez maladroit pour plaisanter lourdement sur le sort de Giovan-Paolo ? On lui attribue, en tous cas, des réflexions imprudentes. L'ex-seigneur de Pérouse avait pris pour devise : « *Avec les ongles, le bec et les ailes, contre l'ennemi* »^{165/1}. Gentile aurait fait remarquer que son cousin ne l'avait pas justifiée : « *Ce méchant oiseau n'a pas eu d'ailes, comme autrefois, pour éviter le piège* » (*Fabretti* ; *P. Giovio*). Ces racontars étaient superflus. Entre le nouveau chef du pouvoir et les fils du décapité, ce sera la guerre à mort, en dépit d'illusoires alternatives. Gentile et les rares Baglioni attachés à sa fortune, paieront, avec leur sang, leur défection.

Division de famille qui va constituer pour la Maison prépondérante à Pérouse le principal facteur de sa ruine. « *Elle inquiéta les citoyens et facilita les revendications pontificales.* » (*Fabretti*)

Pour le moment, la haute situation de Gentile entraîne l'arrivée aux affaires de ses amis, les « *mosceschi* », comme on les surnomme ; mot pris dans le sens de *taciturne*, que justifient l'aspect froid de Gentile et la sobriété de son langage. Sous son administration, Pérouse *prend un aspect ecclésiastique* (*Bonazzi*). Gentile montre plus d'entraînement pour les choses d'Église qu'au temps de son épiscopat ; néanmoins, de solides condottiers l'entourent, ce qui est plus sûr, ses parents Vitelli d'abord, puis Renzo de Ceri et autres bons officiers. Avec un état-major de cette trempe, les Pérousiens pourront être maintenus sous l'obéissance régulière. Chaque semestre est élu un conseil de 60 citoyens, avec l'agrément des Prieurs et du vice-légat. Les délégués du Pape ne sont plus là pour l'apparence ; c'est au tour des Prieurs et des Camerlingues de s'effacer. Leur présence ne sert qu'à donner force de loi aux nouveaux décrets. (*Bonazzi*)

Gentile n'est pas sans quelque aptitude gouvernementale (*Sansovino*) et les gentilshommes, forcés de lui faire bon visage, s'en tirent, pour le plus grand nombre, avec correction. On le vit bien à l'occasion des funérailles de son fils aîné (**11 août 1520**). Mais ce sont là vaines démonstrations. Au total, les affaires languissent, pendant que Gentile, forcé de surveiller les agissements de ses neveux, se multiplie en conciliabules.

^{165/1} « *Ungibus et rostro alque alis in hostem* », sous-entendu « *armatus* », par allusion au griffon pérousin qui surmonte les armoiries des Baglioni.

Venise avait trop apprécié la valeur de Malatesta Baglioni pour ne pas mettre un commandement à sa disposition ; Orazio fut compris dans cette attention. Le premier reçut, à Vérone, une compagnie d'hommes d'armes ; le second devint capitaine de Brescia. Ensemble ils font campagne en Lombardie contre les Impériaux et Pontificaux, et se retrouvent à Vérone (**août 1521**), où commandait le duc d'Urbin, comme eux dépossédé et exilé.

C'est avec ce même François-Marie qu'ils tiennent conseil et s'exhortent mutuellement aux revanches futures. Peut-être le Roi de France, au cours de ses brouilles avec Léon X, leur prêtera-t-il assistance ? Mais voici que le décès du Pape donne immédiatement corps à leurs projets.

*
* *

Malatesta insiste pour être relevé de son commandement ; Orazio qui s'exaspère à Brescia, comptant plus sur les forces présentes de Florence que sur l'appui promis par François Ier, abandonne sa condotta. Pendant que parlemente le Conseil vénitien, il accourt à Vérone, près de son frère. Tous deux obtiennent leurs licences et lèvent aussitôt quelques troupes à Ferrare, de concert avec François-Marie, ci-devant duc d'Urbin : 200 hommes d'armes, 300 cheval-légers, 3.000 fanti. Ces chiffres correspondent mieux à leurs ressources qu'à leurs besoins.

Mais Camillo Orsini s'annonce de Spolète, avec des renforts à pied et à cheval ; Sigismondo Varani et Fabio Petrucci se préparent également à les rejoindre. Les Baglioni peuvent tenter l'aventure. Dès le début néanmoins, il paraît évident que la protection du Roi de France (sous laquelle les confédérés se sont placés) se bornera à des promesses ; Venise n'est pas d'un plus grand secours, tant ses déboires en Lombardie lui font redouter une brouille avec le Saint-Siège. En somme, les gouvernements français et vénitien autorisent ceux de leurs gens que séduit l'entreprise, à rejoindre François-Marie et les Baglioni. Plusieurs officiers de François Ier profitent de la licence et marcheront sur Pérouse avec leurs troupes.

*
* *

Cette campagne grandit d'importance en ce qu'elle prend l'aspect d'une revanche française sur le parti pontifical. La petite armée part de Ferrare, munie d'artillerie qu'elle doit à la bienveillance du duc. Elle pénètre, par les Romagnes, dans les duchés d'Urbin et de Camerino et pousse jusqu'à Pesaro, sans obstacle sérieux. Les populations acclament leurs anciens seigneurs. Appuyé par les Baglioni, François-Marie della Rovere se rétablit aisément chez lui.

Ainsi, cette partie du programme, menée rapidement, permet d'entamer sans délai l'affaire de Pérouse. Le duc d'Urbin, réinstallé, veut rendre la pareille aux fils de Giovan-Paolo et marche avec eux.

Cependant Florence s'émeut. Divisée dans sa politique, elle suit en partie les vues des Médicis. La faction influente du moment veut prendre Jean des Bandes-Noires à la solde de la Seigneurie. Mais ce dernier décline l'invite, n'étant pas sûr de ses hommes, « *Pérugins, en grande partie, et partisans des Baglioni...* » ; « *cela, ajoute-t-il, ferait l'effet contraire à celui que l'on cherche* ». (P. Gauthiez)

Déjà, le château de Collelungo (du patrimoine des Monaldeschi, au pays d'Orviété) est occupé par les Baglioni. Camillo Orsini, ayant quitté Rome et passé la Nera, culbute les gens réunis en hâte, au compte du Sacré-Collège, par Angelo de Todi et qui n'ont pu intercepter la route de Pérouse. Il rejoint ses beaux-frères avec un petit appoint de 200 fanti et de 60 chevaux. Pirro de Gonzague et le comte Guido Fiumi amènent, en plus, un millier de fanti. Mais ces renforts étaient minces en comparaison des troupes dont disposait Gentile Baglioni. Résolu à défendre sa situation, celui-ci secoue son flegme habituel pour préparer ses hommes à une action sérieuse. Il sait que Florence, par ordre de son gouverneur Jules de Médicis, s'est décidément ralliée à la cause des assiégés et qu'elle va de pair avec Sienne, Cortone, Castiglione-Aretino et Arezzo, pour leur envoyer 2.600 fanti et 200 cavaliers sous Guido Vaina (**20 déc. 1521**). Vitello Vitelli, ne pouvant être en reste, amenait de Città-di-Castello une centaine d'hommes d'armes et autant de cavaliers (**26 déc. 1521**). Il se chargeait en outre d'organiser l'artillerie. Ces forces mercenaires, jointes aux milices locales, sont un réconfort pour Gentile, d'autant moins disposé à s'entendre qu'il n'espère de ses parents aucun pardon sincère.

Cependant Malatesta a été signalé au Borgo de Fontenuova. Bientôt les Pérousins pouvaient distinguer au loin ses étendards (**23 déc. 1521**). Circonstance curieuse, à environ vingt ans d'intervalle, c'est la seconde fois que les Baglioni se heurtent chez eux, non à l'hostilité des citoyens, mais à l'opiniâtreté d'un transfuge. S'ils n'ont pas été beaucoup plus aidés que leur père, Malatesta et Orazio comptent un peu sur le cardinal Soderini, pourvu d'argent et d'hommes par François Ier, pour comploter contre les Médicis (**janv. 1522**). Le prélat voudra peut-être profiter de la diversion faite à Urbin et de celle que tentent les Baglioni ?

Somme toute, l'appoint principal de ces derniers n'est autre que l'attachement des Pérousins à leur cause. Gentile se prépare de sérieuses déconvenues, s'il table sur les milices du pays. En ville grondent des rumeurs significatives dont l'approche des Baglioni fut le signal. D'anciennes et vives sympathies vont aux fils de Giovan-Paolo ; des meneurs osent les prôner en pleine rue. Il s'ensuit quelques tumultes où percent des cris de mort à l'adresse de Gentile et des vivats en l'honneur de ses ennemis. Serait-ce la guerre civile avant le siècle ?

L'avant-garde de Malatesta a d'abord campé à Monterone, puis à Ponte San Giovanni et aux environs. Le gros des forces la suit de près, avec les Baglioni. Quand leurs bandes passent à Civitella et à Ponte Valle

Ceppi, ce ne sont qu'acclamations à leur adresse. « *Par amour* », les fiefs des Baglioni et nombre de châteaux pérousins rivalisent d'entrain pour s'offrir à Malatesta. A peine paraît-il à La Bastia, que l'allégresse ne connaît plus de bornes ; « *la population s'empressait d'accourir à ses logements, lui jurant fidélité* ». (*Vermiglioli*) Peu à peu, ces nouvelles filtrent en ville. On y est aussi fixé que Malatesta lui-même, sur l'attachement à l'ancienne Maison seigneuriale et sur l'impopularité de Gentile. Ce dernier ne s'entête qu'en dénombrant ses mercenaires et les renforts qui lui arrivent. Il espère bien parer au plus pressé, tant à l'intérieur de Pérouse qu'au dehors.

Cela ne rassure pas la Cour pontificale, effrayée des ravages en perspective. Suivant l'usage, les pourparlers s'échangent, nombreux, avant les hostilités ; inutilement d'ailleurs. Que les Baglioni soient convoqués à Rome pour essayer d'une conciliation, en leur promettant, paraît-il, d'éloigner les Florentins ; que les Prieurs des Arts s'abouchent avec Mario Orsini, délégué par Camillo, beau-frère des Baglioni, et avec ces derniers eux-mêmes ; que Bernardino de' Conti et l'archevêque Orsini, envoyés par le Collège des cardinaux, interviennent à leur tour : le résultat est identique. Bino Signorelli, autorisé en dernier lieu par Malatesta et Orazio, à discuter dans Pérouse avec Gentile, le vice-légat et le gouverneur, n'est pas plus heureux (**3 janv. 1522**).

Ce témoignage de bonne volonté, de la part des Baglioni, échoue surtout parce que Gentile prétend faire comprendre Vitelli dans la capitulation ; ce à quoi se refusent absolument ses adversaires. De part et d'autre, les factions ne céderont qu'aux armes. Gentile n'a-t-il pas combiné déjà, avec le cardinal de Cortone Passerini, légat à Pérouse, l'expulsion immédiate des plus zélés partisans de sa Maison ? Par ordre du gouvernement, Giulio Cesare della Corgna, les fils de Pietro Paolo Ranieri et ceux de Rodolfo Signorelli avec leur père, ont dû quitter Pérouse. D'autres encore furent visés, tel ce Giovanni de Montesperelli, avec ses trois fils, dont le sort est à retenir. Suivant la teneur des décrets, les uns gagnèrent Rome, les autres Cortone et Castello. Cette façon d'éliminer l'opposition ne sera pas oubliée par les Baglioni.

Qu'on juge des illusions que pouvaient conserver les Prieurs de Pérouse, quand ils adressaient à Malatesta une missive comminatoire contre quiconque troublerait la paix. N'avait-on pas vu l'orage gronder de plus en plus dans la cité, à la seule apparition des étendards des Baglioni flottant près de Pianello, de Torre Chiusina et de San Gilio ? Le peuple ne s'en tenait plus aux murmures ; il menaçait, prêt à se soulever.

Malatesta fait pointer sa petite artillerie où servent les sept pièces prêtées par Ferrare ; on ouvre le feu. Bientôt les assaillants occupent le faubourg Saint-Pierre, délogeant les mercenaires assez maltraités et qui rétrogradent jusqu'à l'église Saint-Dominique pour se rassembler aux Deux-Portes.

Alors, les pièces, hissées par les soldats de Malatesta sur le campanile de Saint-Pierre, fouettent les murailles de la ville ; ce qui n'empêche pas l'irruption des assaillants d'être arrêtée. Ils n'ont pu faire sauter la porte nécessaire au passage. Leur effort principal se concentre contre les murs de San Cataldo (Porte d'Ivoire) jugés les plus faibles. Sur divers points, de grandes échelles permettent de lancer les colonnes d'assaut. Mais la résistance des mercenaires les tient en échec aux portes Saint-Pierre et du Soleil.

Orazio Baglioni et Pirro de Gonzague, postés à la maison dite de Menilcorne, dont l'occupation favorise l'attaque ; le duc d'Urbain, qui s'en prend à la porte Sainte-Julienne, et Malatesta, avec Camillo Orsini, à celle de Saint-Pierre, se dépensent à l'envi. Ces derniers, lancés un moment dans l'enceinte, sont contraints de plier sous le feu. L'engagement se prolonge toute la journée (**4 janv. 1522**), sans résultat décisif pour les Baglioni qui perdent environ 200 hommes. Les chefs ont cependant payé de leur personne. Tous sont blessés : Pirro de Gonzague au bras, d'un coup d'escopette ; Orazio Baglioni grièvement atteint sous l'œil par une pierre et qui, pour si peu, n'a pas quitté la bataille ; le duc d'Urbain, blessé à l'épaule, et Malatesta, à la cuisse. Décidément, la garnison de Gentile lui en a donné pour son argent. Bien abritée, elle a peu souffert, en dépit du mauvais vouloir populaire dont s'étonne tant Bonazzi.

Il est vrai que Vitelli a été blessé au pied droit d'un coup d'arquebuse en défendant la muraille de San-Cataldo. C'est pour Gentile un fâcheux contretemps, à peine compensé par la résistance déployée aux portes Saint-Pierre, du Soleil et de Sainte-Julienne. Juste à ce moment s'élève en ville un tumulte, plus violent encore que les autres. Des classes populaire et bourgeoise sortent de nombreux mécontents, l'injure à la bouche ; ils se disent prêts à ouvrir les portes à Malatesta. On voit jusqu'à de nobles et riches citoyens se mêler à la multitude, pour manifester contre Gentile. Contraste singulier de la part de la foule, toujours amoureuse du succès acquis.

Ces symptômes n'échappent pas à Vitelli qui, de son lit de douleur, entend gronder l'émeute et en pèse les conséquences. Après tout, la cause de son parent l'intéresse d'autant moins qu'elle semble très compromise. Les Baglioni n'épargneront pas l'allié du transfuge ; Vitelli le sait et ne compte nullement donner sa vie pour un enjeu perdu. Aucune contrainte ne pourra dompter l'attachement des Pérousins à leurs anciens princes.

Vitelli n'a pas besoin de réfléchir longtemps sur ce mode pour prendre une détermination. Il la signifie sans délai à Gentile, l'avertissant qu'il va gagner Castello. Cette nouvelle est enveloppée dans quelques bons conseils ; en premier lieu, celui d'accepter les exigences du moment. Elles épargneraient la guerre civile à Pérouse et, à Gentile, une sanction inquiétante. Interloqué tout d'abord, le chef de la résistance repousse de haut la solution proposée. Cependant il s'en pénètre malgré lui, en face des haines populaires. Son allié va le quitter avec ses 200 soldats, ce qui sera d'un effet déplorable ; c'est trop, par

surcroît, d'avoir à combattre assiégeants et assiégés. Gentile se résigne. Avec Vitelli et d'autres gentilshommes (dont Annibale Baglioni), il part pour Castello, laissant sa femme et sa fille dans la maison amie de Bolgare de Montevidiano. Quelques détachements suivent l'état-major déconcerté ; le reste des bandes, ayant bien besoin, refuse de s'éloigner avec un capitaine qui désespère lui-même de sa cause.

De leur côté, les assiégeants se disposaient à un nouvel assaut quand leur parvinrent les nouvelles. A cinq heures du matin (**5 janv. 1522**), quelques bandes de Malatesta, hommes d'armes, cavaliers et fanti, massés dans le faubourg Saint-Pierre, attendaient le signal de l'attaque, escomptant le pillage. Tout à coup, les fanfares secouent la torpeur de l'aube et, au même instant, les cloches de Pérouse sonnent à toute volée. Plus de doute, l'obstacle a disparu ; Malatesta et Orazio vont répondre à l'appel des citoyens en faisant parmi eux leur entrée triomphale. Pleins de joie et d'espoir, les Pérousiens ne sont pas, cependant, sans quelque appréhension au sujet de l'irruption des troupes. La discipline n'était pas le fort des gens de guerre de ce temps. En hâte, bien des magasins se barricadent ainsi que des maisons particulières ; les riches dissimulent ce qu'ils ont de précieux. Malgré cela, la foule se rue au-devant des vainqueurs. Ceux qui n'ont rien à perdre dans les bagarres sont en telle majorité que les timorés se rassurent, même quand des clameurs, d'abord confuses, se précisent à l'approche des Baglioni.

Malatesta s'avance à cheval, ayant près de lui Orazio, son frère. Ils sont suivis du vice-légat, Francesco Pitta, et des Prieurs des Arts, absolument oublieux de leur lettre envoyée à l'assiégeant. Ces magistrats ont trop bien constaté d'où venait le vent pour ne pas se montrer dociles, voire obséquieux, s'en remettant à la clémence de Malatesta pour épargner la cité. Par leurs soins, une distribution « préventive » de vivres et d'argent a été faite aux troupes. Le vice-légat, de son côté, n'avait pas attendu, pour saluer les Baglioni, de les voir caracoler au milieu du peuple. Lui aussi s'était rendu avec les Décemvirs au monastère de Saint-Pierre, afin d'offrir dons et hommages aux vainqueurs (y compris le duc d'Urbin) et les inviter à faire, à la tête de leurs hommes, l'entrée inévitable.

De toutes parts retentissent les vivats ; et, comme le jour paraît à peine, c'est à la lueur des torches que Malatesta pénètre dans le palais du gouvernement. Touché par l'élan des Pérousiens, il cède aux instances des Prieurs en prescrivant d'éviter tout dommage à la ville. Ses ennemis mêmes bénéficient de cette mesure. Tel fut l'appréciable résultat des sacrifices consentis par les autorités. On ne les transformera en griefs contre les Baglioni qu'après tout danger écarté ; c'est l'usage, bien qu'au dire de Bonazzi les avances faites à la soldatesque n'eussent « *point suffi à tous ces gens avides de pillage, sans l'irrésistible ascendant exercé par Malatesta sur ses troupes* ». Dès le lendemain de l'entrée des fils de Giovan-Paolo, Pérouse ne respire plus que confiance et allégresse.

Le souvenir d'un événement si mémorable pour la Cité sera perpétué par une médaille frappée en l'honneur de Malatesta : effigie couronnée de lauriers, comme celle d'un empereur romain. La modération du vainqueur lui vaut d'être appelé : *Père de la Patrie*^{169/1}. Il n'avait alors que 29 ans. Le duc d'Urbin, installé dans le palais de Gentile, considéra sa mission comme terminée du moment que les Baglioni recouvraient le pouvoir. Ayant, dit-on, conseillé la clémence à Malatesta disposé à l'écouter, il partit le 10 janvier (**1522**), emmenant quatre pièces de canon ; car il comptait passer par Pesaro pour en prendre possession.

Sans oublier ni le rôle de Gentile, ni surtout son attitude lors de la mort de leur père, les Baglioni avaient été trop favorisés par le sort pour songer tout de suite aux représailles. Mais un inqualifiable crime réveilla dans leur cœur la plus fougueuse hostilité.

*
* *

Nous avons vu que Gentile, effrayé par l'opposition des Pérousiens au moment du siège, avait obtenu des décrets d'exil contre les plus qualifiés amis des Baglioni. Parmi ces bannis figuraient les trois fils de Giovanni-Orso Montesperelli. Quand Gentile et consorts se furent décidés à quitter la partie, le gouvernement, par amnistie régulière, rouvrit Pérouse aux exilés. Les Montesperelli, entre autres, quittèrent alors Castello où ils avaient été confinés, pour se rendre chez eux, sans défiance.

A quatre milles de la cité, un groupe de clients de la faction vaincue s'était posté en embuscade. Il comprenait entre autres deux Baglioni dissidents : Galeotto et Sforza. Au moment où passent les Montesperelli, ces forcenés se jettent sur eux et les tuent (**8 janv. 1522**).

La responsabilité d'un pareil guet-apens remonta forcément jusqu'à Gentile et Alessandro Vitelli son allié. Sans y avoir participé, ils avaient, tout au moins, mal surveillé leurs gens.

Bref, les Baglioni s'exaspérèrent à cette nouvelle qui, peut-être, ne leur était pas encore parvenue au moment du départ de François-Marie. Ils venaient d'épargner les tenants de Gentile mis à leur merci par les circonstances, et jugèrent le forfait d'autant plus odieux.

^{169/1} Cette médaille porte en exergue (côté face) l'inscription suivante : MALATESTA. BALIONVS. PATER. PATRIAE. — Au revers, le fils de Giovan-Paolo est représenté coiffé du casque antique et cuirassé à la romaine ; de la main droite il tient l'épée ; la main gauche s'appuie sur un trophée. En exergue est la devise : INVIDIAM. QVOQVE. SVPERAVI. — Il est à remarquer que, pour plus d'analogie avec l'antique, Malatesta est imberbe, ce qui modifie beaucoup sa physionomie.

En dépit des atermoiements qu'imposeront telles ou telles circonstances, jamais les fils de Giovan-Paolo ne pardonneront^{169/2}.

Mais, pour mériter tout d'abord « *l'affection populaire* » (*Vermiglioli*), les Baglioni n'ont rien de plus pressé que de rétablir toutes choses dans l'état où elles étaient avant la prépondérance de Gentile. Ce dernier, peu disposé à supporter l'affront qu'il vient de subir, prépare quelque retour offensif sous l'égide de Vitelli, resté en armes. Malatesta et Orazio ne doutent pas de la manœuvre. Ils lèvent immédiatement des troupes, sachant leurs ennemis excités par Florence, qui obéit à l'impulsion du cardinal Jules de Médicis.

Entre ce dernier et le cardinal Soderini, il y a rivalité pour obtenir la tiare. Or, les partis espagnol et français étant les facteurs principaux des affaires d'Italie, le cardinal de Médicis fait des avances au premier et son concurrent au second. Somme toute, l'incertitude du Sacré-Collège au sujet de l'élection d'un Pape paralyse la pacification des États ecclésiastiques, dont le cardinal Jules de Médicis (futur Clément VII) s'établit le défenseur. Il compte sur le cardinal Petrucci pour seconder sa politique à Sienne où, comme un peu partout, la famille seigneuriale est divisée.

*
* *

Contre les Petrucci au pouvoir luttent les Petrucci dépossédés, et les Baglioni se considèrent comme solidaires de ces derniers. C'est pourquoi Orazio, laissant Malatesta malade à la garde de Pérouse, marche sur Sienne avec le duc d'Urbin. Orazio prétend même se faire la main en rétablissant Francesco des Atti à Todi, avec l'aide des deux Orsini : Camillo et Mario, et de Onofrio Santa-Croce. Le passage de cet état-major à Deruta se signale par un banquet en pleine nuit.

Le parti Petrucci, opposé au cardinal de ce nom et à l'influence étrangère, devrait facilement seconder l'expédition, dès qu'elle sera en vue de Sienne. Les capitaines savent leurs amis en majorité, mais ils n'ont pas d'autre donnée. Cependant l'approche de leurs troupes ne suscite aucun mouvement dans la ville en faveur des Petrucci exilés. Les partisans de ces derniers et les capitaines venus à leur secours échangent quelques pourparlers ; c'est tout.

La demande, faite par le duc d'Urbin au gouvernement local, de réintégrer ses protégés est rejetée. L'affaire s'annonçait mal, car les tenants du cardinal Petrucci, alors au pouvoir, s'intimidaient d'autant moins qu'ils savaient Jean de Médicis prêt à se lancer aux troupes de leurs interlocuteurs, avec ses Bandes Noires et 5.000 Suisses. Ces forces étaient à une journée de Sienne et disponibles au premier appel. Le duc d'Urbin et Orazio Baglioni, informés à temps, n'eurent plus qu'à se replier après une éphémère apparition sous les murs de la ville (**13 janv. 1522**). La disproportion entre leurs 7.000 soldats environ et les bandes ennemies paraissait trop accusée et leur retraite trop compromise, d'autant plus que les capitaines avaient négligé de s'assurer des nombreux châteaux restés derrière eux aux mains de l'autre faction siennoise.

Ils s'estimèrent heureux de regagner Pérouse sans encombre (**25 janv. 1522**) ; mais l'ennemi marchait sur leurs talons.

*
* *

Les bandes soldées par Florence et Sienne, sous les ordres de Jean de Médicis, d'Annibal Rangone et de Guido Vaina, s'étaient lancées à l'instigation du cardinal Jules de Médicis. Gentile a trouvé sa place marquée dans cette armée qui campe à l'Ossaia, sur les confins de Pérouse et de Cortone. Les alliés du transfuge prétexteront d'autant plus aisément qu'ils veulent pour lui de meilleures conditions, tout en espérant profiter de l'occasion pour s'emparer de Pérouse. A peine sortie d'un siège, la ville a donc la perspective d'un autre. Ses magistrats, encore sous l'impression des misères du peuple et de la pénurie des finances, voudraient parlementer et poussent Malatesta dans ce sens. Leurs délégués proposent au camp ennemi la médiation des Prieurs des Arts et de l'évêque de Famagouste, gouverneur apostolique (**27 janv. 1522**). Si Gentile refuse d'y adhérer, il n'est pas un Pérousin qui ne le combatte jusqu'à la mort ; que l'assiégeant le sache bien. Gentile, il est vrai, fixé sur l'antipathie que lui vouent ses concitoyens, se sent peu porté à subir leurs injonctions. Trop de haine le sépare des Baglioni ; trop de dépit l'irrite, en face de leur situation. Ces motifs sont autrement puissants que le zèle du transfuge à soutenir la politique pontificale. Une seconde délégation pérousine, venue pour plaider les intérêts de Malatesta, n'est point écoutée par l'assaillant.

Alors, c'est la bataille. Passignano, dépourvue de bons moyens de défense, tombe aux mains de l'ennemi qui pille les habitants coupables d'avoir résisté de leur mieux sur des murs croulants. Les tentes ennemies sont plantées à l'Olmo, à trois milles de Pérouse. La Magione se voit également occupée par quelques détachements de cette armée, forte de 7.000 fanti et d'un millier de cavaliers.

Malatesta cependant n'a pas perdu un instant. Sans disposer de nombreux combattants en dehors des milices organisées en hâte, il peut compter comme appoint principal sur « *l'amore del popolo* », l'amour de ce peuple qui s'attache à sa personne et déteste Gentile. Les murailles sont mises en état et armées d'artillerie.

^{169/2} Qu'on juge après cela, de la bonne foi ou de la logique des détracteurs d'Orazio Baglioni, quand celui-ci fera payer à Gentile et à Galeotto le sang de ses amis. De pareilles exécutions répugnent à la morale, c'est entendu ; mais nous sommes au XVI siècle. Il n'était pas loisible aux gens d'organiser un guet-apens et de se considérer ensuite comme victimes, si les représailles les atteignaient. Orazio Baglioni s'est érigé en justicier, suivant les mœurs de son temps.

Des gentilshommes dévoués aux Baglioni vont être postés près des capitaines de provenances diverses et veilleront à leur fidélité. Camillo Orsini garde la porte Saint-Pierre ; Orazio celle de Saint-Ange ; la défense des autres portes incombe à des amis éprouvés : Orsini, Signorelli, Santa-Croce, della Corgna, Ranieri, Tei. Malatesta se tiendra au cœur de la ville, sur la Place, prêt à courir au plus pressé.

L'ennemi gravit la colline des Colommate et tente un premier assaut contre la porte Sainte-Suzanne (**2 février 1522**). C'était mal choisir le point d'attaque, en raison de son escarpement hors des murs. La cavalerie des Baglioni aborde et rejette les bandes florentines, qui s'éparpillent dans la campagne, où elles se rattrapent par le pillage. Alors, Jean de Médicis rallie ses gens, mais non pour s'entêter contre les murs. Il a reçu l'ordre d'aller, en compagnie de Gentile, razzier le territoire d'Urbino pour punir le duc François-Marie de son alliance avec les Baglioni. Gentile ne demandait pas mieux ; il s'était rendu compte des difficultés qu'offrait la prise de Pérouse et n'insistait plus que pour sauver la face. On discuta de nouveau en aigres pourparlers (**5 et 8 février**), ce qui n'empêcha pas l'assiégeant d'escarmoucher encore.

Bref, le cardinal de Cortone, Guilio Passerini (dernier légat à Pérouse), mandé de Rome au camp des alliés, tente un arrangement. Peut-être favorise-t-il Gentile, bien qu'il s'en défende comme arbitre, et ne parle que de pacification ; le soupçon subsiste et paraît fondé. Gentile écoute sans grand émoi le cardinal exposer aux Prieurs des Arts les conditions demandées aux Pérousins. Ceux-ci sont disposés à toutes les concessions acceptables. Et la solution s'annonce d'autant meilleure que, parallèlement aux pourparlers du cardinal Passerini, Camillo Orsini en entame d'autres avec Jean de Médicis.

Les deux capitaines s'abouchent sur la route, près de Saint-Cirice. Finalement, Orazio Baglioni lui-même vient, au nom de Malatesta, trouver Gentile et converser avec lui à San-Manno (l'Olmo) en présence de délégués des deux partis (**9 février 1522**) ; c'est dire que les voies avaient été bien préparées. Les deux Baglioni se donnent l'accolade ; aussitôt les toasts de s'échanger. Tout est à la paix ; il ne reste plus aux délégués pérousins qu'à regagner leur ville, une branche d'olivier à la main, pour publier l'heureuse nouvelle. Les citoyens l'accueillent avec une légitime satisfaction et s'intéressent aux détails. Ils apprennent qu'un grand banquet doit, dès le lendemain (**10 février**), sceller la réconciliation ; Orazio et Gentile ont promis de s'y rencontrer. Le festival aura lieu au monastère des Olivétains, situé hors les murs, à San-Manno, où tout se prépare activement. Les deux Baglioni vont évidemment rivaliser de bonne grâce pour s'entendre ; cependant, le ciel ne reste pas longtemps serein.

Au jour dit, Orazio paraît à San-Manno, Jean de Médicis également (suivant les uns, mais d'autres le nient) ; en tous cas, ni Gentile, ni le cardinal Passerini ne se présentent. Mauvais signe ; personne n'ignore l'antipathie du cardinal pour les fils de Giovan-Paolo et surtout pour leur pouvoir. Le prélat se dépense donc en explications superflues non moins que variées. Il a, dit-il, manqué au rendez-vous en raison de son état de santé et des craintes de Gentile qu'il n'a pu dissiper. Cela ne tempère pas les critiques des Pérousins à son égard. Les Prieurs et les Camerlingues ne l'écoutent qu'avec une attention modérée, quand il leur rappelle son attitude de protecteur de la Cité ou d'arbitre, arrêtant les troupes florentines et empêchant le pillage. Finalement, le prélat ajoute que les Baglioni doivent aller à Rome soumettre leur cas au Collège des cardinaux.

Cet expédient était peut-être indiqué, car le cardinal, laissé à lui-même, ne semble pas avoir agi absolument dans le sens des instructions qui lui avaient été données. Le seigneur de Pérouse préféra rester sur place, prêt à parer à toute éventualité ; il laissa le cardinal en mesure de compromettre, avec ses conférences, une pacification précaire. Toute cette diplomatie fut, en définitive, anéantie « *par l'adresse de Malatesta* » (*Bonazzi*), qui accepta de licencier ses troupes recrutées de côté et d'autre, à la condition que les soldats florentins disparaîtraient.

Ainsi fut fait. La convention, valable depuis le 4 mars, reçut, le 11, un commencement d'exécution. De leur camp levé, les bandes florentines s'éloignèrent, non sans commettre maints dégâts à Castello et au Borgo. Il fallut huit jours pour en être débarrassé (**19 avril 1522**). Alors fut réglée une transaction entre les cardinaux Passerini et Jules de Médicis.

Jean des Bandes-Noires, dont les assauts n'étaient pas le fort et qu'agaçaient toutes ces combinaisons embrouillées, ne demandait qu'à abandonner la partie. Il avait trop bien constaté l'attachement des Pérousins « *favore del popolo* » (*Bonazzi*) pour Malatesta, dont la présence à la tête de bonnes troupes n'avait rien d'engageant. Mieux valait ne pas insister. C'est pourquoi la situation s'éclaircit rapidement, avec une sorte d'accord obtenu entre Baglioni et dissidents.

Affaire de forme évidemment, car aucune sincérité dans l'oubli n'est vraisemblable ; mais enfin, Pérouse peut souffler, son gouvernement va parer aux éventualités. Gentile, débouté par plus malin que lui, se garde de paraître tout de suite en ville. N'avait-il pas été, en quelque sorte, désavoué par l'éphémère Pape Adrien VI (élu le 9 janvier 1522), qui interdisait naguère leurs pilleries aux bandes florentines, et à Gentile, son obstination à s'imposer aux Pérousins ? Le Pontife, persuadé que tout cela aboutissait à ruiner le pays, ne pouvait être invoqué par les prétendus champions des intérêts ecclésiastiques.

Alors, Gentile et ses fidèles Galeotto et Sforza Baglioni (ces derniers exilés depuis leur participation au guet-apens contre les Montesperelli) vont batailler un peu plus loin. Ils lèvent des troupes et les concentrent à Panicale pour le compte de Florence, dit-on. Toutefois les Florentins ne semblent pas au courant ; ils s'effraient jusqu'à ce que le cardinal de Médicis et leur gouvernement aient endormi Gentile par des lettres flatteuses.

Les Baglioni se sont plus sérieusement pacifiés avec leurs voisins les Vitelli. Il est même curieux de constater la manière dont l'entente s'affirme. La fille d'un des Baglioni (de Malatesta, suivant Bonazzi ; d'Orazio, au dire d'Alfani), bref, une enfant d'un an environ, est fiancée au fils de Nicolo Vitelli, qui ne compte pas vingt-quatre mois. Et le père de la future fait le voyage de Castello tout exprès pour ratifier ces conventions (**avril**) ; cela peint l'époque.

Du reste, la médiation des cardinaux Passerini et Médicis a causé un temps d'arrêt dans les succès politiques des seigneurs. Ces derniers, ayant eu gain de cause, sont à la disposition des divers gouvernements de la Péninsule. De part et d'autre, l'objectif principal est toujours l'intérêt. Au cours des derniers pourparlers, les Baglioni avaient été reçus en grande pompe à Rome et en étaient revenus (**29 mars 1522**) confiants dans leur force. Sur ces entrefaites, l'exemple de François-Marie della Rovere incitait Orazio à seconder le cardinal Jules de Médicis et à accepter la solde des Florentins. Ceux-ci se montraient prévenants à l'égard des Baglioni, dont ils avaient besoin. Orazio, en conséquence, quitta Pérouse (**15 mai 1522**), et la réception que lui réservait, à Florence, le cardinal de Médicis et la Seigneurie parut telle « *que jamais, à celle époque, pareilles démonstrations de bienveillance ne furent faites à aucun seigneur* ». (T. Alfani)

Malatesta cependant ne prenait pas parti. Reçu avec de grands honneurs, en même temps que son frère, à Florence comme à Rome ou à Venise, il négociait avec ces divers gouvernements sans arrêter son choix. Orazio aurait voulu, dès le début de son propre engagement, le voir s'enrôler avec lui sous l'étendard florentin ; mais le fils aîné de Giovan-Paolo, déclinant les avances, prétextait un engagement envers Renzo de Ceri. Il devait envoyer 2.000 fanti et 100 cavaliers à ce capitaine, alors au service du Roi de France contre Florence et Sienne. Au fond, Malatesta voulait choisir la meilleure « occasion ». Il voyait le cardinal de Médicis prépondérant dans le gouvernement florentin allié des Cités de Toscane et très influent dans le Sacré-Colège. S'il allait ceindre la tiare, quelle serait son attitude envers le seigneur de Pérouse ? Lui laisserait-il l'autorité, ou soutiendrait-il, contre lui, la faction de Gentile suivant la méthode de Léon X ? Guetté par l'hostilité de Florence, de Sienne, du Pape ou des Baglioni dissidents, Malatesta pouvait éprouver quelque embarras à prendre une décision.

Le nouveau Pape Adrien VI se montrait bienveillant ; deux brefs à l'adresse de Pérouse avaient calmé les esprits^{173/1}. Mais une saute de vent pouvait tout remettre en question.

Ce qu'il fallait à Malatesta, c'était quelque amitié solide parce qu'intéressée ; un important commandement la lui donnerait probablement. Telle était la portée du choix en suspens.

*
* *

Cependant Renzo de Ceri, auquel Malatesta devait envoyer des troupes, ne recevait de lui que des nouvelles de sa santé ; encore étaient-elles mauvaises. A Rome néanmoins, Malatesta ayant touché sa solde (**mars 1522**) était passé des attermolements aux actes, expédiant à son collègue les renforts convenus, avec quatre fauconneaux. Après avoir ainsi appuyé la cause française, chère au cardinal Soderini, le fils de Giovan-Paolo se gardait du côté adverse, en promettant au cardinal Jules de Médicis de ratifier la condotta florentine consentie, en son nom, par son frère Orazio. Il n'attendait même pas pour cela l'expiration de son engagement avec Renzo de Ceri ; mais il demandait une explication. Comment Florence, soldant Gentile Baglioni, l'autorisait-elle par surcroît à lever des hommes sur le territoire pérousin ? Il y avait là, en effet, de quoi choquer Malatesta, pacifié pour la forme avec le transfuge, mais peu disposé à entretenir des relations avec lui. Les imposer éveillait sa méfiance et celle des Pérousins. Alors, les Huit du gouvernement florentin donnèrent, par lettres, des éclaircissements assez confus, d'où il ressortait que leurs préparatifs militaires ne visaient ni Pérouse ni ses seigneurs.

A cette même époque, Gentile tente de rares apparitions parmi ses concitoyens. Ses amis fêtent sa venue, sans pouvoir empêcher le peuple de le regarder de travers (**oct. 1522**). Le prudent chef de l'opposition ne cesse d'entretenir avec Malatesta et Orazio des pourparlers aussi agités qu'inutiles (**juin et déc. 1522**).

Sachant combien est précaire la situation de son parent, Malatesta va guerroyer au loin, sans autre souci que de s'attirer quelque puissant appui, joint à une solde avantageuse. Dès avril et mai 1522, il a fait campagne pour Venise. On le voit peu après (**21 juillet 1522**) rejoindre les troupes de Saint-Marc et acclamé à son passage à Pesaro. Ses rapports avec Adrien VI, sans être rompus, sont à l'aigre. Malatesta se prétend lésé par le Pontife, qui lui a repris diverses concessions datant de plusieurs années, à Chiusi du Lac. Il voit dans ce fait un manque d'égards qui lui suggère quelques amères protestations (Lettre du 14 juin **1523**) avec rappel de ses campagnes au service de l'Église et de ses nombreuses blessures reçues à Ravenne. Un point lui échappe : c'est que son nom seul constitue le drapeau des revendications communales.

Toutefois, jusqu'au décès d'Adrien VI (**sept. 1523**), rien ne l'eût troublé dans son pouvoir, sans les difficultés créées par la fougue inquiète de son frère. Les discussions entre ce dernier et Gentile, pour après qu'elles fussent, n'entravaient pas sérieusement les affaires ; mais le légat Passerini s'employait inutilement à les calmer. Orazio et Gentile n'étaient pas plus tôt en présence que les heurts recommençaient, menaçants.

^{173/1} La durée des Bourses des Offices était réduite de douze à sept ans et demi ; ce que préféraient les citoyens. Le cardinal Passerini venait de refaire ces « Bourses » à Rome. On se souvient que les magistrats du Gouvernement étaient alors élus par les ministres du Pape, mais avec le consentement des Baglioni : « *non senza consenso dei Baglioni* ». (Bonazzi)

C'est qu'Orazio, moins patient que son aîné, prétendait secouer les transfuges, ceux, en particulier, qui avaient bénéficié de la mort de son père. Le légat finit par exiler un pareil gêneur et, pour faire preuve d'impartialité, se résigna à bannir aussi Gentile (**janv. 1523**).

Seulement la sanction décrétée contre celui-ci s'adoucisait bientôt le transfuge pouvait regagner Pérouse, preuve évidente de la faveur dont il jouissait officieusement. La peste ayant coïncidé avec le retour de cet « oiseau de mauvais augure » (*Bonazzi*), la population se permit quelques rapprochements défavorables. A la fin, Adrien VI convoqua les deux irréconciliables parents (**mars 1523**). Après s'être dépensé en exhortations pacificatrices, il mourut sans avoir obtenu de résultat.

*
* *

Aussitôt le Pape décédé, Orazio regagne Pérouse. Il veut se dédommager des contraintes passées. Alors le pillage et l'incendie anéantissent les biens des clients de Gentile, y compris le château de Petignano (au Comté d'Assise) dont le transfuge est protecteur.

Ce bel exploit accompli, le frère de Malatesta retourne tranquillement à Rome présenter ses hommages au nouveau Pontife. C'était Clément VII, l'ex-cardinal Jules de Médicis, disposé à essayer aussi des arbitrages, mais sans négliger à cet effet les moyens radicaux. Orazio et Gentile, convoqués par lui à Rome, sont tout bonnement écroués ensemble au château Saint-Ange (**27 janv. 1524**). Mais, cette fois encore, le Baglioni dissident bénéficie d'une prompte amnistie. Orazio, au contraire, malgré l'intervention du cardinal Colonna prépondérant dans le Sacré-Collège, restera trois ans, enfermé dans cette enceinte, où le souvenir de son père supplicié ne doit pas l'inciter au calme.

Du moment qu'Orazio est sous clef et que Malatesta guerroye loin de chez lui, les fonctionnaires pontificaux se sentent les coudées franches ; à eux de s'occuper des Pérousin.

Le chef de police (ou *bargello* de la campagne romaine) s'en va châtier les bannis et factieux de tout genre, sans cesse embusqués dans les fiefs des Baglioni. Avec les troupes à sa disposition, il part pour Spolète d'où il gagne bientôt Spello. A son approche, les bannis quittent la place, comptant se terrer plus efficacement à La Bastia, autre fief des seigneurs de Pérouse. Par-ci, par-là les soldats du *bargello* font encore déguerpir les factieux ; cependant La Bastia et Bettona, mises en état de défense par les bandes traquées, nécessitent un siège en règle.

Le vice-légat vient prêter main-forte au *bargello*, qui dispose désormais d'une bonne infanterie, de jeunes miliciens pérousin, et surtout de l'artillerie amenée de Pérouse, de Foligno et de Città-di-Castello. Les défenseurs de La Bastia se rendent après plusieurs jours de siège. Alors, sous le pic des démolisseurs, s'écroulent le château et la forteresse ; nombre de prisonniers sont pendus ou envoyés aux galères.

Reste Bettona, dont Messer Antonio, lieutenant des Baglioni pour cette place, s'enfuit à la vue des nombreuses bandes assiégeantes. La résistance s'en trouve paralysée ; tout un petit contingent de bâtards Baglioni est en même temps sacrifié. Ce sont : Leone, Sforzino, Costantino, bâtards de Giovan-Paolo ; Alessandro de Troilo et Annibale de Gismondo. A deux exceptions près, tous peuvent disparaître. Leone et Alessandro, tombés seuls aux mains de l'ennemi, sont enfermés dans la rocca d'Assise, puis transférés à Rome. Actes de sévère impartialité, remarque *Bonazzi* en souvenir des exactions récentes d'Orazio sur les biens de Gentile. Cependant les contemporains, moins oublieux des procédés de ce dernier contre ses parents, comprenaient autrement la marche des repréailles.

*
* *

Pendant que les troupes pontificales opèrent sur le Pérousin, Malatesta fait toujours campagne. A vrai dire, les agents ne lui manquent pas pour surveiller de près ses intérêts, représenter son pouvoir et défendre un peu partout ses prétentions^{175/1}.

Profitant de ses évolutions en Lombardie (**1525**), le légat Passerini crée un nouveau mode de conseil public pour refréner son influence^{175/2} ; mais le résultat est nul. Ni légat ni évêque ne sauraient tenir à Pérouse sans l'assentiment, tacite au moins, des Baglioni. Suivant *Bonazzi*, les tiraillements entre les politiques pontificale et pérousine se résument, suivant l'intérêt du moment, par l'opposition de l'autorité du Pape à celle des Baglioni et *vice versa*.

Les administrés n'ont plus qu'à y trouver leur compte. Malatesta, rassuré sur des intérêts bien gardés en son absence, peut s'illustrer sous la bannière de Saint-Marc.

^{175/1} Après la mort d'Imperia des Monaldeschi, belle-mère de Malatesta, Monaldesca sa femme émet des prétentions sur une part de l'héritage de Pier-Giacopo Monaldeschi. — De là procès, en raison de l'origine de propriété qui est assez confuse. Les gens d'Orviéto profitent également du décès d'Imperia pour revendiquer des châteaux dont Malatesta avait pris possession au nom de sa femme ; en l'absence de leur redoutable compétiteur, ils s'emparent de ces forteresses, se réclamant d'un testament d'Achille Monaldeschi (aïeul paternel de Monaldesca) qui les leur attribue à défaut de descendance mâle Monaldeschi. Mais Malatesta veille, et le capitaine chargé par les gens d'Orviéto de garder les châteaux en litige disparaît, exécuté, dit-on, par son ordre. Dès que le seigneur pérousin se sera occupé des démêlés avec les Orviétains, ceux-ci perdront tout vestige de leur facile conquête.

^{175/2} Au Conseil public sont adjoints des citoyens et notables élus à cet effet. En même temps fonctionne un petit Conseil d'une trentaine de membres.

*
* *

Pavie marque une date fatale dans les affaires françaises en Italie (**24 fév. 1525**). Leur relèvement nécessite l'appui de Francesco Sforza, de Venise et de Florence, après la libération de François Ier ; ce sera la Sainte Ligue, dont le Pape et Henri VIII se déclarent les protecteurs (**22 mars 1526**).

Venise confie alors le commandement de 4.000 fanti à Malatesta, sous la haute direction de François-Marie della Rovere, duc d'Urbin. Ce dernier tente une opération sur Lodi, dont les habitants, saturés d'exactions par leur garnison hispano-napolitaine, se réclament du duc de Milan. Mais les 1.500 étrangers, bien menés par leur capitaine Fabrizio Maramaldo, sont en mesure de faire bonne contenance. C'est pourquoi François-Marie commence par se créer des intelligences dans la place. Un certain Lodovico Vistarino, d'une honorable famille locale et qui sert alors l'Espagne, n'ayant pu atténuer les déprédations de ses compagnons d'armes, s'offre pour répondre aux vues de l'assiégeant. Attitude plus patriotique que correcte. Bref, Malatesta, chargé de mener à bien l'entreprise, part de Crème^{175/3} avec 2.000 fanti et 3.000 hommes d'armes et cheval-légers. Son plan est d'approcher de Lodi, du côté du bastion qui fait face à Milan et à Pavie ; Vistarino pourra alors paraître et l'introduire. Il crée, en effet, une diversion sur ce point ; mais tant d'Impériaux accourent, que Vistarino, entouré et blessé, se voit rejeté hors du bastion. Heureusement pour lui, survient Malatesta. A la tête de ses hommes, il escalade le bastion et pénètre au cœur de la place dont les défenseurs, refoulés en désordre, n'ont que le temps de se blottir avec leur capitaine dans la forteresse. (**24 juin 1525**)

Le coup de main venait de réussir, malgré l'état de santé de Malatesta, compromis déjà par une vie dissipée. Grâce au renfort d'artillerie et de troupes fraîches dépêché par François-Marie, le fils de Giovan-Paolo s'établit solidement pour faire, aux 300 cavaliers du marquis du Guast accourus de Milan, une réception de choix. Il s'empare même du château-forteresse, dernier rempart des Impériaux.

Vainement les renforts espagnols tentent un furieux assaut pour délivrer leurs camarades. Repoussés avec pertes, ils doivent au plus vite repasser la porte, laissant leurs deux principaux capitaines, Fabrizio Maramaldo et Herrera, le premier criblé de blessures, le second tué sur place.

Lodi était un point d'importance pour la marche sur Milan.

Malatesta laisse une bonne garnison dans cette ville, qui est occupée au nom de Francesco Sforza, et Venise, heureuse du fait d'armes crânement mené à bonne fin, nomme le fils de Giovan-Paolo capitaine général de son infanterie (**29 juin 1526**) « *en récompense de sa valeur et des services signalés qu'il vient de lui rendre* ».

Les Pérousins apprirent (**8 juil.**) avec fierté la remise solennelle du bâton à leur seigneur.

*
* *

Cependant l'intervention de Vistarino dans l'affaire de Lodi n'avait pas seulement attiré à celui-ci les éloges de ses concitoyens avec le titre de « Père de la Patrie » ; elle mécontentait la plupart de ses compagnons d'armes, entre autres, Sigismondo Malatesta de Rimini.

Ce dernier va jusqu'à traiter de félon Vistarino, pour avoir trahi l'empereur qui le payait. Il lui lance un défi (**11 juil. 1526**) ; Vistarino le relève et trouve, pour lui servir de témoins, les plus réputés capitaines : Jean des Bandes-Noires, Malatesta Baglioni et Camillo Orsini. Le combat s'intercale dans les opérations de la campagne en cours.

Il se livre (**15 août**) près du château de Malegnano, où le duc d'Urbin avait son quartier général. Une nombreuse assistance, mélange de soldats français, espagnols, allemands, suisses et Italiens, s'y donne rendez-vous, ce qui montre l'importance prise par l'événement. Vistarino, vainqueur, trouve là un point de départ pour un brillant avenir^{176/1}. Mais les condottiers ne peuvent se laisser longtemps distraire par cet intermède, car les bandes de la Ligue, concentrées peu auparavant pour le siège de Milan, ont de l'occupation en perspective.

*
* *

Ce siège entamé par le duc d'Urbin n'avait pas empêché ce général de s'en prendre en même temps à Crémone. C'était jouer gros jeu. Deux opérations de ce genre, conduites à la fois, étaient en contradiction avec les principes de l'art militaire ; de plus, la garnison de Crémone se composait de soldats résolus : 1.600 réguliers, dont 100 hommes d'armes, 200 cheval-légers, 1.000 fantassins allemands et 300 espagnols.

Malatesta, chargé de les attaquer, était parti avec 600 cavaliers, moitié hommes d'armes et cheval-légers ; 5.000 fanti le suivaient (**5 août**). L'affaire devait, semblait-il, lui procurer un succès relativement facile ; il fallut déchanter. Crémone tint ferme, beaucoup mieux montée en artillerie, munitions et vivres qu'on ne l'avait supposé.

^{175/3} Malatesta était à Crème en février 1526. Par lettre datée de cette ville (18 février) et adressée à Jean des Bandes-Noires, il recommande un page. (*P. Gauthiez*)

^{176/1} Une grande cavalcade organisée à Lodi en Juin 1905 rappela les divers épisodes du combat singulier entre Vistarino et Sigismondo Malatesta. Prétexte à défilés et à exhibition de costumes somptueux. Malatesta Baglioni était représenté par le signor Mario dell'Avo. (*La Lombardia* (Milan), n° du 8 juin 1905).

Le matin du 7 août, les canons de Malatesta ouvraient le feu, on préparait deux tranchées sur la place du château. Les quatre fauconneaux pointés dans cette direction par l'assiégé n'ayant point eu d'effet utile, le travail avait été facilement exécuté, sans que l'infanterie ennemie pût susciter grand embarras. L'assaut fut donc livré en confiance; mais, désillusion amère, les défenseurs se montrèrent de force à résister.

Déçu devant cette difficulté inattendue, Malatesta se montra d'autant plus mécontent des délibérations du sénat vénitien, dont les lettres révélaient les tergiversations et l'incompétence. Sur ce, lui parvenait un contingent de soldats italiens, suisses et allemands, sous le provéditeur Pierre Pesaro. Ce fonctionnaire s'efforça, sans grand succès, de rétablir l'entente entre les capitaines assiégeants, dont la mésintelligence entravait l'effort commun. Malatesta fit alors pointer quatre pièces d'artillerie entre la porte de Saint-Luc et le château, afin de s'emparer d'un bastion (**13 août 1526**). Nouvel échec; un détachement d'infanterie allemande refoula ceux de ses hommes qui gardaient la tranchée. Chassés à leur tour dès le lendemain, ces étrangers n'en avaient pas moins paralysé la tentative du général vénitien.

C'est sur ces entrefaites qu'avait lieu le combat singulier entre Vistarino et Sigismondo des Malatesti, auquel assistait Malatesta Baglioni.

Dans la nuit du 15, cinquante brasses de muraille s'écroulaient, sur le point menacé la veille par le seigneur de Pérouse. Une pièce d'artillerie était entraînée dans les décombres.

Un nouvel assaut semble indiqué; mais, soit hésitation de la part de Malatesta, soit retard entraîné par l'organisation de ses troupes, les assiégés ont le temps de parer au plus pressé. Ils repoussent deux colonnes, pendant qu'une troisième, du côté de la batterie dite de Sainte-Monique, s'embourbait dans un fossé plein d'eau, face à de solides murailles. Le provéditeur Pesaro avait payé de sa personne.

Peu à peu, les renforts survenus à l'infanterie vénitienne lui faisaient dépasser 8.000 hommes. On établit une nouvelle tranchée (**23 août**), qui permit, après un long engagement, de couvrir un flanc des assiégés. Malatesta dirige en personne une batterie (**nuit du 25 au 26 août**), secondé par son beau-frère, Camillo Orsini opérant de même à la porte de la Mussa. Les pièces de Malatesta, établies sur un terrain marécageux, manquent d'aplomb et par conséquent de précision. Chaque coup modifie le pointage, et les boulets, passant trop haut, ne préparent pas suffisamment l'offensive. Pourtant, les fanti de Malatesta traversent résolument l'eau du fossé; ils parviennent jusqu'au pied des murailles; mais le feu de l'ennemi les tient en respect pendant que, du côté du château, l'attaque est également arrêtée. Évidemment, les dommages causés aux fortifications ne compensaient pas l'indiscipline des mercenaires vénitiens. Superbe sur tous les points, la garnison de Crémone bénéficiait aussi de l'absence du capitaine général ennemi. Car, sans l'appui immédiat de François-Marie della Rovere, Malatesta ne disposait, sur ses sous-ordres de toute provenance, que d'une autorité relative et même contestée. Qu'importait son ingéniosité pour protéger ses pionniers de diverses façons? (*Guichardin*)

Le duc d'Urbin finit par arriver avec un corps d'élite et profite des efforts de son devancier. 2.000 sapeurs, accompagnant une artillerie bien approvisionnée et des instruments militaires de toute espèce, garantissent le résultat. Tranchées et fossés se continuent pendant plusieurs jours, au bruit des décharges vénitiennes, qui battent les murs sans trêve.

L'assiégé n'en subit pas moins plusieurs assauts avant de se rendre.

Il y consent enfin. S'il ne lui arrive aucun secours impérial dans un délai stipulé, la garnison quittera Crémone. Ainsi la ville passe, comme Lodi, sous l'égide de Francesco Sforza. Mais officiers et soldats des contingents italiens, particulièrement éprouvés au cours du siège, ne vont pas conserver une bonne impression de cette conquête, qui donne à Malatesta une si mince satisfaction.

*
* *

Peu après, celui-ci parait, avec Frédéric de Bozzolo, dans un joyeux banquet organisé par l'Arétin (**4 oct. 1526**); on fête l'entente obtenue entre le duc d'Urbin et Jean des Bandes-Noires. La réunion se tient chez Jean lui-même; elle n'est qu'une courte trêve au milieu des dangers. Malatesta, avec les condottiers de Venise sous le commandement en chef de François-Marie d'Urbin, passe l'Adda pour aller coopérer à l'attaque contre Georges Frondsberg, qui, dès novembre 1520, occupait Trente avec 14.000 fanti. C'était une désolation pour l'Italie. Coup sur coup s'engagent deux affaires (**nov. 1526**); au cours de la seconde, à Borgoforte dans le Mantouan, Jean des Bandes-Noires est mortellement blessé.

Sur ces entrefaites, Malatesta, informé des difficultés qui lui étaient suscitées chez lui, obtenait licence de Venise pour y mettre ordre. De toutes parts, l'orage grondait sur les États de l'Église; Pérouse, en particulier, pouvait en appréhender les éclats.

*
* *

Gentile Baglioni était sorti du château Saint-Ange accompagné de deux cardinaux et d'une imposante escorte de seigneurs (**30 juin 1525**). Il avait aussitôt repris son épée et s'en était allé, par ordre pontifical, batailler dans le royaume de Naples. Mais son éloignement ne se prolongeait guère; dès l'année suivante, il reparaisait à Spello (**mai 1526**), aigri par les tribulations et les rancunes. Posté à proximité de Pérouse, il n'en constatait que mieux la puissance des Baglioni, absents pourtant, et s'irritait en la comparant avec sa propre situation.

C'est dire qu'il reprit, plus que jamais, son travail de sape contre sa Maison. N'ayant pas le choix des moyens, il redevenait le champion des intérêts pontificaux, par opposition à ceux de ses parents. Ses menées avec le cardinal Passerini n'eurent pas d'autre but. Il s'empressa d'aller lui offrir ses hommages à Florence et, comme jadis, se recommanda à sa bienveillance. Le cardinal tolérerait-il la pitoyable position faite au tenant de sa politique ? Gentile protestait d'une fidélité d'autant moins mitigée, qu'elle constituait pour lui l'unique moyen de reconquérir le pouvoir ; il tâchait de prendre patience en servant Clément VII.

Mais cela n'allait pas être brillant. Passé avec d'autres capitaines sur le territoire de Sienne (où le Pape, aidé de Florence, voulait rétablir les bannis), Gentile trouvait à Centina le ramassis de routiers destinés à l'expédition. Aussi mal soldée que peu disciplinée, dépourvue de vivres non moins que d'artillerie, cette armée n'attendait que la débandade, et les Siennois rassurés apprenaient bientôt que leurs condottiers, Giulio et Camillo Colonna, l'avaient aisément obtenue. Cependant Camillo Colonna s'était lancé à la poursuite des fuyards avec tant d'entrain qu'il avait été pris par Braccio Baglioni (**juin**) (gendre de Gentile), alors capitaine au service de Florence. Braccio, tout fier d'emmener son prisonnier à Rome où les Colonna tracassaient le Saint-Siège, fut obligé de le relâcher sans rançon.

En somme, l'expédition avait avorté ; il en eût fallu d'un peu mieux réussies pour rehausser le prestige de Gentile. C'est pourquoi celui-ci rentra à la muette dans Pérouse (**18 juil. 1526**) et se faisait très conciliant à l'égard du gouvernement. Il avait deviné l'opportunité d'une intervention intéressée ; que lui importaient les sacrifices d'amour-propre, avant d'engager une partie simplifiée par l'éloignement de ses parents ?

Malatesta entamait le siège de Crémone ; Orazio se rongea toujours en prison ; parfait. Si l'autorité pontificale entravait, à l'occasion, les combinaisons du transfuge, cela ne pourrait être bien gênant, puisque le légat était lui-même absent et le Pape aux prises avec d'innombrables difficultés.

On vit alors le pseudo-champion des intérêts de l'Église profiter sans hésitation des embarras de Clément VII, pour travailler à son propre compte. Un noyau d'ambitieux et de faméliques, toujours intéressés au changement, s'est groupé autour de lui. Effacée, timide au début, l'influence de Gentile grandit pour s'imposer peu à peu dans les Conseils. Restait à l'y fixer et Gentile, ébloui par son ambition ou son succès, perdit de vue les risques du jeu. Les Baglioni le surveillaient...

C'est alors que l'attention de Malatesta mise en éveil, malgré ses occupations militaires, se manifesta, de loin d'abord, mais d'une façon constante. Un danger plus direct encore menaçait Gentile : Orazio Baglioni sortait du château Saint-Ange (**11 jan. 1527**).

Gentile connaissait de reste le caractère altier du fils cadet de Giovan-Paolo. N'ignorant pas qu'à ses yeux il représentait la cause initiale des plus acerbés démêlés entre les Baglioni et le Saint-Siège, il prévint l'échéance impitoyable et, bousculé par ailleurs, s'éclipsa.

*
* *

On peut reprocher à Orazio la violence de son caractère et la ténacité de ses rancunes ; il n'en est pas moins constant que de chaudes et utiles sympathies lui étaient acquises. Son courage et son énergie les lui méritaient. C'est pourquoi les cardinaux Farnèse et del Monte, d'autres grands seigneurs et prélats, avaient insisté près de Clément VII pour obtenir sa libération ; Venise s'était déclarée dans le même sens. A la fin d'août (**1526**), le Pape s'entretenait de cette question avec l'ambassadeur de Saint-Marc : « *il serait utile de laisser quitter le château à Orazio Baglioni qui est de la faction Orsini... et un chef de haute marque contre ses ennemis.* » La difficulté était de préserver Gentile. La libération d'Orazio entraînait pour lui des dangers, sur la gravité desquels Clément VII était fixé. Mais, en face des menaces et des exactions des Colonna et des Espagnols, le Pontife avait trop besoin de bons capitaines pour ne pas céder aux instances d'Alessandro Farnèse et de nombreux cardinaux et prélats de son entourage. Dès le 20 septembre 1526 il avisait, par bref, le gouvernement pérousin de ses appréhensions, que justifiaient les menées de ses ennemis ; Rome allait être assiégée. Le Pape avait écrit également à Gentile Baglioni, son général, pour faire appel à son dévouement dans de pareilles conjonctures. Maintenant que le danger menaçait de plus en plus, la défense de la capitale devait primer les divisions de ceux qui pouvaient y concourir. En conséquence, Clément VII armait pour son service le bras redouté d'Orazio Baglioni, enfin rendu à la liberté.

Dans cette circonstance, le frère de Malatesta fait preuve de sagesse. Après les tristes années passées au château Saint-Ange, il ne ressent à l'égard de Clément VII que des sentiments d'inimitié ; mais, réprimant l'émoi de son cœur ulcéré et l'élan de son tempérament vindicatif, il s'apprête à soutenir la cause d'un libérateur qu'il est plus disposé à combattre qu'à remercier. « ... *Sans cesse l'épée à son service et négociant avec le Vice-Roi* » (*Gregorovius*), il va justifier la confiance du Pontife. Pérouse est enchantée de la délivrance d'Orazio ; et ses Prieurs des Arts s'empressent (**fév. 1527**) d'exprimer au Pape, par l'intermédiaire de leur ambassadeur Richard Bartolini, la bonne impression qu'en ressentent les citoyens.

Les instructions transmises à Bartolini sont formelles : « *Vous remercirez Sa Béatitude, au nom de la Cité tout entière, d'avoir tiré des fers l'illustre Orazio Baglioni, le premier de nos Grands, et de l'avoir avec une extrême bienveillance reçu en grâce et rendu à l'ancienne liberté.* » « ... *La famille Baglioni,* ajoutent les

magistrats, fut de tout temps l'honneur et la principale illustration de la Cité ; elle a fait preuve d'une constante fidélité au Siècle Apostolique. » (*Annales Décev.*)^{179/1}

Orazio marche avec les troupes pontificales jusqu'à Ferentino ; il s'agit d'encourager la garnison de Frosinone. Vitello Vitelli va agir de concert avec l'ex-prisonnier en saccageant le pays occupé par les Colonna et les Espagnols. Puisque Clément VII tente une expédition sur Naples, Orazio avec 2.000 hommes pénètre dans le royaume et rejoint les bandes du Pape et de Venise. Il se distingue à la prise de Salerne, si bien que Vaudémont lui en remet la garde avec quatre galères. Or, en l'absence de Vaudémont, le prince de Salerne tente un retour offensif sur la ville et s'y introduit avec de bonnes forces par le chemin de la citadelle. Mais Orazio n'est pas pris au dépourvu ; chassant les mercenaires des Colonna, il contribue à la débâcle d'Hugues de Moncade qui se blottit dans Naples même. C'était une belle entrée en campagne pour Orazio qui, avant le siège, déclinait les avances du connétable de Bourbon. Ainsi, la rancune du Baglioni envers Clément VII se maîtrisait encore de façon à dérouter les prévisions.

Maintenant, les bandes du connétable approchent de Rome terrifiée (**30 avr. 1527**). C'est du côté des assiégés que se range Orazio. Avec Renzo de Ceri il est chargé de la défense du Ponte Molle, dont il écarte les lansquenets allemands qui avaient voulu traverser le Tibre dans des barques, près de la porte du Peuple.

C'est encore avec Renzo qu'Orazio malmène les fuyards des milices romaines et les recrues, qui abandonnent leur poste aux murailles (**5 mai 1527**). Après l'envahissement de la ville, livrée au plus affreux pillage, le frère de Malatesta s'est posté dans le château Saint-Ange. Il y retrouve le Pape en proie aux pires angoisses. Vainement Clément VII a imploré le secours de François Ier en lui démontrant combien les politiques française et ecclésiastique se confondaient dans la circonstance ; il n'a obtenu que de belles promesses. Orazio, en bonne place pour constater le fait, aurait bien dû en démontrer la portée à son frère Malatesta... De la part de ses sujets ou de ses alliés, le Pape n'a trouvé ni attachement ni résolution. Quelles doivent être ses réflexions quand il nomme Orazio Baglioni chef de ses milices et commandant de ce même château Saint-Ange où il l'avait fait enfermer ?

A relever la boutade attribuée par Benvenuto Cellini à l'ex-prisonnier (son chef du moment), on constate que ce dernier aurait encore été sous l'impression des mauvais moments passés dans cette forteresse. Enfin le Pape se rend aux Impériaux (**juin**).

Dès le lendemain, Orazio, accompagné de Benvenuto Cellini et suivi de 300 hommes de la garnison du château, s'éloigne avec armes et bagages, enseignes déployées. Quatre compagnies impériales escortent pendant quelques milles ce petit contingent, sur la route de Pérouse.

*
* *

Circonstance à noter dans cette campagne de Rome, Braccio Baglioni, fils de Grifonetto et gendre de Gentile, vient de servir dans les mêmes rangs qu'Orazio Baglioni. Il s'est vaillamment comporté à la tête de 100 cheval-légers contre les bandes de Bourbon, à Fiorentino « *monstrò incredibile valore* » (*Crispolli*) et, pendant le Siège, n'a pas mérité moins d'éloges. Ainsi, la défense du Pape obtint une trêve dans les conflits entre Baglioni, plus facilement que les appels à la conciliation. D'autre part, deux des Baglioni, devenus Français par suite de l'installation au Maine d'un Baglioni pérousin (à la fin du XIV^e siècle), ayant pris du service sous le connétable, combattirent les représentants italiens de leur Maison. L'un et l'autre succombèrent dans cette expédition.

*
* *

Après de multiples vicissitudes, voici Orazio en vue de Pérouse. Il est passé par Deruta afin d'aller saluer dans ses quartiers François-Marie, duc d'Urbin, qui lui a préparé la besogne. C'est pourquoi redouble l'inquiétude de Gentile Baglioni. De récents déboires venaient de le contraindre à un effacement immédiat ; il va être traqué de deux côtés à la fois. Le duc d'Urbin, à la tête de l'armée de la Ligue, dont Clément VII déplorait naguère l'absence, s'était posté en Ombrie, à proximité de Pérouse, où Malatesta Baglioni l'avait chargé de surveiller ses intérêts. De là ce retard dans la marche de l'armée vers Rome ; le duc en avait mieux pris son parti que le Pape.

^{179/1} Cette dernière assertion reproduit l'argument exposé naguère à Alexandre VI (par l'ambassadeur pérousin plaidant la cause de Giovan-Paolo) ; elle peut surprendre, tant nous avons peine à concevoir les situations respectives admises à cette époque. Toutefois, en parlant de la fidélité des Baglioni à l'égard du Saint-Siège, le gouvernement pérousin néglige le point de vue particulier de sa propre indépendance et présente la question dans toute son ampleur. Champions des libertés italiennes et, par conséquent, du parti guelfe que patronne le Pape, les Baglioni sont presque toujours en lutte contre le parti gibelin et impérial. Voilà le fait, tel que le conçoit les magistrats de Pérouse. Toute autre considération de particularisme n'est pas plus en cause que la foi catholique. Cela n'empêche nullement les actions pérousines de se réclamer du Pape contre les Baglioni, ou des Baglioni contre le Pape, suivant les nécessités. Les contemporains ne trouvaient là rien d'illogique, eux qui entendaient qualifier de « *si fidèle aux Papes* » leur propre ville, par le même Clément VII. (Bref au gouvernement pérousin, du 20 septembre 1526.) L'expression, émanant d'un Pontife gravement menacé, n'avait rien d'ironique ; il s'agissait de lier plus étroitement à la cause ecclésiastique une Cité dont les visées d'indépendance étaient à dessein oubliées. Tout comme ses seigneurs, Pérouse avait bravement appuyé le parti guelfe, donc pontifical ; Clément VII se gardait de placer la question sur un autre terrain. Pouvait-il s'étonner, au sujet d'Orazio Baglioni, que l'ambassade pérousine eût agi de même ?

Campé à Deruta, François-Marie adressait d'abord à la Commune de Pérouse une demande de vivres, que la disette du moment rendait inadmissible. En fin de compte, il intima à Gentile l'ordre de quitter la ville. C'était la volonté expresse des confédérés de l'armée ; elle ne souffrait pas d'objections. Le duc daigna pourtant « colorer » une pareille sommation en prétextant certains soupçons auxquels le dissident aurait donné prise, comme ami des Impériaux.

En tous cas, la décision des Prieurs de Pérouse ne se fit pas attendre. L'armée de la Ligue pesait sur le pays affamé et, puisque les bandes pillardes ne devaient s'éloigner qu'après le départ de Gentile, l'argument devenait péremptoire, même aux yeux du vice-légat. Ce dernier, avec les circonlocutions nécessaires, pria l'intéressé de céder au plus fort.

Gentile s'inclina ; avec ses gendres Braccio et Galeotto Baglioni, leurs familles et quelques amis ou parents, il se retira chez lui à Spello (**13 mai 1527**), où il retrouvait sa femme qui l'engagea vivement à se fixer dans ce fief. Que ne l'écouta-t-il !

Sans plus tarder, le duc d'Urbin, avant de s'éloigner un peu, combla les vides laissés par Gentile et consorts dans les fonctions publiques. Il y introduisit les amis de Malatesta et d'Orazio^{181/1}.

C'est sur ces entrefaites que ce dernier paraît au camp du duc à Deruta, puis s'installe à Pérouse (**12 juin**). Il offre à Benvenuto Cellini le commandement des soldats qui venaient de les accompagner depuis Rome ; mais l'artiste, pressé de regagner Florence pour racheter son exil, décline cette faveur et n'en est pas moins promu capitaine par Orazio, qui le recommande au délégué florentin.

De nombreux vivats avaient salué, dans Pérouse, le retour du frère de Malatesta. Bientôt, tout semble à la paix ; le Pape et les Espagnols s'entendent tant bien que mal et, pour sa part, Gentile, après avoir séjourné à Camerino, se rapproche de Pérouse. Il y rentre avec le consentement d'Orazio et du gouvernement. Pourtant, à travers campagnes, intrigues, réconciliations de commande et brouilles réelles, le fils de Giovan-Paolo ne poursuit qu'un but : venger son père et ses amis sur ceux qui participèrent à leur mort ou en tirèrent profit. Gentil n'aurait jamais dû l'oublier. Evidemment la puissance municipale de Pérouse, en plein effet et jouissant d'une quasi-indépendance, ne peut que perdre à de nouveaux conflits. On en est si convaincu dans le gouvernement, qu'une élection de deux gentilshommes par quartier est faite, en vue de maintenir le semblant d'accord entre Baglioni et dissidents. Orazio partage avec Gentile le commandement militaire ; toutefois, le second ne peut se maintenir que par l'appui pontifical.

L'avenir semblerait serein, si des pacifications de ce genre pouvaient subsister autrement qu'en façade. Orazio, apprécié de la population qui se fie à son épée, imite les procédés du cardinal Passerini en applaudissant aux nouvelles libertés qu'il souhaite plus grandes encore (*Bonazzi*). De leur côté, les magistrats désirent non moins vivement voir ce fier soldat réconcilié avec Gentile, mieux qu'en simples paroles. Non pas que le Baglioni dissident leur soit sympathique ; mais les règlements de compte dont il est menacé ne peuvent qu'entraîner de sanglants conflits. C'est ce qu'il importe d'éviter.

Prieurs et Camerlingues insistent donc pour qu'un pacte de paix, garanti par serment solennel, calme les deux adversaires ; cela confirmerait les tentatives antérieures du même genre. Y manquer entraînerait de graves sanctions aussitôt décrétées : confiscation de biens et amende de 10.000 ducats d'or, sans compter la résolution des magistrats de s'armer, en personne, contre le délinquant.

Tout d'abord, Orazio et Gentile se prêtent à la formalité, et se donnent l'accolade sans s'étouffer. La scène se passe chez Gentile. On voit ensuite les deux Baglioni déambuler ensemble sur la Place sans mettre l'épée à la main (**16 juin 1527**) ; c'est un résultat. Mais s'il réjouit les pacifistes, les sages restent sceptiques. Peu leur importent les carillons joyeux fêtant la réconciliation obtenue ; ce sera toujours partie remise.

Orazio et Gentile ne s'entendent que pour vouloir leur patrie puissante. Tant qu'ils président le conseil des Cinq-Cents et veillent aux armements des milices et aux réparations des fortifications tant qu'il s'agit de refréner les pilleries des bandes de la Ligue ou des Impériaux, à leur passage sur le Pérousin, les heurts s'évitent encore. Mais les rancunes n'y perdent rien. Au cours des pourparlers avec les gens de guerre, Orazio se trouve de nouveau en rapport avec le duc d'Urbin campé à Ponte Nuovo. Il lui expose à sa façon la situation faite dans Pérouse aux vrais Baglioni et à leurs amis. La Ligue et le parti français ont tout intérêt à les soutenir ; qu'attend-on, alors, pour expulser définitivement Gentile, dont l'attitude est bien assez suspecte ? Et Orazio fait allusion aux relations, plus ou moins sérieuses, entretenues par Gentile avec les Impériaux. Peut-être n'était-ce là qu'un raconter ; en tous cas, le duc d'Urbin l'accepte avec empressement, comme le meilleur prétexte d'intervention.

Plusieurs capitaines, dont Frédéric de Gonzague dit de Bozzolo, accompagnent Orazio à son retour du camp à Pérouse. Ils se présentent devant les Prieurs et le grand Conseil, et leur exposent les intentions de François-Marie enveloppées dans d'onctueuses formules. Le duc d'Urbin n'a en vue que le bien de l'État, qu'il voudrait savoir dirigé d'une façon stable et sérieuse. Ceci, naturellement, n'est possible qu'en agissant

^{181/1} D'importantes modifications sont faites dans le choix des citoyens délégués près des magistrats. Une première élection de 500 membres forme un conseil qui choisit 20 citoyens chargés de nommer une assemblée plus importante. 500 noms, désignés à nouveau de cette façon, forment le groupement qui appuiera les Prieurs, et 50 délégués, issus de cette dernière assemblée de 500 membres, devront trancher les affaires qui ne nécessitent pas un vote général. — Nombreuses sont, en plus, les décisions prises et que renforcent mandats et décrets de toute sorte.

d'accord avec la Ligue. Or, toute entente sera précaire de ce côté, tant que Gentile pourra à son gré continuer ses menées suspectes avec les Impériaux... etc. En somme, Gentile, visé directement, aurait dû se le tenir pour dit. Par une singulière aberration, sa méfiance naturelle sommeilla juste à ce moment.

La phraséologie des capitaines de la Ligue voilait la préparation d'un coup de force.

Dans la nuit du 2 août (1527), 2.000 arquebusiers, sous prétexte de veiller à la sécurité de Pérouse, arpentent la rue qui mène au palais de Gentile. A 2 heures du matin (3 août), Frédéric de Bozzolo pénètre dans l'appartement où se tient celui-ci ; il est tranquillement à table.

Bozzolo, avec toutes les formes voulues, lui fait part des soupçons que la Ligue a conçus à son endroit, soupçons qui ont surpris, et même peiné, les officiers de cette armée. Ils se voient dans l'obligation de s'assurer de Pérouse, sans fracas, autant que possible ; Gentile peut réclamer les garanties nécessaires à sa propre sécurité, on y fera droit.

Quelque peu troublé par ces préliminaires, l'interpellé prend mal les explications du capitaine. Qu'on ne compte pas peser sur sa conduite avec de pareils procédés ; ce serait le pousser à bout. On en verrait les conséquences. D'ordinaire froid et pondéré, le fils de Guido s'exalte sous l'affront, si bien qu'il se laisse aller, envers la Ligue, à d'amères et imprudentes paroles.

Sans se départir de son flegme, Bozzolo lui conseille de se calmer et de croire que les capitaines ligueurs n'interviennent que dans son intérêt. Il dépend d'eux, après tout, d'imposer leur manière de voir. Gentile relève le défi. S'il a entretenu des pratiques avec les Impériaux, c'est par patriotisme, non pour déposséder celui-ci ou chasser celui-là à son profit. L'entretien tourne mal.

A ce moment, un bruit d'armes et de pas précipités révèle la présence de soldats qui se mettent à portée. Bozzolo hausse le ton. Ce n'est pas de Pérouse seulement, c'est de Gentile en personne qu'il est venu s'assurer ; son interlocuteur doit choisir dans les États de Pérouse, de Florence ou d'Urbin, le lieu qui lui conviendra pour passer un temps d'exil nécessaire à l'apaisement des esprits et à la disparition des soupçons. Voyons, Gentile n'a rien à craindre pour sa sécurité, puisque, suivant un ordre formel, il doit être conduit au camp, sain et saut.

Malheureusement, la colère de l'interpellé répugne à tout raisonnement. Partir, lui ? jamais. Il parlera au peuple, et s'il se voit accusé, il se justifiera publiquement ; pour le pays, il est prêt à sacrifier sa vie, mais il ne fuira pas.

Ces déclarations manquaient plus d'opportunité que de crânerie. Déjà, le palais était cerné par les arquebusiers qui en barraient les portes. Ils occupaient les principales rues des environs.

Bozzolo s'approche de Gentile et l'arrête au nom de la Ligue. Il le remet ensuite à Gigante Corso, colonel des Vénitiens ; puis, prenant son rôle un peu trop au sérieux, fait main basse sur l'argenterie, dont l'exquis travail l'avait favorablement impressionné.

Gentile n'a pas le loisir d'assister au pillage. Écroué dans une salle voisine, il est bientôt rejoint par six bravi armés qui l'assassinent. Quatre heures du matin sonnaient à ce moment. Fileno, Protonotaire apostolique, et Annibale fils de Gismondo, tous les deux bâtards de Baglioni, attachés à la faction de Gentile, ont été arrêtés en même temps que lui ; ils partagent son sort. On les enterre à Sainte-Marie des Servites ; quelques comparses sont aussi mis à mort.

*
* *

Qu'une pareille besogne, froidement exécutée, ait frappé les imaginations, qu'elle soit absolument condamnable, cela va sans dire. Elle ne s'explique pas moins. On peut en charger la mémoire d'Orazio Baglioni, alors maître de Pérouse et inspirateur du coup de main ; mais Gentile ne s'était-il pas voué lui-même à d'implacables représailles ? S'il n'a pas provoqué l'exécution de son cousin germain Giovan-Paolo, il s'est empressé d'en bénéficier, prétendant, par surcroît, prendre sa place dans Pérouse. Sans cesse en lutte avec les fils du décapité, il s'est efforcé de leur nuire, jusqu'à être accusé d'une certaine complicité dans le guet-apens où périrent les trois Montesperelli. C'était jouer une partie dangereuse. Gentile l'a perdue, sans s'être, un seul instant, fié à des pacifications dont il connaissait d'autant mieux le néant qu'il ne les acceptait qu'à contrecœur. Exécré du peuple, il sentit le sol se dérober sous lui au moment du danger ; ce qui ne l'empêcha pas de mourir en brave.

On ne peut mieux concevoir l'âpreté des mœurs ambiantes qu'en voyant des exécutions de ce genre dirigées par un Gonzague (Bozzolo), dont la réputation était des mieux établies, et par son collègue Gigante Corso, soldat illustre et valeureux. (Varchi)

Cependant Gentile n'avait pas encouru seul le châtement. Ses gendres, Braccio, Sforza et Galeotto Baglioni, s'étaient affichés, non seulement en complices, mais en inspirateurs de ses menées. Fils de Grifonetto, ils avaient fait leur chose de cet ambitieux aigri, prêt à toutes les défections. Les deux plus jeunes s'étaient même, cinq ans auparavant, mêlés aux agresseurs des Montesperelli ; attitude odieuse, que les Baglioni ne leur pardonnaient pas.

Orazio estima le moment venu de le prouver. Galeotto est le premier qui lui tombe sous la main. Blotti dans Torre d'Andrea, fief situé sur le comté d'Assise, ce dernier comptait lui échapper en raison de la

bonne situation et des moyens de défense de la forteresse. Mais Orazio avait prévu le cas. A sa requête, le duc d'Urbain envoie cavalerie et infanterie pour occuper ce point contre lequel Orazio offre de faire conduire l'artillerie nécessaire, si le duc n'y trouve pas d'inconvénient. Voyant l'orage prêt à crever sur sa tête, Galeotto Baglioni entre aussitôt en négociations avec François-Marie. Sur la parole de celui-ci, il va pour se présenter au camp de la Ligue. Orazio prévient sa démarche ; parti pour Torre d'Andrea, il aperçoit à temps son adversaire, en route sous escorte des soldats du duc. De son côté, Galeotto, ayant reconnu le frère de Malatesta, est atterré et demande à réintégrer la forteresse ; officiers et soldats lui remontent le moral, quittes à le livrer un instant après, au nom des capitaines de la Ligue. Galeotto est perdu. Que ce soit Orazio lui-même ou Sforza de Sterpeto qui l'ait exécuté sur l'heure, le fait importe médiocrement. En somme, le duc d'Urbain paraît avoir sciemment laissé transgresser sa parole.

On peut reprocher plus encore à Orazio de s'être montré impitoyable, bien que sa victime se fût peu soucieuse autrefois de l'autorisation donnée aux infortunés qu'elle massacrait. Le coupable Galeotto fut payé de la même monnaie, et ses deux frères purent s'estimer heureux d'avoir été hors de portée. Braccio, l'aîné, capitaine dans l'armée florentine, s'occupait avantageusement ailleurs. Il avait de bonnes raisons de deviner les projets d'Orazio. On disait même que, comme gendre de Gentile, il tentait de mettre ce dernier en garde, deux ou trois jours avant son exécution ; mais que, ne l'ayant pu convaincre, il s'était empressé de prendre le large, après une seule soirée passée dans Pérouse.

Après la mort de Galeotto, plusieurs arrestations suivies d'exécutions eurent lieu à Bettona, où Orazio prétendait intimider la famille des Crispolti, inféodée à l'opposition aux Baglioni.

Le duc d'Urbain, étranger à ces affaires, chercha à se mettre à couvert en ordonnant à Cantuccio, commissaire florentin, d'aller à Torre d'Andrea refréner les effets du talion ; ce genre d'avis n'était point encore accepté.

*
* *

Ainsi se résumaient les événements, quand Malatesta Baglioni, obtenant licence de Venise, reparut parmi les Pérousiens. Les motifs de son retour étaient d'ordres divers ; sa santé lui imposait des ménagements, et les vengeances exécutées ou projetées par son frère ne cadraient pas avec sa propre manière d'agir. Le fils aîné de Giovan-Paolo usait de circonspection en ces matières. De plus, l'ambition d'Orazio demandait à être non moins surveillée que ses excès.

Evidemment, la situation s'est assez simplifiée dans Pérouse ; ni Gentile, ni tel ou tel de ses plus zélés clients, ne troubleront plus l'ordre, en sapant l'autorité des Baglioni. Acclamé par les citoyens dont les cris « Malatesta ! Malatesta ! » et « Baglioni ! » retentissaient de tous côtés, le général a fait son entrée solennelle le 2 septembre (1527). Il faut toujours compter avec les mécontents ; cependant personne n'a protesté ; Froliere décrit l'ovation émanée de l'ensemble des habitants « *con somma letizia di tutti* ».

Clément VII, informé du fait, ne boude pas un seigneur, gênant à coup sûr, mais si populaire. Il reconnaît l'autorité des fils de Giovan-Paolo sur les importants fiefs de Spello, de Cannara, de La Bastia, de Bettona, de Collazone et de Coldimancio.

Nombreux sont les citoyens qui voient dans le retour désiré de Malatesta un gage de paix et même d'amnistie. Ce n'est point une illusion ; Malatesta s'oppose immédiatement aux représailles projetées encore par son frère.

Or, sur ces entrefaites, Braccio Baglioni et Alessandro Vitelli tombent aux mains des soldats de la Ligue, près d'une abbaye, entre Spello et Foligno. Voir ses deux irréductibles ennemis en piteuse situation au camp des Ligueurs, suffit à la vengeance de Malatesta. Il s'emploie à les faire relâcher, ce qui n'aurait certes pu s'exécuter si Orazio Baglioni n'avait été malade à ce moment même. Ses efforts pour outrepasser les injonctions de son aîné n'aboutissent qu'à quelque froissement entre eux.

Braccio Baglioni, signalé à Deruta avec un groupe de bannis, avait bientôt constaté son impuissance à troubler Pérouse et s'était éloigné, non sans pillage aux dépens des habitants (22 déc. 1527). Il ne semblait pas alors bien redoutable. Mais quels arguments aurait donnés au fougueux Orazio la connaissance de l'avenir ! Naguère, en sauvant Girolamo della Penna des atteintes de Simonetto Baglioni, son père Giovan-Paolo ajoutait un assassin de plus à la bande que lui destinait Varano ; ce sera tout comme, cette fois-ci. Malatesta aura sans cesse en face de lui ce même Braccio, empressé à lui nuire avec l'acharnement de l'ingratitude. La place du fils aîné de Grifonetto est à la tête des dissidents privés de leur chef Gentile ; comme lui il exploitera, dans son intérêt, l'appui que son attitude prête aux revendications du suzerain. Orazio n'avait-il pas eu le pressentiment de ces conséquences ? Il se décide pourtant à seconder son frère dans le gouvernement de Pérouse, qui fonctionne sans secousses apparentes.

A l'exemple de son père, Malatesta, dont l'autorité est complète, reçoit pour la forme les magistratures publiques. La seule distinction réservée officiellement aux Baglioni consiste dans la qualification d'« *Illustrissimi Domini* »^{185/1}. Si quelques troubles ont signalé leur rétablissement, la fougue de leurs partisans en est certainement responsable pour une bonne part ; de même, l'excès d'une réaction qui se sent à l'abri des sanctions, agite leurs fiefs. Mais Bonazzi convient que ces troubles passagers ne sont pas l'œuvre

^{185/1} Le Conseil des Mille en deux fractions réunies et celui des Cinq Cents tombent en désuétude. Suivant l'usage antérieur, un Conseil de trente membres est rétabli.

des Baglioni eux-mêmes. Personne ne s'étonnait de quelques violences partielles; et quand Giovan-Francesco, bâtard de Giovan-Paolo Baglioni, tue un certain Marsolo, puis est tué lui-même, cela a tout juste l'importance d'un fait divers.

*
* *

Heureusement pour la liberté d'action de Malatesta, Orazio gagne Foligno avec les troupes de la Ligue. Florence venait de le nommer capitaine général de ses fameuses Bandes-Noires, veuves de leur premier chef Jean de Médicis. Après avoir, sous leur nouveau maître, contribué à la prise et au pillage de Frosinone, d'Aquila et de Montefalco, ces routiers se dirigent vers les forces françaises d'Odet de Lautrec. Elles s'apprêtent à s'illustrer dans la campagne de Naples ; Charles-Quint en saura quelque chose.

En attendant, Lautrec ayant vainement offert, à plusieurs reprises, la bataille au prince d'Orange, général des Impériaux, prétendait forcer l'ennemi dans ses logements dès que les Bandes-Noires d'Orazio l'auraient rejoint. Mais Orange tenait ces Bandes pour la meilleure infanterie de la Péninsule. Au lieu de les attendre, il se retirait vers Naples et organisait la résistance.

Cependant, au cours de leur marche, Orazio Baglioni et Pietro Navarro ont attaqué Melfi, y lançant trois assauts, après un court bombardement. Ils sont d'abord tenus en échec ; mais, renforcés par 3 à 4.000 hommes et une douzaine de canons, ils emportent la place dans un bel élan soutenu par les habitants. Si un succès de ce genre entraînait une affreuse tuerie des soldats du prince de Melfi (**23 mars 1528**), il ne permettait pas moins au prince d'Orange de continuer ses préparatifs dans Naples.

Enfin, Orazio peut seconder Lautrec pour assiéger cette ville. Il se porte, à la tête de ses Bandes, au-devant d'un gros d'Impériaux qui tente une sortie entre le fort des Basques et La Maddalena (**22 ou 23 mai 1528**). Ayant fait reculer l'ennemi jusqu'à la porte de Nola, Orazio pénètre dans la ville, dont toutes les maisons étaient barricadées. A ce moment, il aurait été frappé à mort. Santoro et Paul Jove donnent, de ce fait, une version différente, adoptée par la plupart des historiens.

Suivant eux, Orazio, secondé par de vaillants capitaines, arrêta une attaque de Jean d'Urbina et de quelques officiers impériaux, puis s'avancait avec témérité loin des retranchements, sans avoir en la précaution d'endosser son armure. Ayant constaté que ses hommes, dont la discipline laissait à désirer, tenaient peu de compte des roulements de tambourin, il voulait les commander en personne pour les faire obéir. Comme il arrivait vers la porte Saint-Janvier, un fantassin basque ou navarrais, « *vil fantaccino Navarrese* », sans reconnaître le général, le frappa d'un violent coup de hallebarde. Orazio, atteint à l'épaule ou à la poitrine, s'affaissa. Il mourut sans reprendre connaissance, et ce fut « *grand dommage* », conclut Martin du Bellay. Ainsi disparut glorieusement, à 35 ans, le fils cadet de Giovan-Paolo, qu'un de ses plus constants détracteurs reconnaît pour un « *homme d'un courage et d'une force incroyables* ». (*Varchi*)

C'est au son des cloches et au bruit des salves d'artillerie que les Impériaux clament cette mort aux Napolitains. Les soldats d'Orazio transportent avec respect la dépouille de leur chef jusqu'à Spello, pendant que les Dix de Florence, au nom de la République, députent Antonio Alberti près de Malatesta et de la veuve d'Orazio, Francesca Petrucci, pour leur transmettre leurs vives condoléances.

Malgré les excès de ses représailles, Orazio n'avait pas moins simplifié la besogne de pacification échue à Malatesta. Ce dernier, encore engagé avec Venise, ne pouvait accepter aucune autre condotta, ni s'enrôler dans la Ligue dont le Pape faisait partie. Certes, de tels scrupules ne sont pas de ce temps ; alliances, ruptures, confédérations et défections, alternent entre États, avec une fantaisie que les condottiers, pris dans l'engrenage, s'efforcent d'imiter.

Comment prendre au sérieux les alliés de la veille, ennemis le lendemain et prêts à se confédérer de nouveau avec leurs adversaires ? Malatesta, sollicité par les Florentins qui le désiraient à leur solde, laissait préparer les voies et voyait venir.

La République florentine se maintenait alors par la grâce de François Ier. Consulté sur le cas de Malatesta, le Roi s'était montré favorable à son enrôlement. C'était un point acquis, au milieu des agitations qui venaient de se succéder.

*
* *

Quand le cardinal de Médicis était revenu à Florence, il avait eu maille à partir avec les républicains prêts à l'éconduire (**janv. 1522**). Forts de l'assentiment et de l'appui de la France, du duc d'Urbin et des Baglioni rétablis dans Pérouse, les conjurés de ce parti se firent illusion sur le résultat. Les circonstances paralysèrent leur effort ; elles ne les découragèrent pas.

A peine Charles-Quint eut-il des bandes sur le sol toscan que ces mêmes républicains, menés en sous-main par les notables désireux de reparaitre dans le gouvernement, soulevèrent le peuple. Ce fut la révolution au nom de la Liberté, entraînant la déchéance de la maison de Médicis et la fuite d'Hippolyte et d'Alexandre, neveux de l'ex-cardinal devenu Clément VII. L'appui du cardinal Passerini leur avait été inutile. Ce départ, pour pacifique qu'il fût (**16 mai 1527**), avait été suivi d'excès bien faits pour attrister le Pape. Les statues et les emblèmes de sa famille, déclarée rebelle, avaient été renversés, arrachés et jetés à la voirie, pendant que la populace hurlait sa haine.

En raison des affres de l'invasion, du sac de Rome et de son propre emprisonnement, Clément VII n'était pas en mesure d'intervenir. Le parti avancé de Florence en avait profité pour changer la forme du gouvernement. Un Conseil général créa les Dix de Liberté et de Paix, les Huit de Pratique et les Quatre-vingts de Consulta (**21 mai 1527**). Nicolas Capponi était nommé gonfalonier de Justice. Avec les Strozzi, Ridolfi et Vettori, il venait de se mettre en évidence dans la révolution ; son choix avait paru indiqué. Du reste, Florence ne reconnaissait pour souverain que le Christ. Toutefois, le temps n'était plus où Savonarole pouvait enflammer ses auditeurs ; les élans mystiques s'en ressentaient.

Ce fut sur ces entrefaites que les Dix firent sonder les projets de Malatesta Baglioni par d'adroits émissaires. L'engagement officiel du Seigneur de Pérouse finissait en mai 1528. Les Florentins, qui avaient présentes à l'esprit la valeur de Giovan-Paolo Baglioni et sa haute réputation, savaient que son fils s'était lui-même illustré à la tête des armées, faisant honneur à son nom et aux enseignements de l'Alviano. Ces considérations expliquaient leur désir de prendre Malatesta en solde ; elles n'étaient pas les seules. Les Baglioni devaient, avant tout, détester les Médicis. L'un d'eux, Léon X, avait fait exécuter Giovan-Paolo, et de quelle façon ! C'était à l'impulsion d'un autre, le cardinal de Médicis, actuellement Clément VII, que Malatesta et Orazio attribuaient une bonne part des difficultés créées par Gentile. Cette communauté de haines frappait si bien les Florentins empressés à en tirer parti, qu'ils n'envisageaient pas le point faible de la situation. Elle était momentanée.

Actuellement, Clément VII ménage Malatesta. Entente éphémère, de l'avis unanime, et sur laquelle le Seigneur de Pérouse n'a pas d'illusions ; mais il ne fait pas fonds davantage sur l'appel de Florence. Une conformité de vues et de sentiments unit aujourd'hui la République et les Baglioni ; que demain l'intérêt des Florentins exige une autre orientation, Malatesta sera abandonné et fort compromis, s'il s'est trop avancé.

Il lui importe de jouer serré, surtout de ne pas rompre complètement avec le Pape.

Le prince continue donc de traiter avec Clément VII des questions importantes, pendant qu'à la muette s'échangent les négociations avec Florence. Il a en main, pour ce genre d'office, des compatriotes de marque, hostiles au nouveau Pontife : Cristoforo de Pacciano, chancelier d'Orazio Baglioni, Benedetto Alessi (*alias* Aleggi), Vincenzo Colombi. Malatesta ne veille que mieux à l'exercice du pouvoir, à l'administration de ses fiefs et des nouvelles possessions qu'il doit à la libéralité de Pérouse et à la succession d'Impéria des Monaldesehi, sa belle-mère. Devant Clément VII réfugié à Orviété, il peut se présenter avec assurance, étant maintenant l'un des généraux de cette Ligue dont le Pape s'est déclaré grand protecteur. Le duc d'Urbain et le marquis de Saluces l'accompagnent. Fera-t-on un reproche à Malatesta de ce que la politique pontificale à l'égard de Florence rend déjà les intérêts de Clément VII opposés à ceux de cette même Ligue ?

Le Seigneur de Pérouse, jaloux d'une indépendance de fait, accepte comme ses devanciers, comme l'ensemble des Pérousins, la suzeraineté de l'Église ; il agit en conséquence. « *Seulement, les traditions féodales s'étaient bien modifiées...* » (Bonazzi)

En son nom comme en celui de son gouvernement, Malatesta fait valoir aux yeux du Pape les motifs susceptibles de mériter sa bienveillance. Il y met du tact. Clément VII tient pour assez vague l'attachement des Pérousins, qui n'ont pas bougé pendant son emprisonnement dans Rome. Il ne ménage pas ses largesses, mais mitige de justes reproches. Les « tènements » de Chiusi sont accordés aux magistrats de Pérouse pour 2.000 ducats d'or, concession est faite des chasses de Chiusi du Lac à Malatesta lui-même qu'il importe de ménager, afin de l'éloigner des relations dangereuses. Son frère Orazio, bien qu'à la solde de Florence avec ses Bandes-Noires, bénéficie néanmoins de cette autorisation, fort avantageuse en raison de la disette causée alors par les déprédations des Ligueurs. Bref, le Pape et son prétendu vicaire se quittent dans une mutuelle défiance.

Cela n'empêche nullement Pérouse d'exhaler sa joie ; on y vit au jour le jour. La population estime que son seigneur mérite les plus éclatants témoignages de reconnaissance. Et, suivant l'impulsion du moment, les magistrats relatent la conduite officielle de Malatesta dans les registres d'État. On le voyait représenté dans une gravure en tête des statuts de la Cité. Il paraît juste de mentionner en termes pompeux les services que le général a su rendre à la patrie : « *sans cesse il pensa qu'il est beau et honorable de mourir pour son pays, lui qui, glorifié à tant de titres, mériterait de ceindre une couronne d'or en rapport avec sa valeur, et d'être exalté par les hommages et les dignités.* » (Annal. Décemv.) Ce n'est pas assez encore. Dans la salle du Palais communal, le portrait de Malatesta est placé en évidence et le quatrième volume des Statuts de Pérouse, imprimé cette même année (**1528**) lui est dédié avec les qualifications de « TRÈS ILLUSTRÉ ET INVINCIBLE PRINCE 4 »^{188/1}.

188/1

ILLVSTRISSIMO AC INVICTISSIMO PRINCIPI
MALATESTAE BALIONO VENETAE MILITIAE DVCI
STRENVISS. HIERONYMVS CHARTVLARIVS
FAELICITATEM.

(Hieronymi (ou Girolamo) Cibbi, alors archiviste de la commune, est représenté comme tel dans la gravure, offrant le volume des Statuts à Malatesta.) — Suit le développement de la Dédicace « *Diu cogilanti mihi, Invictissime Princeps Malalesta, Cuinam inclytæ civitatis Perusiae Cōstitutionum elegans quartum volumen dedicari posset. Præ caeteris tua mihi evestigio dignitas in mentem subit : cui labore isti non iniuria dicari queant ac elargiri. Etenim non ab re videtur fore iura legesve privas clarissimæ Urbis Perusiae Illustrissimo Principi perusino dicari... etc..., etc.* » Puis viennent les allusions aux campagnes de Malatesta sous l'étendard vénitien. « *Jure ergo optimo celeberrimæ urbis Perusiae praeclarissima decreta tibi praeclarissimo Principi dedicamus...* » La mise en état

Cela n'empêche pas que, sous la courtoisie des rapports, des trames parfaitement hostiles se dissimulent entre Clément VII et le seigneur de Pérouse. On s'épie de part et d'autre. Aux yeux de la Cour, le danger n'est pas douteux ; Malatesta, général réputé, est ou va être sollicité par Florence. Il répondra à ses avances ; c'est fatal. Que l'on pare au plus tôt à cette éventualité. Justement Clément VII a sous la main l'homme nécessaire : c'est Braccio Baglioni.

Le gendre de Gentile ne demande qu'à prendre la direction du parti opposé à sa Maison ; c'est le dissident rêvé. Lui-même comprend que, gracié par Malatesta, il ne peut mieux faire que de le harceler. Bientôt, quelques troupes du Pape s'avanceront sur le territoire pérousin et, pour émouvoir bourgeois et ruraux, on répandra le bruit que non seulement Malatesta, mais Rodolfo son fils et Giovan-Paolo son neveu (fils d'Orazio), sont engagés à la solde florentine.

Malatesta ne semble pas inquiet et garde, à l'égard de Clément VII, une attitude déférente. Il l'a remercié correctement de ses aimables procédés à son endroit. L'essentiel est de ne pas briser absolument des rapports déjà tendus. Le seigneur de Pérouse vient d'être informé de la mort de son frère au siège de Naples ; seul désormais, à la tête des Pérousins, il paiera sa plus grande liberté d'action d'un affaiblissement indéniable.

Sur ces entrefaites, le Pape quittait Orviété (**1^{er} juin 1528**), pour aller à Viterbe et se rapprocher de Rome. Clément VII tient à se servir de Malatesta, afin de le surveiller de plus près. C'est pourquoi il le charge de marcher avec Colonna-Pirro de Castel San-Pietro (Baglioni) sur Rimini, dont les habitants ont invoqué son appui contre leur tyran : Sigismondo des Malatesti.

En cette affaire, le capitaine de l'Église, Giovanni Sassatello, bien secondé, réussit à souhait ; il entre dans la ville qui sera désormais occupée par les troupes du Saint-Siège (**juin**). Deux brefs viennent ensuite confier à Malatesta Baglioni une action immédiate sur le territoire d'Assise, où deux des Nepis profitèrent de la détresse du Pape pour se saisir, par ruse, de la grande et de la petite forteresse de la ville. Leurs bandes rebelles doivent en être chassées (**23 juin**).

Malatesta fait venir de l'artillerie et se présente devant la petite forteresse, qu'il occupe aisément, après avoir fait de conciliantes propositions aux assiégés (**3 juil.**). Seulement plusieurs de ceux-ci n'en sont pas moins exécutés « comme coupables d'exactions antérieures ». Deux nouveaux brefs adressés à Malatesta lui enjoignent de remettre au lieutenant d'Assise deux des principaux rebelles désignés (**7 juil.**).

Le Pape insiste sur l'occupation de la grande forteresse (**8 juil.**) ; Malatesta recevra les biens des rebelles en récompense de ses services.

Alors, l'opération ne languit pas et le général va lui-même en exposer les péripéties au Pape, lui renouvelant ses hommages. Il juge même adroit d'inviter son suzerain à venir habiter Pérouse, dont la situation de premier ordre et la bonne garnison sont susceptibles d'intimider tout assaillant. L'argument avait une certaine portée après les misères de Rome ; le Pape dut néanmoins prendre la proposition pour ce qu'elle valait, ce qui n'empêcha pas Malatesta de suivre son idée.

Toujours en pourparlers avec Florence, il lève des hommes sans fracas, mais sans arrêt, et presse dans Pérouse l'organisation des recrues et la mise en état. Naturellement, les magistrats s'inquiètent. Alors Malatesta, ayant prévu les objections, sert son prétexte : cette invitation adressée à Clément VII de venir s'installer près de lui.

Cela justifiait ses agissements et permettait, en outre, d'imposer aux Pérousins une partie des frais qu'ils entraînaient. A l'entendre, le Pape, disposé à profiter de la proposition, ne peut qu'approuver les mesures de sécurité qui le garantiront d'une seconde invasion. C'était vraisemblable ; beaucoup comprenaient le désir de leur suzerain « *d'avoir un lieu de retraite dans le besoin* ». (Varchi) N'y avait-il pas le précédent d'Alexandre VI, lors de sa fuite devant Charles VIII ?

Mais les charges nécessitées par les préparatifs de Malatesta obèrent le trésor pérousin ; elles causent une gêne que l'annonce de nouveaux renforts n'est pas faite pour atténuer. A la fin, les magistrats osent exposer le cas du Pape, lequel, ne partageant pas leurs illusions sur le but poursuivi, se décide à intervenir.

Par un ban officiel, où les termes généraux s'emploient adroitement, Clément VII interdit à tout soldat ou à tout condottier sujets de l'Église d'accepter de servir une cause étrangère, sans avoir au préalable obtenu pleine et entière autorisation.

C'était viser Malatesta ; à lui de se pénétrer des sanctions qui appuient la prohibition ci-dessus. Elles n'entraînent rien moins que la confiscation des biens et les censures ecclésiastiques, y compris la mise en interdit de la ville où est né le coupable. Le Seigneur de Pérouse accuse le coup. Agissant en souverain, il ordonne que le ban du Pape ne soit ni mis en circulation, ni imprimé, ni écrit, ni lu dans aucun lieu public de l'État pérousin.

de la cité par Malatesta est rappelée, ainsi que la façon dont il l'a défendue et les avantages qu'il a su obtenir pour elle. « *Bene vale Princeps Serenissime.* » — V. Vermiglioli, *Vita de Malatesta IV Baglioni*, pp. XXIV, XXV, XXVI, de l'Appendice (pièce in extenso). Copie de la Dédicace du IV^e volume des Statuts de Pérouse = v. Gallenga Stuart : Perugia, p. 149.

De là, grand mécontentement de Clément VII ; constatant l'insuccès de sa mesure, il tente d'atteindre par ailleurs le récalcitrant. C'est que Pérouse est un appoint capital dans une entreprise contre Florence. Le pape Médicis, qui en est convaincu, lance contre Malatesta, Braccio et Sforza Baglioni, les deux fils de Grifonetto, et Colonna-Pirro (des Baglioni d'une autre lignée). Ces capitaines ne demandaient qu'à se ruer sur le Pérousin et en particulier sur les fiefs du seigneur détesté ; leurs pilleries s'y multiplient.

Seulement le général n'en perd rien. Solidement campé dans Pérouse, soutenu plus ou moins directement par les Florentins soucieux de se l'attacher, il se prépare à fondre sur l'ennemi.

De son côté, Clément VII, après cette démonstration, n'est point décidé à poursuivre les hostilités. Il cède même à l'idée qu'un chef de la trempe de Malatesta, ouvertement placé à la tête de Florence, créera des embarras sérieux à la politique pontificale. Combien, au contraire, le concours du même condottier lui serait précieux ! Alors, changeant de tactique, le Pape revient au système des libéralités.

Malatesta, absous dès le 4 juillet (1528) de l'excommunication, se voit confirmer les concessions apostoliques « *de haut domaine sur les châteaux assujettis* ». (Fabretti) De nouveau, Spello, Cannara, La Bastia, Bettona, Coldimancio et Collazzone sont officiellement placés sous sa dépendance. Le fils de Giovan-Paolo n'est pas seul à profiter des bienveillantes dispositions du Saint-Siège ; les Florentins en ont leur part. Il suffisait à Clément VII « *d'être reconnu, sinon comme leur concitoyen, au moins comme Pontife ; qu'ils lui rendent la duchesse sa nièce et n'accablent pas ses parents et amis d'emprunts et d'impôts continuels ; ainsi se résument ses aspirations* ». (Varchi) Malheureusement, à Florence comme à Pérouse, la méfiance était à l'ordre du jour.

Les Pérousins, pris dans leur ensemble, se montrent non seulement sceptiques, mais hostiles. Il suffit au vice-légat de prohiber le port des armes aux citoyens, pour qu'un tumulte s'ensuive, avec insultes à son adresse et à celle des délégués ecclésiastiques. On pense bien que si Malatesta lançait ces gens-là dans une résistance ouverte, la grande masse suivrait ; elle se grouperait derrière lui.

Raison de plus, puisque Pérouse est nécessaire au Pontife, d'en appeler encore à Braccio Baglioni et aux autres du même bord. Devant l'insuccès de ses avances, Clément VII se résigne à les remettre en campagne. Mais que sont de pareils intermédiaires en regard de la coalition qui se prépare : l'alliance du Pape et de l'empereur ! Elle est dans l'air ; cela explique le langage pontifical, devenu plus sec.

Deux brefs enjoignent aux communes de congédier les bandes de la Ligue. Mais sous l'influence des Baglioni et de leurs partisans, la sommation reste sans effet ; on a trouvé un biais. L'effort des contingents bannis, des Pontificaux et des Impériaux coalisés, met Pérouse en danger ; c'est indéniable. Son gouvernement est excusable de s'en émouvoir ; à la fin de février (1529), il charge Annibale Signorelli de transmettre ses doléances au Pontife. Que le suzerain veuille bien accorder aux Pérousins un secours efficace, étant donné le voisinage des bandes impériales : ainsi la commune, qui lui verse annuellement 4.000 ducats, affecterait cette somme à sa propre sauvegarde en soldant des fanti. Un emprunt d'une valeur égale lui étant nécessaire en plus, les Prieurs osent le demander à la générosité du Pape. En cas de refus sur ces deux articles, ils devront recourir à des moyens radicaux que justifie le danger, mais sans hostilité contre le Saint-Siège.

Clément VII ne pouvait accepter un exposé de ce genre. Déjà, le gouvernement pérousin avait prétendu se tenir en dehors du conflit entre Rome et Florence, dans une neutralité qui lui interdirait de recevoir amis ou ennemis. Cela n'était pas admissible, et de telles propositions furent tenues pour négligeables. Malatesta aussi voulait être fixé. Il charge l'un de ses familiers, Fabio des Tei, d'une mission à Spolète, où celui-ci se rendra compte des préparatifs en cours. On sait que le marquis du Guast et Ferrante de Gonzague sont partis des Abruzzes pour l'Ombrie ; tout cela n'est pas rassurant. Le seigneur de Pérouse préside le Conseil sur ces entrefaites (2 mars 1529) ; il y est témoin des angoisses municipales. La situation devient menaçante ; déjà, les soldats impériaux campent à La Matrice, localité dont ils se sont emparés et qu'ont terrorisée leurs massacres. Quand de pareils soudards espagnols, Italiens ou allemands (dont certains se sont signalés au sac de Rome) se jeteront sur Pérouse, ce sera sa ruine. Une telle perspective donne du cœur aux plus hésitants. Le gouvernement vote des fonds pour solder de l'infanterie^{190/1}, sans prévoir le léger répit qu'alliaient accorder les circonstances. Malatesta n'a pas encore pris parti ; continuellement occupé aux fortifications de Pérouse et à la levée des troupes, il lui faut pourtant avouer le but de ces préparatifs. Il ne peut rester neutre entre le Pape et les Florentins. Clément VII est mécontent et ne le cache pas ; il se plaint de François Ier qui, dit-on, a pris Malatesta en solde. Un bref adressé à celui-ci et que transmet Mariotto Gallesi, lui rappelle ses obligations à l'égard du Saint-Siège et la ligne de conduite qu'il doit suivre, ainsi que Rodolfo son fils. Ne sont-ils pas l'un et l'autre « *sujets de l'Église* » ? De plus, le Pape, affectant de considérer encore Malatesta comme général vénitien et payé sur le trésor pontifical, lui fait parvenir le quartier représentant le quart de solde convenu. Un second bref, apporté cette fois par Bernardino Coccio (2 avr.), presse encore Malatesta de revenir à l'obéissance ecclésiastique. Il l'engage vivement à repousser toute avance des ennemis de Clément VII. La réplique du seigneur pérousin ne se fait pas attendre ; elle est hautaine.

D'après Malatesta, ni pacte ni texte n'existent entre le Pontife et lui-même, l'empêchant d'adopter le service militaire de tel ou tel parti. Il a été fort surpris de voir les cardinaux Passerini et del Monte

^{190/1} Le total des fanti à lever immédiatement était de 500. Dans ce but, 100 citoyens sont désignés pour chacune des cinq Portes de la Cité ; chacun d'eux paiera un fantassin pendant un mois.

transformés en instigateurs d'hostilités à ses dépens. C'est par eux que Braccio Baglioni a été lancé sur le territoire de Pérouse et en particulier sur ses propres fiefs ; le fait n'est pas contestable.

Engagée sur ce ton, la discussion n'avait aucune chance d'aboutir. Vainement l'évêque Jérôme Vicentino, ministre du Trésor pontifical, joignait ses instances à celles du Pape. Malatesta, qui savait tels de ses mortels ennemis (comme Sforza Baglioni) comblés de faveurs et d'amicales démonstrations par les neveux de Clément VII, n'était nullement disposé à céder ; d'autant moins encore que ses pratiques avec Florence touchaient au but. Cela n'avait pas marché tout seul.

En pareille circonstance, chacun envisage son point de vue particulier et suppute les chances à courir ; Malatesta ne devait pas agir autrement. Comme général, il avait en de hautes prétentions et les justifiait. En effet, Raphaël Girolami, commissaire florentin, n'était pas plus tôt arrivé incognito à Pérouse, que le seigneur lui communiquait les brefs et les lettres du Pape. Il lui faisait constater quels risques le menaçaient lui-même et les Pérousins. A tout prix, Clément VII le voulait sous sa bannière au moins pour une année ; il lui interdisait formellement tout autre engagement, surtout avec Florence.

Le cas était donc très clair. A moins d'un parti pris évident, le commissaire florentin devait admettre le bien-fondé des prétentions de Malatesta, qui ne lui dissimula pas, du reste, sa répugnance à commander en second sous Ercole d'Este. C'était le capitaine général de Florence, le chef nominal en exercice.

En raison des dangers qui menacent Pérouse, Malatesta prétend encore qu'il lui faut un engagement formel avec François Ier, protecteur avéré de la République florentine. Il ne signera rien sans son assentiment et devra recevoir, de sa part, le commandement de 100 lances. Enfin, le général fait remarquer que le collier de Saint-Michel ne lui a pas été encore assuré, comme il en avait été question. Ces divers points avaient laissé tout en suspens ; ils demandaient une prompte solution après avoir ajourné la conclusion des pourparlers.

Ainsi, Malatesta activait lui-même sa propre infortune. François Ier, qui s'est engagé à secourir les Florentins, cédera aux instances de Clément VII et laissera faire...

En signant la présente convention, Malatesta se perd avec la République. Cet événement va entraîner de telles conséquences qu'il est nécessaire d'en étudier de près la marche.

*
* *

L'élection de Malatesta à la tête des armées florentines était faite à l'unanimité des membres du gouvernement. Ce choix n'avait donc pas prêté immédiatement aux appréciations contradictoires des dirigeants.

Pourtant, certains historiens insinuent le contraire. C'est qu'il leur plaît de jouer les « prophètes après coup » ; tâche aisée vraiment, car le public, amateur de « clichés », néglige les documents.

On s'explique que Perrens, très dur pour Malatesta, mais érudit, et comme Français moins inféodé aux questions de parti dans Florence, prétende remonter aux sources.

Ses appréciations au sujet du général sont à retenir : *« c'est de sa nomination, écrit-il, que Florence se montra joyeuse, et cette joie ne fut point un feu de paille. Huit mois plus tard, un siècle en de pareilles épreuves, les Dix exprimaient encore leur confiance en ce puissant capitaine. »*

Que l'on s'imagine l'état d'esprit des Florentins, en proie aux plus sombres alternatives ; aucune contradiction ne pourra surprendre. Le sort ordinaire des plus graves décisions d'un gouvernement aux abois est d'être violemment discutées ; les crises sont l'élément de l'opposition. A Florence, les mécontents trouvaient une mine facile à exploiter en s'en prenant à la dynastie des Baglioni.

Comment prétendait-on remettre le salut de la Liberté des autres au représentant d'une Maison qui régnait sur une population voisine, ou mieux, sur une République réduite à l'étiquette ? Fort bien, objectait le parti adverse, mais il nous faut un chef expérimenté, et c'est le cas. Issu d'une race de braves, Malatesta n'a pas menti à son origine ; dès sa jeunesse il s'est illustré en défendant avec vaillance la cause italienne, et c'est criblé de blessures qu'il tombait, à vingt ans, sur le champ de bataille de Ravenne. En Lombardie, en Vénétie, il ne s'est pas montré moins bon tacticien que soldat. Peut-on l'oublier ? Comment ! un Baglioni, fils de Giovan-Paolo et impatient par conséquent de se venger des Médicis, ne serait pas pour les Florentins la plus formelle garantie ; il aurait gardé, moins fidèlement qu'eux-mêmes, le souvenir de l'exécution de son père, dont l'épée servit parfois leur cause ? Ce n'est pas tout ; nous savons le genre de pratiques que les Médicis actuels entretiennent avec les plus acharnés ennemis de Malatesta, autrement dit les transfuges de sa Maison...

Ce raisonnement, éliminant les objections, simplifiait la question ; irréfutable dans sa première partie, il restait complexe dans la seconde. Reconnaissons, en effet, que les liens de famille n'avaient qu'une valeur relative pour les capitaines, en même temps princes et diplomates.

On pouvait croire Malatesta disposé à tirer vengeance de procédés qu'il jugeait hostiles ou arbitraires, mais non jusqu'à répudier les intérêts primordiaux de sa patrie et de sa propre situation. Le fils de Giovan-Paolo saurait attendre. « La vengeance est un plat qui se mange froid. » Quiconque escompterait une action immédiate pourrait faire fausse route. Orazio, le propre frère de Malatesta, n'avait-il pas, après trois années

passées au château Saint-Ange, accepté de défendre le Pape qui l'y avait enfermé ? Pourtant ce capitaine, autrement violent et vindicatif que le seigneur de Pérouse, avait dû faire de sombres réflexions dans sa prison, au souvenir du supplice de son père !

Ces faits ne pouvaient échapper aux Florentins. Dira-t-on que Malatesta, afin de se maintenir prince dans sa patrie, pouvait se considérer comme ennemi de Charles-Quint parce que, dans l'entreprise contre Florence, l'empereur était l'allié du Pape ? L'objection serait acceptable, mais non péremptoire. Pour sauver Pérouse et sa propre souveraineté des atteintes impériales, Malatesta avait sondé les intentions de Philibert d'Orange, principal capitaine de l'empereur. Il lui écrivait pour lui proposer, avant toute autre combinaison, une alliance avec son maître ; et ses offres de service n'avaient pas été déclinées. Elles « eurent d'abord ce résultat de faire défendre en haut lieu d'inquiéter Malatesta dans Pérouse, avant la réduction de Florence ». (U. Robert)

Ce ne fut donc qu'incidemment, et par la force des choses, que le seigneur pérousin se trouva l'homme de François Ier protecteur des Florentins. Ces derniers, renseignés sur les préférences du Roi de France pour Malatesta, se déterminèrent en conséquence, alors qu'un autre motif, non moins sérieux, pesait encore sur leur décision.

Aucun capitaine florentin ne présentait assez de relief pour faire un chef d'armée. Francesco Ferruccio, appelé à s'illustrer au cours du siège, était alors parfaitement inconnu. Ercole d'Este, le pseudo-capitaine général de Florence, avait bien accepté les 20.000 écus versés par elle, mais s'était gardé de paraître ; il suivait en cela, disait-on, les injonctions de son père, le duc de Ferrare. Celui-ci n'en contribuait que mieux à renforcer les ennemis de la République volée par l'inaction d'Ercole. Il est bon également de noter que ce général, marié à Renée de France, fille de Louis XII, n'avait été nommé que grâce au parti français (25 nov. 1528). Bref, l'antipathie attribuée aux Florentins par Sismondi contre Este et Baglioni, n'empêche pas cet historien de relever la particularité suivante comme les ayant influencés en faveur de Malatesta.

Soldant de nombreux condottiers, ils « étaient obligés de ménager l'orgueil de tous ces petits princes qui, n'ayant point de grade dans une armée déjà formée, ne voulaient reconnaître d'autre supériorité que celle du rang des souverains ». Le reste des officiers aurait refusé obéissance à d'autres capitaines, fussent-ils meilleurs, prétend encore Sismondi. Perrens adopte cette version. « On pouvait, on devait penser que le fils devait venger le père (Giovan-Paolo) sur la famille du meurtrier, et qu'il était bon de s'attacher un seigneur assez considérable pour que les autres condottiers ne fissent pas difficulté de lui obéir, assez fort dans son importante position de Pérouse pour fermer la Toscane à une armée venant de Rome ou de Naples ! » Citant les capitaines réputés que Florence soldait alors : Stefano Colonna, Palestrina, Mario et Napoleone Orsini, Giorgio Santa-Croce, Perrens conclut : « Malatesta Baglioni éclipsait tous ses rivaux d'aventure. »

Il semble à Cantu que, confier les commandements à des capitaines comme Malatesta, Colonna et Orsini, était une « excellente mesure » ; mais « tardive, ajoute-t-il, alors que la barque était entrouverte ». En effet, la situation de Florence justifiait les plus vives appréhensions.

*
* *

Les Florentins sont tiraillés par les factions ; leur gouvernement républicain n'est pas né viable, de l'aveu même des historiens qui le glorifient. « La République restaurée ne jouissait même pas de ces jours heureux qui, au sortir des révolutions, donnent l'illusion éphémère de la concorde et d'un lendemain assuré. » (Perrens) Et Marco Foscarini écrit, dès le début des hostilités : « Même devant une armée ennemie, les Florentins pensent, non à l'intérêt général de leur ville, mais à l'intérêt particulier de leur secte. Jugez quelle peut-être la solidité de cette République ! »

Bientôt, les meneurs patriciens, débordés, feront la part de plus en plus large à l'élément populaire, c'est-à-dire « extrême ». Le budget est en désarroi. Jalouse de sa Liberté, la Cité, déshabituée des armes qui l'auraient pu défendre, a perdu les vestiges de l'esprit militaire. Non que les habitants manquent de courage, ils prouveront leur énergie au cours du siège ; mais l'entraînement et la discipline ne s'improvisent pas.

Enrichis par le négoce et les affaires, les citoyens se sont amollis et gâtés dans les douceurs de la civilisation. Combien leur semble insipide et fatigant le port de la hallebarde ! Puisque les soldats sont une nécessité, ils en paieront ; cela arrangera tout. On ne considérera ces gens, destinés à se faire tuer, que comme une vague marchandise.

De leur côté, ces mêmes soldats, qui prennent l'argent des Florentins parce qu'il faut vivre, opposeront compromissions à marchandages et ne supporteront pas gaiement les fatigues du métier, à la place de bons vivants qui « saignent par les blessures d'autrui ». Sacrifiés à l'occasion, ils adopteront aussi leur propre intérêt comme objectif principal et mépriseront les bailleurs de fonds, car le dévouement n'est jamais à vendre.

Or ce sentiment, uni à la valeur disciplinée, peut seul préserver la patrie en danger. Machiavel l'avait compris. Il s'était efforcé, mais trop tard, de rendre à ses concitoyens l'aptitude militaire. Hélas ! les milices ainsi levées, « bonnes contre Sienne ou Lucques », étaient incapables de tenir devant les routiers aguerris de Charles-Quint.

Telle se présentait la situation à tout Florentin sensé, quand la tâche de sauver une partie très compromise était confiée à un étranger : Malatesta Baglioni.

« *Défiante et économe* », la République, dès le renvoi des Médicis, avait supprimé la condotta de François de Gonzague ; elle ne gardait alors en solde qu'Orazio Baglioni^{194/1}. Et quand le danger, devenu imminent, aurait exigé la présence de ses capitaines, « *les trois principaux sont absents : Ercole d'Este en Lombardie, Malatesta Baglioni à Pérouse, Michel-Angelo, gouverneur des fortifications, en mission à Ferrare* ». (Perrens)

*
* *

Reste un point essentiel à examiner, auquel Florence et Malatesta sont aussi intéressés l'un que l'autre : la protection française. François Ier l'avait promise aux Florentins et à leur général ; mais retenons tout de suite que la politique du Roi se fera, à travers les duplicités du moment, une place de choix. Elle trompera Florence, dont elle était l'unique sauvegarde, et Malatesta, qu'elle va acculer au choix des fautes.

François Ier avait procuré à la République le renouvellement de la Ligue (**7 déc. 1527**) entre lui-même, le Pape, le roi d'Angleterre, les ducs de Milan et de Ferrare, le marquis de Mantone et Venise. Bientôt s'étaient modifiés les intérêts de plusieurs des coalisés. Dès lors, sans l'appui français, Florence, déchirée par les dissensions, n'était pas défendable contre le Pape uni à l'empereur.

Conçoit-on qu'un chef étranger serait venu dans ce guépier pour endosser un revers, prélude de ruines dont il aurait été rendu responsable, même en étant victime ?

Ceux qui imputent à Malatesta les vices inhérents au système des condottas ne le supposent pas stupide ; loin de là. Il l'eût pourtant été, en assumant la défense d'une République abandonnée et divisée dès ses débuts et dont la catastrophe devait l'anéantir, en lui faisant perdre Pérouse. Mais avec la garantie du secours français les choses changeaient de face ; pour précaire qu'il fût encore, le cas des Florentins devenait intéressant. Malatesta pouvait être mis en vedette, sinon par une victoire déjà problématique, au moins par la diplomatie.

Arbitre entre des belligérants alors sans égaux : le Pape et l'empereur d'un côté, les rois de France et d'Angleterre de l'autre avec leurs alliés, un rôle de grande allure s'offrait à lui.

Clément VII et Charles-Quint seraient forcés de compter avec une République appuyée par la France et encouragée par les Anglais. De cette façon, les Florentins obtiendraient vraisemblablement des conditions plus favorables ; peut-être le maintien de leur Liberté. Quel succès pour le fils de Giovan-Paolo ! Sa souveraineté deviendrait inébranlable dans Pérouse. Les intérêts du général sont donc intimement liés alors à ceux de Florence. La partie paraît jouable ; elle séduit Malatesta, qui ne peut imaginer la défection de François Ier après tant d'engagements et de formelles assurances...

Aurait-il même soupçonné un leurre dans les promesses du « roi chevaleresque », que la haine de celui-ci contre l'empereur, le désir de lui faire pièce et de se venger de ses succès l'eût rassuré ! Sans compter l'intervention du roi d'Angleterre, qui approuvait hautement la résistance.

En somme, les véritables griefs contre le seigneur pérousin devraient se cantonner dans cette erreur initiale. Il est trop facile de présenter son cas comme réduit à l'alternative de faire triompher Florence ou de l'abandonner ; gloire ou honte. Ceci posé, Varchi dénie toute hésitation de la part d'un mortel auquel on procure bénévolement « la plus grande occasion qu'ait jamais eue un capitaine, non seulement de se faire célébrer, mais encore adorer à jamais ». Cela dispense de peser les conditions dans lesquelles l'offre était faite. L'historien florentin peut arrondir de belles phrases ; ce ne sont que des phrases.

Le 16 avril (**1529**), Bernard de Verrazzano, délégué par les Dix de Florence, conclut l'engagement du seigneur de Pérouse. Malatesta accepte le commandement général de l'infanterie et de la cavalerie florentines ; il est tenu expressément de se conformer à la direction des commissaires généraux de la République et à celle, moins gênante, d'Ercole d'Este, tant que ce dernier sera capitaine général (ce qu'il n'est que sur le papier). L'engagement de Malatesta comporte 1.000 fanti ; une provision de 2.000 florins lui sera allouée pour lui-même et 100 ducats d'or par mois, en temps de paix, à charge d'entretenir dix capitaines. Chaque fois qu'il lui conviendra de chevaucher, 2.000 gens de pied lui seront fournis par François Ier, outre les 1.000 promis par Florence. Ce point est stipulé par un second engagement fait à part, avec le concours du représentant du monarque français, le seigneur de Velly (*alias* Vigli), en résidence à Florence. Par le fait, François Ier n'a pas encore été dûment avisé et ne paraît là que « *pour la forme plus imposante* » (Varchi), car le temps presse. Malatesta acceptant, en principe, de ne pas attendre les 2.000 gens de pied français pour marcher, permet de passer outre. Naturellement, le seigneur de Pérouse ne prétend pas moins tirer au clair les intentions du roi de France. Il envoie à sa Cour deux délégués Benedetto Alessi et Benedetto Montesperelli, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, qui devront exposer ses prétentions et presser le mouvement.

De son côté, la République s'engage à soutenir et à défendre Malatesta, ainsi que Rodolfo son fils et Giovan-Paolo son neveu, non moins que les amis ou adhérents de sa suite. Tous devront être compris dans

^{194/1} Avec 150 cheveu-légers, 1.000 fanti, 15 pièces de grosse artillerie et un peu plus de petite.

les accords et capitulations que le gouvernement florentin pourra conclure avec qui que ce soit. Retenons ce point, il est capital.

Rodolfo et son cousin germain Giovan-Paolo n'étaient alors que des enfants. Par une prévenance particulière, Florence, augurant bien de leurs dispositions, les gratifie d'une condotta de 50 chevaux, avec 250 florins de provision annuelle. Les condottiers en herbe ne seront pas tenus d'être eux-mêmes à cheval ; ils auront des lieutenants pour marcher à leur place.

L'acceptation au nom de Malatesta, faite par Cencio Guercio, est authentiquée par Bernard de Verrazzano et Benedetto Alessi, puis solennellement ratifiée par le général, en présence de Chiron de Spello et de Blaise Stella (**20 avr. 1529**).

Cependant les rapports entre Clément VII et Malatesta, pour tendus qu'ils soient, subsistent encore. Le Pape n'ignore pas l'entente de François Ier avec le seigneur pérousin. A travers les périphrases diplomatiques et les assurances de commande, on sent la défiance mutuelle, sans cesse en éveil, dans la correspondance entre le suzerain et le général. A propos de son engagement, Malatesta a écrit de Pérouse à Clément VII deux lettres (**8 et 18 avr. Alias 28 avr. 1529**) dont voici les principaux passages :

« Je réponds brièvement que Votre Sainteté doit se rappeler que mon engagement n'a pas été de plus d'une année en ce qui me concerne, alors qu'Elle pouvait le terminer, à son bon plaisir, chaque jour de cette même année. Je n'ai nullement entendu que ce bon plaisir fût autrement promis. Je la prie donc de consentir qu'à l'expiration de cet engagement je puisse, avec sa bonne grâce, donner suite à mon dessein qui consiste à chercher un parti présentant plus de largeur et de sécurité. On verra dans la suite, par de bons effets, qu'il rend service à Votre Sainteté et au Siège Apostolique. Ce ne sera donc pas un motif, pour cette ville de Pérouse qui vous appartient, de ne plus persister dans ce qu'elle vous doit de fidélité et de dévotion, aussi bien que si je me trouvais à la solde de Votre Sainteté elle-même, qui sera dûment informée, par le susdit seigneur commissaire, de mon entière fidélité et soumission ; je me recommande avec respect à la bonne grâce de Votre Béatitude, etc. »

La seconde lettre rééditait ces mêmes données :

« Il y a trois jours, j'ai reçu par le Révérend M. Bernardino Coccio, Nonce de Votre Sainteté, ses lettres dont j'ai respectueusement pris lecture ; et j'ai appris diffusément, par ce même Bernardino, les volontés de Votre Sainteté au sujet de ma conduite. En peu de mots je réponds que les pratiques et pourparlers entrepris ces temps derniers, en sont à ce point qu'il m'est absolument impossible d'en empêcher ni la conclusion, ni l'acceptation. J'ai longuement entretenu de ce fait le susdit Bernardino, qui en parlera à Votre Béatitude. Elle voudra bien s'en rapporter à lui comme à ma propre parole. Je baise avec humilité les pieds très saints de Votre Béatitude et me recommande à ses bonnes grâces. »^{196/1}

Ces assurances ont été transformées, avec autant de soin que d'animosité, en pièces accusatrices contre Malatesta ; « ... déjà, Baglioni s'entendait avec le Pape pour trahir Florence ». Fabretti, moins agressif d'ordinaire, opine dans ce sens. Toutefois, bien peu de temps après l'envoi de ces lettres (douze jours après la réponse de Clément VII), les hostilités directes s'ouvraient contre le seigneur de Pérouse sur injonction du Pape.

A froidement examiner les textes, comment y découvrir autre chose que ces formules d'un usage courant entre diplomates, même ennemis ? A ce sujet, la déclaration de Bonazzi est curieuse. Si, dans l'amas

^{196/1} De Rome, le 2 mai 1529. Clément VII faisait répondre en ces termes à cette lettre de Malatesta :

« Illustrissime Seigneur.

Notre Seigneur a éprouvé, par la relation de M. Bernardino Coccio, un vif plaisir à apprendre que les causes qui ont engagé Votre Seigneurie à accepter du service près d'autres gouvernements que le sien soient telles, qu'on n'y puisse découvrir nul motif, pour V. S., de cesser d'avoir confiance dans les bonnes dispositions de Sa Sainteté envers elle, comme il en pouvait être auparavant. Mais, d'autre part, il lui a été très désagréable d'être informée que V. S. a été plus disposée à se formaliser de la présence de ses ennemis sur le territoire ecclésiastique et des procédés employés contre elle auprès de Sa Sainteté par le Rév. (cardinal) de Cortone, de bonne mémoire, qu'à conserver la foi due au Pape. Quoi qu'il en soit, il est agréable à Sa Sainteté de savoir l'intention de Votre Seigneurie de continuer de la servir en abandonnant, si possible avec la bonne grâce du Roi Très Chrétien, les pratiques tenues pour s'engager avec Sa Majesté, et si Sa Sainteté a soin d'éloigner ses ennemis de son voisinage. Sur le premier point, nous sommes convaincus que si le Roi T. Chrét. eût pensé mécontenter Sa Sainteté en ayant V. S à son service, il n'y aurait peut-être pas songé ; nous croyons même qu'il n'hésiterait pas, aujourd'hui encore, à lui rendre sa liberté. Si Sa Majesté n'était pas dans de pareilles dispositions, nous ne pensons pas que, pour cela, V. S. devrait cesser d'agir de son propre mouvement... etc. »

Suivent les avances que consentait le Pape à Malatesta : éloignement des troupes pontificales de Foligno et des localités voisines, où elles étaient un sujet d'appréhensions pour lui. Il aurait suffi au seigneur de Pérouse de demander cette mesure au Pape pour qu'elle fût prise aussitôt. Clément VII regrette de voir Malatesta estimer qu'on ne tient pas en assez grande considération ses services, à la Cour de Rome. Le Pape n'est pas actuellement en mesure d'offrir à Malatesta les conditions qu'un autre a pu lui consentir. Mais il est toujours possible à Sa Sainteté de le récompenser, ne fût-ce qu'au sujet des choses ecclésiastiques. Que Malatesta ne s'étonne pas de cette nomination à l'évêché d'Assise, faite en dehors de ses préférences ; Sa Sainteté avait déjà promis ce poste. Il surviendra bien d'autres occasions de satisfaire le général.

(Voir ces lettres *in extenso* dans A. Fabretti : *Biograf. Capit. Ventur. Umbr. IV. Vie de Malatesta Baglioni*. Elles sont extraites de l'Archiv. Medic. Carte Strozzi. filz. XIII, 31, et *Lettres de Princes à Princes*, 11-133.)

des lettres échangées à cette époque, il suffit de prélever deux pièces du modèle ordinaire pour imposer à leurs expressions une portée qu'elles n'eurent jamais, on créera aisément des preuves accablantes ou des arguments.

Seulement, la vraie critique répugne aux procédés de cette nature ; parmi les historiens, même hostiles aux Baglioni et fervents de la cause florentine, il s'en trouve pour protester. Ceux-là n'admettent pas l'injustice d'un choix opéré avec intention, dans la correspondance générale. Ils savent qu'en prenant au pied de la lettre les écrits diplomatiques contemporains, on arriverait à l'incohérence et à l'absurde.

Personne n'aura l'idée de faire état des assurances que tel ou tel des confédérés de La Magione donnait, par lettre, à César Borgia afin de se garder le plus longtemps possible. Giovan-Paolo, le propre père de Malatesta, n'avait pas négligé ce moyen en 1502. Comment ne voit-on dans sa lettre qu'une manœuvre usitée ? Tout simplement parce qu'elle ne constitue pas le grief nécessaire. De part et d'autre à ce moment (aussi bien qu'au temps de Malatesta), les correspondants savaient à quoi s'en tenir sur leurs mutuels compliments. Nous ne sommes pas plus dupes aujourd'hui des formules reçues dans le monde, officiel ou non.

Si Malatesta, sous la correction des rapports, ménage les susceptibilités du Pape, les magistrats pérousins agissent de même ; Florence aussi, non moins que François Ier. Et, prendrait-on dans son sens propre le mot « *service* » employé par le général, qu'il est au moins un cas où le triomphe de la cause florentine servait Clément VII.

Retenons, naturellement, que les lettres incriminées sont d'une époque où la défection du roi de France n'était pas prévue ; on doit alors supposer Florence appuyée par ce souverain. Elle est en mesure de résister d'abord, et même de prendre ensuite l'offensive ; Malatesta peut rendre au Pape un appréciable service, en lui épargnant de s'engager à fond dans une mauvaise affaire. Là encore, le général serait forcément devenu l'arbitre du conflit ; grâce à lui, Clément VII aurait pu s'estimer heureux d'accorder aux Florentins les conditions réclamées par leur politique. Ceux-ci, par contre, auraient dû le salut de leur Liberté au chef dont les propres intérêts n'auraient été que mieux servis. Ce succès sur toute la ligne n'était-il pas réalisable ?

*
* *

Reste l'insinuation d'un marché entre Clément VII et Malatesta, disposé à payer de sa défection à la République la reconnaissance de sa propre souveraineté sur Pérouse.

Etant donnés les heurts violents entre les soldats pontificaux et ceux du seigneur de Pérouse après l'échange des lettres en cause, il est difficile d'admettre, à ce moment, la « *ratification* » reprochée. Il faut attendre. Mais on verra alors François Ier renier sa parole, ce qui anéantira pour la République ses dernières chances de salut et, du même coup, la plus grande part d'efficacité d'une intervention de Malatesta. Clément VII sera le premier à le constater.

Le seigneur pérousin, réduit au rôle de défenseur désillusionné d'une cause perdue, n'aura plus qu'à s'exposer, au point d'obliger les commissaires florentins à l'arracher à la mêlée ; ses plus fidèles Pérousins se seront fait tuer ou blesser à ses côtés. Si tous jouent la comédie, convenons qu'ils poussent un peu loin leurs rôles de « *traîtres* ».

Certes, l'imminence du naufrage va forcer Malatesta à dégager son cas et celui des siens, compromis dans la défense de Florence ; à sauvegarder aussi sa patrie, atteinte par contrecoup. Mais, quand on constate les désertions parmi les ambassadeurs florentins eux-mêmes, exigera-t-on d'un étranger l'absolu sacrifice de tout ce qui lui tient à cœur ?

En résumé, la reconnaissance officielle de la souveraineté des Baglioni sert de pivot aux attaques contre Malatesta. C'est le prix présumé de sa défection avant le siège.

Quelle valeur cette question, ainsi présentée, avait-elle aux yeux de l'intéressé ? Une très faible à coup sûr ; et peut-être aucune.

Malatesta ne pouvait être assez naïf pour compter obtenir du Pape la reconnaissance formelle de sa souveraineté de fait. M. C. Ricci déclare bien que le général, espérant recouvrer « *la Seigneurie de Pérouse qui avait été dans sa famille, (il) se garde de déplaire au Pape et trahit.* » C'est péremptoire, mais non probant. Que les Baglioni aient régné sur les Pérousins, le fait n'était pas douteux ; il n'avait pas eu lieu, toutefois, par permission des Pontifes ; au contraire. Dans la population de cet État, avide d'indépendance, il s'était produit avec les ascendants de Malatesta un de ces courants qui créent des sortes d'engagements ; les Baglioni représentaient la Liberté locale telle que beaucoup la concevaient. De cette circonstance émanait surtout leur pouvoir de seigneurs ; à qui donc Malatesta avait-il demandé la permission d'en jouir ?

Laissons cette présomption déjà réfutée à propos de Giovan-Paolo et impliquant un démembrement des États ecclésiastiques, par le Pape lui-même, au profit d'une Maison étrangère. Supposer le Pontife prêt à résigner son droit, est en contradiction absolue avec l'Histoire. Malatesta, qui connaissait au moins celle de Pérouse, devait, au lieu de caresser une utopie, craindre plutôt pour ceux de ses fiefs qui n'avaient pas été donnés à perpétuité. Le prétendu marché avec le Pape n'aurait constitué aucune garantie pour l'ensemble, en raison des cas de disgrâce aussi fréquents que justifiés.

Le fils de Giovan-Paolo n'ignorait pas davantage que les garanties de son pouvoir reposaient sur son courage, ses alliances et surtout l'attachement des Pérousin ; à ces appoints, la reconnaissance officielle du Pape n'eût rien apporté. On l'avait bien constaté à Urbin, par exemple. Là, Giovanni della Rovere ayant épousé la fille de Frédéric III de Montefeltre, Sixte IV, oncle de Giovanni, érigeait Urbin en duché, vassal du Saint-Siège ; don fatal pour les Montefeltre. La nature de leur souveraineté, ainsi modifiée, entraînait des devoirs de vassalité d'où sortirent les principaux motifs allégués (justement d'ailleurs) pour enlever au petit-fils de Frédéric son État héréditaire ! Qu'importait la gradation conventionnelle dans la hiérarchie princière ? Les bouleversements n'avaient pas été plus épargnés à Urbin qu'à Pérouse, où la souveraineté des Baglioni n'était pas plus exposée, par cela même qu'elle n'était pas reconnue du Saint-Siège^{198/1}.

Au fond, le plus urgent pour Malatesta comme pour les Florentins, était de ne pas pousser à bout Clément VII. Si les violents de la République devaient négliger cette précaution, il ne s'ensuivait pas, pour le général, l'obligation de perdre les notions de sa plus élémentaire sauvegarde.

*
* *

Bref, lorsque Clément VII, renseigné sur l'entente entre François Ier et Malatesta, eut tenté sans succès de nouvelles avances près du général (**2 mai 1529**), son mécontentement ne se contenta plus. Le ministre du Roi à Florence eut beau lui représenter qu'offenser Malatesta, c'était atteindre son souverain, ses desseins n'en furent pas troublés.

Braccio Baglioni, suivi d'une bande de 3.000 hommes, envahit les fiefs du seigneur pérousin. Si ce dernier se demande à quelle instigation obéit son parent, une lettre du cardinal Hippolyte de Médicis (à ce même Braccio), adroitement interceptée, le fixe absolument.

Ce cardinal, neveu du Pape, venait d'être nommé légat à Pérouse (**9 mai**) en remplacement du cardinal Passerini, et Malatesta saisissait parfaitement la portée de ce coup droit contre lui. Mais le plus pressé était de se défendre. Le général fonce sur le transfuge qui l'attaque ; il le chasse de Bevgana.

Faisant ensuite bonne figure à mauvais jeu, il accueille bien Frederico Bontempi, familier du cardinal de Médicis, et chargé de présenter au gouvernement pérousin les bulles d'élection du nouveau légat. Ces bulles sont lues en présence de Malatesta et des autorités (**20 mai**). Cependant Bontempi agira prudemment en se tenant tranquille. A bout de patience, le Seigneur du lieu pourrait bien riposter d'une façon regrettable, et si le délégué des Médicis profite de son séjour pour favoriser en sous-main Braccio Baglioni, il risque d'avoir des digestions troublées par le poignard ou le poison. Braccio vise spécialement Malatesta ; mais ce dernier ne prévendra-t-il pas cette fois toute atteinte ? Bontempi le craint et s'esquive.

Cependant Malatesta défend ses fiefs avec ses propres fanti et les hommes qu'il lève sans cesse pour Florence. Sous son impulsion, Pérouse, humant la bataille, se fortifie et se garnit de troupes. Clément VII en est fort contrarié ; les protestations de fidélité des Pérousin ne lui donnent pas plus le change que la correspondance de Malatesta^{199/1}. Vainement, les quatre gentilshommes élus pour plaider les intérêts de l'État, de concert avec le vice-légat, tentent d'atténuer les réclamations des Impériaux au sujet des mesures défensives prises par Pérouse ; le Pape n'est pas dupe. Il ne se montre pas convaincu davantage, quand les délégués tentent d'expliquer l'attitude belliqueuse de leur Cité, par la nécessité d'éviter les pilleries avérées des bandes impériales. Et Fabretti, n'ayant plus besoin de prendre les textes au pied de la lettre (puisqu'ils n'émanent pas de Malatesta), convient que les déclarations suppliantes des ambassadeurs pérousin pouvaient « *n'être pas, en chaque partie, la légitime et fidèle expression des volontés populaires et civiles* ». Les croit-il plus conformes aux intentions du gouvernement qui avait fait la leçon à ses délégués ?

Les premières bandes de l'empereur sont en marche. Par lettre (**12 juin 1529**), Clément VII fait remarquer aux intéressés que le prince d'Orange, destiné au commandement de ces forces, n'a pas l'intention d'occuper Pérouse, mais seulement de la débarrasser des ennemis. De vive voix, le Pape, s'adressant à Luc-Alberto Podiani, manifeste ses rancœurs en présence des délégués pérousin. Vraiment, l'armée de Charles-Quint n'a pas lieu d'être satisfaite de leurs concitoyens, qui doivent s'en prendre à eux-mêmes des dommages qu'ils subissent.

Ces déclarations n'empêchent pourtant pas Pérouse de s'obstiner à se défendre ; ses magistrats essaient seulement de biaiser un peu, avant la partie.

Si le Pape ne se fie pas aux troupes préposées à la sauvegarde de la ville, qu'il veuille bien diminuer tel ou tel impôt ou envoyer des fonds ; on lèvera d'autres soldats. Annibale Signorelli, de nouveau envoyé à Rome par le gouvernement, essaie d'obtenir de Clément VII l'autorisation de garder, ne fût-ce qu'une année, 3.000 fanti équipés. En raison de cette charge, les Pérousin prétendraient ne pas verser le denier de tribut

^{198/1} Faut-il rappeler ce qui advint, dans la suite, à Ferrare ? Charles-Quint ayant tranché le différend entre le Pape et Alphonse d'Este (1529), celui-ci devait recevoir l'investiture moyennant 100.000 ducats payables tout de suite et un tribut annuel de 7.000. Cela ne libérait nullement soit fils Ercole de reconnaître tenir entièrement et posséder toutes ses terres en « féod » du Saint-Siège. Il refusa cette reconnaissance, mais non sans encourir l'obligation d'un accord avec Paul III, qui le fit vassal du Saint-Siège plus étroitement que par le passé. Voilà des avantages bien faits pour tenter Malatesta.

^{199/1} Ces déclarations de loyalisme, rédigées par les magistrats de Pérouse, n'ont point été retenues par les détracteurs de Malatesta ; elles étaient inutiles à leur système.

annuel ; naturellement l'infanterie en question éviterait tout contact avec les Impériaux, auxquels elle ne porterait ainsi aucun ombrage.

Le Pape n'accueille pas ces propositions. Cela se conçoit ; il voit dans ces fanti, à la solde de la Commune et sous les ordres de Malatesta, un obstacle latent à ses desseins, juste au moment de leur exécution. Alors les Pérousiens, louvoyant entre leur crainte de trop mécontenter Clément VII et leurs aspirations d'indépendance sous Malatesta, hésitent à choisir leur parti.

Leur seigneur, en tous cas, n'a pas d'illusions. Le premier soin des coalisés, Impériaux et Pontificaux, sera de se jeter sur lui. Il le sait et insiste pour obtenir des renforts de Florence. Si la République lésine et le contraint à se débrouiller seul, qu'elle ne s'étonne pas des conséquences. Malatesta dispose de peu de moyens ; celui que lui imposeront les circonstances pourra n'avoir pas l'heur de plaire aux Florentins.

Habitée à tout subordonner à son intérêt, la capitale toscane craint d'être imitée par son général sous l'étreinte des nécessités. Elle se méfie de ce chef qui lui est indispensable ; mais elle comprend que le rebuter serait la pire maladresse. On se résignera à lui envoyer des renforts. Au cours de ces pourparlers, le Pape ne cessait de solliciter Malatesta, espérant toujours le détourner de son attitude hostile ; une lettre de Jacques Salviati venait confirmer ces instances, en proposant de hautes conditions.

C'était renouveler, en mieux, la démarche de Bernardino Coccio. Malatesta communique au gouvernement florentin la lettre de Salviati, comme preuve formelle des tiraillements qui l'obsèdent. En aucun cas, son intention ne consiste à se sacrifier complètement à la cause du voisin. Comme il suffit d'un revirement dans la politique ou dans la situation de Florence pour lui faire abandonner son général, celui-ci entretient à Rome un agent qui veillera à ses intérêts. Ce n'est point agir autrement que la République députant ambassadeurs et délégués au Pape ou à l'empereur. Evidemment le malentendu entre les Florentins et Malatesta s'accuse ; Pérouse et son seigneur peuvent subir tels ou tels dommages, la Seigneurie n'en aura cure, sauf en ce qui retardera l'attaque de ses propres murs. De là, cette divergence d'appréciation, prête à annihiler l'action commune.

A ce moment, les Dix de Florence étaient avisés par Baldassare Carducci, leur ambassadeur à la Cour de France (**lettre de Paris, 17 juin 1529**), de l'accueil particulièrement cordial fait par François Ier au chevalier Montesperelli, délégué de Malatesta. Le Roi, agréant les prétentions du général relatives à la solde et au collier de Saint-Michel, avait donné ses ordres à Robert et au sujet des fonds, et au Grand Maître en ce qui concernait le collier.

Malatesta est aussitôt averti par le gouvernement florentin qui, rassuré de première main, aime à transmettre d'aussi encourageantes nouvelles. De fait, en présence de l'ambassadeur de la République, le Roi avait protesté avec véhémence de son attachement pour Florence ; il se considérait comme absolument forcé d'intervenir. Cette cité lui tenait à cœur, tout autant que si elle était sienne. Naturellement, le Grand Maître de François Ier renchérisait sur les paroles royales. « *Ambassadeur, avait-il dit à Carducci, si vous découvrez de la part de sa Majesté une convention quelconque avec l'empereur, dans laquelle vous autres Florentins ne soyez nommés et compris au premier chef, loin de me considérer comme un homme d'honneur, ne voyez plus en moi qu'un Traître !* »

A Florence comme à Rome, les ambassadeurs français se font cassants en face des réclamations du Pape ; la présence des bandes florentines sur le territoire de Pérouse sert de base à la discussion. Suivant les Français, elles ne doivent point recevoir l'ordre de se retirer, tant qu'Impériaux et Pontificaux seront en vue. François Ier, pour sa part, renouvelait en même temps ses protestations d'attachement à Florence devant les délégués de la République, « *... il sacrifierait sa vie et celle de ses enfants plutôt que d'abandonner les confédérés !* » Et la Régente de faire chorus, assurant de sa protection les Florentins, dont tous les droits devaient être respectés !

En attendant de voir les actes succéder aux paroles, la Seigneurie redevenait anxieuse. Aucun préparatif ne se faisait au nom du Roi de France ; aucun signe de son intervention n'était signalé. Et l'on était à la mi-juin.

*
* *

Le plus clair pour la République est la marche contre elle d'une puissante armée impériale ; Charles-Quint, dit-on, accompagné du Pape, paraîtra en personne. Autant avouer que les Florentins sont perdus si leurs alliés les abandonnent. Or, le duc de Suffolk n'en est encore qu'à louer, au nom du roi d'Angleterre, l'attitude des citoyens menacés ; le reniement n'est pas loin.

Cependant les troupes du Pape agissent ; elles se massent à Norscia pour intimider Pérouse. Au premier rang de ses capitaines est Braccio Baglioni, occupé surtout à gêner Malatesta. S'étant entendu avec les officiers impériaux à Pitigliano et à Orviété, le transfuge se jette sur Spello. Contre ses 3.000 fanti et ses 200 cavaliers, les assiégés résistent ferme (**19 juin 1529**) ; mais Braccio réussit le lendemain à pénétrer nuitamment dans Assise (**20 juin**), dont le capitaine, Sforza de Sterpeto, peut s'enfuir à grand-peine. Ce n'est qu'en longeant les murs, et au prix de grands dangers, que l'infortuné rejoint Malatesta.

Alors Braccio et son collègue Colonna-Pirro continuent leurs razzias en Ombrie. Ils attaquent Bevagna, Montefalco et quelques petites places sans défense ; tout le territoire de Todi les subit. Seulement, un tel champ d'action est trop vaste pour ces pillards. Leurs efforts se volatilisent, dans une confusion

extrême, sans grand dommage pour leur adversaire, qui intervient facilement et rétablit le comte de Sterpeto à Assise.

François Ier suivait toujours de près la partie, semblant s'y intéresser. Une nouvelle lettre de Carducci (**23 juin 1529**) précise les attentions du Roi à l'égard de Malatesta. Le collier de Saint-Michel allait lui être porté par un chevalier de l'Ordre ou un gentilhomme de la Cour. C'était une belle avance pour le général, en comparaison des événements qui s'accomplissaient coup sur coup...

Le Pape et l'empereur concluaient leur alliance à Barcelone. Charles-Quint, s'engageant à remettre Florence aux Médicis, permettait à Clément VII de recouvrer Modène, Reggio, Rubiera et même Cervia et Ravenne, alors occupées par Venise.

Solidement appuyé désormais, le Pape pense tout de suite à Malatesta qui doit être chassé de Pérouse, et sans délai. Pourtant, l'usage oblige à négocier tout d'abord ; c'est pourquoi, dans un nouveau bref (**11 juil. 1529**) aux Prieurs pérousins, Clément VII exprime ses regrets de voir une cité qui lui est chère continuer des menées compromettantes. Que deviendra-t-elle en face du prince d'Orange et de ses Impériaux, prêts à la soumettre à l'empereur et au Saint-Siège ? Vraiment, l'impossible a été fait pour éviter un pareil danger et c'est la seule volonté de Malatesta qui compromet le salut du pays. Ne devrait-il pas, en vrai patriote, épargner les calamités de la guerre aux Pérousins ? Enfin le Pape a conscience de n'avoir ménagé ni avertissements ni conseils ; c'est sa consolation.

Les magistrats, placés entre l'obéissance au Pontife ou à Malatesta, s'estimaient probablement menacés autant d'un côté que de l'autre. A leur point de vue, le sort de la Cité était lié à celui des Baglioni ; leur cause s'identifiait aussi avec celle de Florence, pour la défense de l'indépendance. Mais les droits du Saint-Siège subsistant, on en revenait aux biais. Les Pérousins paraissaient-ils ennemis des Papes ? Rien de plus erroné ; aucun péril ne les effraierait pour soutenir la gloire du Siège Apostolique.

Clément VII restait sceptique ; fixé sur le compte de Pérouse par les annales de l'Ombrie, il avait moins encore oublié l'indifférence des citoyens, au moment du sac de Rome. Et pourtant, en cette occurrence, un homme de guerre pérousin, à peine sorti de la prison où le tenait enfermé le Pape, s'était exposé aux coups pour le défendre. Seulement, ce capitaine s'appelait Orazio Baglioni ; mauvaise recommandation.

Ne désespérant pas, malgré tout, de s'attacher Malatesta, Clément VII lui réitère ses appels bienveillants ; il lui découvre ses conventions avec Charles-Quint et sa volonté absolue de reprendre Florence. Le général ne voudra pas se compromettre d'une façon irrémédiable, en laissant échapper cette dernière planche de salut. Qu'il sache que tout retour sur une pareille décision serait inutile ; il aurait lui-même précipité sa ruine.

Un exposé de ce genre suscitait quelque réflexion. Malatesta, devant la mauvaise grâce des Florentins à le secourir, redouble près d'eux d'instances que transmet Cencio Guercio. La défense de Pérouse exigeait des renforts et la République, si méfiante qu'elle fût, se rendit à l'évidence ; il était temps.

Par les lettres que le seigneur pérousin adresse, de chez lui, à la duchesse Léonora d'Urbin (**9 et 17 juil. 1529**), on constate que les détachements de lansquenets approchent. Peut-être 1.500 hommes envoyés par Florence rejoignirent-ils le général vers la mi-juillet ; appoint dont Clément VII eut connaissance.

Malatesta avertissait la duchesse d'être, plus que jamais, sur ses gardes, en raison de la marche imminente d'Ascanio della Corgna sur Urbin ; lui-même avouait n'avoir plus d'illusions à se faire. Le Pape, disait-il, prétend s'emparer de Florence et de Pérouse.

Naturellement le général tenait la Seigneurie au courant des injonctions pontificales. S'il met son épée au service étranger, il encourt la déclaration de rébellion avec conséquences des plus sérieuses ; qu'on l'aide donc franchement. Lui-même n'est pas homme à s'émouvoir ; mais le péril a des exigences !

Et Malatesta en appelle encore aux délégués de France, de Ferrare et surtout de Venise, cette République étant particulièrement menacée. C'est à son service que le fils de Giovan-Paolo acquit une bonne part de sa réputation ; il estime avoir quelque chance d'en être écouté.

L'un de ses fidèles, Francesco Gentili, va, sur son ordre, exposer le cas à Carlo Capello, ambassadeur de Saint-Marc à Florence (**12 juil. 1529**). Il lui démontrera combien l'appui du Doge importe à l'ancien général vénitien. En revanche, Malatesta se déclare prêt à soutenir Venise de toutes ses forces ; qu'elle veille, au moins, à ce que l'ennemi ne puisse faire irruption par la Pouille.

Capello abonde en bonnes paroles ; il a même de véhémentes exhortations à l'adresse du seigneur de Pérouse, qui aurait tort de se fier au Pape. Et, bon apôtre, l'ambassadeur du Doge cherche à raviver dans la mémoire du général l'exécution de son père et l'emprisonnement d'Orazio Baglioni. Quant aux secours demandés, aucune appréhension à ce sujet n'est possible : Venise tiendra ses engagements.

Gentili n'avait plus qu'à transmettre à son maître d'aussi chaleureuses promesses, pendant que Capello, mettant en valeur son propre zèle, avisait son gouvernement de la manière dont il entrait dans ses vues.

Malatesta est donc amplement fourni en paroles ; on le gâte. Il eût préféré quelque réalité ; prétention importune vraiment, à l'égard de ceux qui, prêts à le lâcher, lui réservent leurs insultes.

Cependant, dans ce même mois de juillet, Clément VII envoyait à Pérouse Achille della Volta pour sonder définitivement les intentions du général ; le délégué est vite renseigné. C'est pourquoi l'éloignement des troupes étrangères au parti pontifical ne suffit plus au suzerain ; par bref, celui-ci veut mettre Malatesta dehors.

On conviendra peut-être que l'attitude du général ne correspond guère aux défections qu'il sent de plus en plus probables. François Ier hésite, prêt à renier sa parole ; déjà, son ambassadeur a répondu à Malatesta « *qu'il n'avait pas de fonds pour le secourir, mais qu'il mandait bien au seigneur Renzo (de Ceri) d'opérer de façon à empêcher l'ennemi de partir du Royaume (de Naples).* » Rien à espérer de Sienne, hostile à Florence et qui contribue pour une part dans les troupes du Pape. Ferrare s'éclipse ; le ministre du duc enveloppe à peine sa reculade. Il écrira à son maître, mais ne dissimule pas que Malatesta « *aura besoin d'autres forces que de celles de Son Excellence* ». Reste Venise, qui garde encore quelques formes avant la défection. Ainsi, au moment du péril, Florence a pour seul réconfort son attachement à la Liberté. C'est quelque chose ; mais que vaut cet appoint contre la coalition de l'empereur et du Pape ? Alors, en face de tant de désillusions, Malatesta hésite ; il a le tort de ne ressentir aucun attrait pour la ruine en l'honneur d'une République voisine, souvent ennemie des siens. Son état d'esprit est deviné par Baldassare Carducci, l'ambassadeur florentin près de François Ier : « *Malatesta est en mauvaise passe* », écrit-il à son gouvernement.

*
* *

Or, un grave ennui allait modifier l'attitude encore déférente du général à l'égard de Clément VII. Les délégués, Montesperelli et Alessi, que Malatesta députait naguère à la Cour de France, revenaient après avoir accompli leur mission. Leur seigneur réussit à les informer qu'il serait prudent d'éviter le passage sur le territoire de Ferrare où le duc préparait, disait-on, un coup de filet à leur intention. (De cette façon, l'argent des malheureux Florentins gardé par l'inactif Ercole, fils du duc, produirait contre eux-mêmes quelques intérêts.) Les deux Pérousins naviguent alors sur l'Adriatique pour prendre le large ; mais un gros temps les jette sur la plage de Rimini. Aussitôt appréhendés par ordre de Clément VII et traités, par ses ministres, en prisonniers de droit commun, ils sont attachés à la corde et enfermés dans la rocca de Forli, avec perspective de traitements fort sévères.

A cette nouvelle (22 juil. 1529), Malatesta fut exaspéré. « *Ce n'était pas un mince outrage fait à sa réputation de Chevalier et de Prince.* » (Fabretti) Il était, en tous cas, peu disposé à le supporter. Notons que 3.000 écus, représentant le quartier de solde remis par François Ier aux délégués, avaient été saisis sur eux. Ainsi le général n'aurait ni alliés ni argent, au moment critique ; cela lui parut excessif. Furieux, il se dirige avec quelques familiers vers le monastère de Saint-Pierre, où se trouvait Ennio Filonardi, évêque de Forli et vice-légat du cardinal Hippolyte de Médicis. Sans explication, le prélat est arrêté et mis sous bonne garde. De même advient à Alfano Alfani, trésorier pontifical, empoigné en plein Palais Apostolique, et si le cardinal de Trani, alors à Piegara, évite un pareil sort, ce n'est pas la faute de Malatesta. Les prélats emprisonnés n'exerçaient, de fait, aucune autorité, sans quoi leur séjour à Pérouse eût été impossible ; mais ils représentaient le Pontife. Passés au rôle d'otages, ils s'inquiètent, non sans raison, d'autant que Malatesta prétend les tenir sous clef jusqu'à ce que Montesperelli et Alessi soient relâchés et les 3.000 écus rendus. Il l'a fait savoir aux prisonniers et au Pape.

Mais la partie n'est pas égale. Contre Malatesta, Clément VII dispose, en plus des armes temporelles, des sanctions ecclésiastiques ; il en frappe le rebelle qui, du reste, atténue ses rigueurs. Après trois jours de détention dans leurs propres demeures, les ministres pontificaux voient s'améliorer leur sort. Le vice-légat est autorisé à regagner le monastère de Saint-Pierre où les soldats le garderont à vue, ce qui ne laisse pas d'être un peu gênant.

La présence de ces estafiers, aux couleurs des Baglioni, est bien faite pour troubler un fonctionnaire compromis dans le litige. Il craint de ne pouvoir longtemps en apprécier les phases. Mais peut-être obtiendrait-il qu'un sien ami, Giovanni-Battista Baldeschi, allât s'entendre à son sujet avec le cardinal del Monte sur le territoire de Gualdo ? Ce dernier demanderait ensuite à Malatesta l'autorisation, pour le prisonnier, de se rendre au même lieu, en vue d'importantes communications à faire.

Le seigneur pérousin se prête à ce petit plan. Il laisse au cardinal et à l'évêque le loisir de combiner la meilleure marche à suivre pour apaiser le différend entre Clément VII et lui-même. Giovanni Baldeschi, revenu à Pérouse, expose à Malatesta, au nom du cardinal, les conséquences qu'entraînera son attitude envers les fonctionnaires pontificaux. Veut-il ouvertement empêcher le suzerain de gouverner par leur intermédiaire et la cité de se soumettre au Saint-Siège ? Vraiment, le cardinal, qui conservait de bonnes relations avec le seigneur, se verrait contraint de modifier ses sentiments à son égard.

Pareilles déclarations laissent froid l'intéressé, qui proteste contre les procédés de Clément VII à son endroit et les qualifie d'arbitraires. Ils compromettraient effectivement ses intérêts du côté de François Ier, et son crédit aux yeux de ses gens. C'est ce qui explique les complications suscitées au sujet du trésorier Alfani, toujours enfermé. Que de pourparlers entre le cardinal del Monte et Malatesta, par l'intermédiaire de Baldeschi, à Gualdo, à Matelica et à Fabriano ! La pierre d'achoppement était cette restitution des 3.000 écus saisis à Rimini. Le général prétendait absolument se les faire restituer ; en conséquence Baldeschi,

Cesar Bontempi, Molfetta, Pellini et d'autres notables, durent se résigner à servir de caution jusqu'à concurrence de 5.000 ducats^{203/1}.

Cependant Clément VII, qui n'avait nullement prévu les représailles, en fut extrêmement affecté.

Par bref (**24 juil. 1529**), il sollicite de nouveau les Pérousiens de licencier leur garnison florentine, vrai prétexte à déprédations pour les Impériaux.

Et sincèrement le Pape s'étonne et s'afflige du peu de cas qu'on fait, dans la cité, de ses avis et de ses ordres. Les citoyens prétendent-ils donc commander au lieu d'obéir ? Qu'ils prennent garde à l'arrivée d'Orange et de ses troupes !

Philibert de Châlon, prince d'Orange, remplit bien l'emploi d'épouvantail ; ses nombreuses bandes de routiers le lui permettent. Néanmoins, les Pérousiens s'obstinent à garder leur garnison pour résister, quittes à se passer de l'autorisation pontificale. Les coureurs de Philibert ne sont pas plus tôt signalés en Ombrie, que les Prieurs, sans attendre la réponse de Clément VII à leurs dernières propositions, convoquent le Conseil général (**28 juil. 1529**). On y décrète ferme : Pérouse sera défendue, des commissions sont élues pour y pourvoir. Naturellement, le commandement général appartient à Malatesta, qui choisit les treize membres de l'Arbitrio et les vingt de la guerre, au sujet desquels les magistrats abandonnent toute initiative. C'est, pour le fils de Giovan-Paolo, le plein exercice de la souveraineté^{204/1}.

Malatesta place dans les commissions les membres des familles dont le dévouement lui est acquis : Montemellini, Baldeschi, della Corgna, Montesperelli, Vibù, etc. Au-dessus figurent, à ses côtés, son neveu Giovan-Paolo, fils d'Orazio Baglioni, et un autre de ses parents : Galeazzo. Son lieutenant Antonio Valenti communique les noms des nouveaux titulaires au lieutenant du vice-légit, Raffaello Petroni, qui ne risque nulle objection. Le temps presse et l'horizon s'obscurcit.

Marguerite, tante de Charles-Quint, achève à Cambrai, où elle l'a commencé, l'arrangement avec Louise de Savoie, mère de François Ier (**5 août 1529 : paix des Dames**). C'en est fait : l'empereur et le Roi de France s'accordent, et si le premier n'oublie aucun de ceux qui l'ont aidé, le second abandonne Florence, Venise, les princes Italiens qui le servirent et ses partisans à Naples qu'il laisse « *exposés à l'exil et aux galères* ». (*Cantu*) François s'interdit même de donner asile à quiconque combattit Charles-Quint.

Voilà de quoi édifier Malatesta ; il n'est pas au bout de ses peines. Pour sa part, le duc d'Urbin, dont l'appui lui eût été utile, quitte le camp vénitien avant de consentir à quelque opération dans le Milanais. Ce duc ne s'inquiétera pas moins de la marche du prince d'Orange sur l'Ombrie et la Toscane pour expulser Malatesta de Pérouse et rétablir les Médicis à Florence. Il voudra « *voler à leur secours* » et volera en effet, mais en sens inverse.

Les brefs de Clément VII ne se trompaient pas si facilement de direction. Leur ton va « *crescendo* », à en juger par les expressions qu'emploie en dernier lieu le Pontife, s'adressant aux Prieurs pérousiens (**11 août**). Malatesta y est appelé « *Tyrann perfide et usurpateur du sang de cette cité* ». Sans compter que les lansquenets vont aller de l'avant ; le seigneur de Pérouse en est informé et les attend dans la première quinzaine d'août. Juste le 15, paraissent sur le territoire de Rieti les premières bandes impériales, avides de pilleries. A vrai dire, le prince d'Orange, parti d'Aquila, venait d'avoir, en passant à Rome, d'aigres discussions avec Clément VII ; la question de solde les avait surtout motivées. Philibert devait admettre en outre que, sitôt prise, Pérouse serait restituée au Saint-Siège.

A ses objections, le Pape répliquait par d'aimables arguments, laissant, dit-on, entrevoir à son interlocuteur une alliance possible avec sa nièce Catherine de Médicis. Il en était, du reste, de Catherine comme de Pérouse ; Orange devait d'abord la délivrer. Cette princesse, bien jeune encore, était en effet au pouvoir des Florentins, qui l'avaient transformée en otage, sans lui épargner de sombres perspectives.

Enfin le Pape et le prince ayant fini par s'entendre, ce dernier gagne Terni (**19 août 1529**), puis Spolète, avec 1.300 chevaux. Les habitants de cette ville, tout en restant sur le qui-vive, ont soin de manifester leur bon vouloir, ce qui leur permet de se tirer assez bien d'affaire. Le condottier impérial ne les fatigue pas longtemps de sa présence et part pour Foligno où, rejoignant les troupes allemandes, il prend le commandement. Colonna-Pirro sert sous ses ordres et, en avant-garde des coalisés, marchent à vive allure Braccio et Sforza Baglioni. Ils ont pénétré pour la seconde fois dans Assise avec leurs contingents de fanti et 150 chevaux. La petite garnison de Malatesta, après trois jours d'une courageuse résistance, s'est repliée sans désordre, quittant la rochetta et Saint-François pour gagner rapidement Bettona (**17 août 1529**). Bevagna et Montefalco cèdent ensuite, revoyant, à deux mois d'intervalle, Braccio et consorts.

^{203/1} L'intransigeance de Malatesta, en cette affaire, ne le montre pas despote impitoyable. Bien d'autres princes, à sa place, eussent agi avec plus de sévérité, et les prélats arrêtés pouvaient s'attendre aux pires traitements, en raison de la violence usitée. Il n'en fut rien. Alors que Montesperelli, l'un des délégués de Baglioni, ne redevint libre qu'à la fin de septembre 1529 (lors des conventions entre le prince d'Orange et Malatesta), l'autre, Alessi fut délivré un an après.

^{204/1} Le Pape lui-même avait naguère admis ce genre de concession.

L'ennemi est maintenant tout proche de Pérouse ; ses coureurs ont paru à San Gilio et à Colle. Or, un simple messager de Malatesta nommé Cagnaccio, tombé aux mains de Braccio, est aussitôt pendu pour ce seul motif^{205/1} ; cela promet.

Pendant ce temps, Malatesta, continuant de servir « *de boulevard aux Florentins* », insistait encore pour en être secouru. Son raisonnement ne manquait pas de justesse.

« *Si, leur disait-il, vous prétendez sauver votre Liberté, efforcez-vous au moins de tenir la guerre à distance. Vos vendanges sont à la veille de se faire ; ne choisissez pas ce moment pour livrer au pillage les campagnes, déjà bien éprouvées par ailleurs. Vos garnisons de Cortone et d'Arezzo ne sont nullement indispensables ; envoyez-moi, au plus tôt, l'une et l'autre, en y joignant les fonds dont vous les soldez ; cela me permettra de tenir tête à l'ennemi. Pendant que je serai sous le feu, vous aurez le temps de garer vos richesses, vous transporterez en ville et dans les forteresses voisines les récoltes de vos campagnes.* »

Placée de façon à inspirer le respect, Pérouse possédait une population réputée pour son énergie.

Malatesta fait immédiatement couper tous les arbres à fruits des environs, afin d'en priver l'ennemi. Partout l'élan est donné, ce qui fait qu'au sujet des Impériaux, Nicolas Raince écrit (**24 août**) à Anne de Montmorency : « *S'ilz s'en approchent (de Pérouse) et en veulent manger, ils seront taillez d'estre aussi bien frottez que furent oncques gens.* » (citation d'*U. Robert*). Mais c'est là trop d'optimisme, en raison de la faible garnison dont dispose Malatesta.

Certes, l'armée impériale ne se compromettra pas, en laissant derrière elle une place de cette importance. Malatesta, dans ce cas, pourrait s'unir au duc d'Urbin pour la prendre en queue pendant qu'elle ferait front aux Florentins ; on y pourvoira.

Cependant Florence, informée de la marche d'Orange depuis son départ de Naples, s'émeut vivement. Elle députe à Malatesta deux commissaires : Francesco Ferruccio et Benedetto de Verrazzano, qui lui remettront officiellement le commandement des milices et 5.000 écus de provision ; il importe aussi d'arrêter un plan de campagne. La République s'est décidée à envoyer à la petite garnison pérousine un renfort de 3.000 fanti, pour la plupart routiers des Bandes-Noires. Ils doivent rejoindre sans tarder ; Stefano Colonna vient d'être pris à la solde de Florence. Voilà de sérieuses mesures ; elles expliquent l'insistance des commissaires pour déterminer Malatesta à résister. Avant tout, que la route soit barrée aux Impériaux.

Survient un autre commissaire de la République : Zanobi Bartolini, auquel le général fait part de quelques idées. Il voudrait voir les Florentins masser leurs troupes éparses et renforcer l'élite de leurs gens, ces Bandes-Noires que commandait naguère Orazio son frère.

Bartolini approuve. Son gouvernement, informé, se montre satisfait et disposé à passer à l'exécution.

De son côté, le prince d'Orange travaillait Malatesta, lui faisant, au nom du Pape, les plus larges promesses s'il consentait à traiter. Le général devrait simplement quitter Pérouse ; la conservation de ses États et de ses biens propres lui serait garantie. Il pourrait aller en absolue liberté à la défense de Florence. C'était une concession d'autant plus appréciable qu'en l'absence du seigneur, ni Braccio ni Sforza Baglioni, pas plus que ses autres ennemis, ne mettraient les pieds dans la ville. Orange en appelait à l'expérience militaire de Malatesta, pour lui présenter cette solution comme la seule possible. Contre les 3.000 hommes dont disposait son adversaire, le condottier impérial pouvait lancer le quintuple de soldats, sans compter les renforts attendus. Malatesta refusa.

Alors, sur la route de Foligno, le prince passe une revue de ses bandes ; tant Allemands que Pontificaux, plus de 15.000 hommes défilent, « *belle et bonne gent* », avoue Varchi.

*
* *

Cette armée va parfaire l'entreprise de Braccio Baglioni contre Spello, que Malatesta tient en propre de sa famille (suivant concession apostolique). La petite garnison qu'il avait là comptait 500 fanti et une vingtaine de chevaux ; encore ce faible noyau manquait-il d'homogénéité. Il se composait de ces petits détachements forcés, par l'irruption de Braccio, d'abandonner les places de Bevagna, de Montefalco et d'Assise. Malatesta leur avait assigné ce poste de concentration, où commandaient le capitaine Paolucci et Mgr Leone Baglioni, archiprêtre de la cathédrale de Pérouse, frère naturel du général.

Les défenseurs de Spello rejettent les premières propositions de l'ennemi et quand, sur cette poignée d'hommes, une batterie ouvre le feu du côté des monts, on lui riposte avec énergie (**28 août 1529**). Sur les murailles croulantes, Impériaux et Pontificaux tentent l'assaut ; ils se servent d'échelles apportées de Spolète et les appuient contre le château (**nuît du 29 août**). Ils sont repoussés et leurs échelles rejetées. Après ce premier contact sans résultat, Philibert somme les assiégés de se rendre ; mais Leone Baglioni lui répond « *que s'il veut la ville, il faut la gagner* ». Et l'on continue de tirer. Orange a perdu du monde. Pendant que Jean d'Urbina, l'un des premiers officiers impériaux, tente une reconnaissance pour examiner

^{205/1} Si le transfuge, froidement impitoyable, se retrouvait une seconde fois au pouvoir de Malatesta, croit-on vraiment qu'il serait épargné ? Son châtement viendrait donc renforcer la thèse de ceux qui, si facilement, s'apitoient sur les victimes des seigneurs de Pérouse.

de quel point l'artillerie produit le plus d'effet, il est blessé à mort (**30 août 1529**) ; ainsi disparaît l'émule du marquis du Guast et l'un des plus féroces pillards de Rome.

Cependant les boulets pleuvent dru sur les murailles, déjà éboulées en grande partie (**31 août et 1^{er} sept.**). Pour éviter l'absolue destruction, Leone Baglioni se résout à traiter.

Ceux qui n'ont pu dissimuler son attitude au début de ce siège de Spello, où il se montra plus soldat que prêtre, ajoutent vite qu'après cette tentative de résistance, le même Leone redevint plus prêtre que soldat. Admettons pour justifiée cette appréciation. Quelle portée avait la défense de Spello ? Celle d'un temps d'arrêt infligé aux coalisés ; répit obtenu pour Florence, le plus long possible, mais qui ne pouvait vraiment entraîner le sacrifice complet des Pérousiens. Ceux-ci ont fait de leur mieux ; car la cause qu'ils défendaient ne leur tenait pas à cœur, après le peu d'empressement des Florentins à les secourir. Non seulement Leone Baglioni, mais Borghese, banni siennois qui servait sous ses ordres, et les autres officiers assiégés, ne virent d'autre solution que de se rendre à discrétion (**1^{er} sept.**).

Pouvaient-ils prévoir que les vainqueurs allaient se déshonorer par le sac de la petite ville coupable de s'être défendue ? Le massacre y fut du reste relativement modéré. Mais les assiégés apprécièrent à son prix la parole du prince d'Orange qui les laissait injurier et voler.

*
* *

La perte de Spello, l'un de ses meilleurs fiefs, atteignit vivement Malatesta. Il ne repousse pas néanmoins l'idée de résister avec sa petite garnison, quelque peu renforcée, et écrit dans ce sens aux Florentins, leur réitérant l'avis de concentrer leurs troupes sur les confins de la Toscane. Qu'ils lui envoient de nouveaux renforts, c'est indispensable. En rappelant quelques garnisons de ses propres fiefs, lui-même pourra tenir l'ennemi en respect ou le harceler par derrière, s'il passe outre pour gagner Florence.

Les Impériaux sont maintenant à Ponte San Giovanni (**début de sept. 1529**). On voit les Espagnols du marquis du Guast et les cavaliers de Ferrante de Gonzague pousser leurs pointes, à cinquante pas de Pérouse, escarmouchant avec les soldats du seigneur. Depuis trop longtemps en éveil, les citoyens se tourmentent. Parmi les bruits tendancieux qui se répandent chez eux, il n'en est pas de mieux accepté que celui d'un accord entre Orange et Malatesta. Philibert a renouvelé ses propositions ; il doit réussir.

Ces renseignements déplaisaient beaucoup à Florence. Que ferait son gouvernement à la place de Malatesta ? On devinait la réponse, et la méfiance des citoyens à l'égard du général croissait en raison des difficultés qui l'assaillaient. Pérouse va être occupée par l'ennemi, cela ne fait pas de doute et c'est infiniment regrettable ; là ne se trouvent, en réalité, que 2.800 fanti à la solde de Florence, le reste n'ayant pu rejoindre encore, faute de temps ou d'ordres. Qu'advient-il de ce contingent ? Et la République hésite entre deux alternatives également fâcheuses : adresser à Malatesta les renforts qu'il ne cesse de réclamer, et ce sera dégarner d'autant la capitale toscane ; faire la sourde oreille aux appels du général, mais alors celui-ci n'exposera pas Pérouse au carnage, pour le bon plaisir de gens qui l'abandonnent. Il ne continuera pas davantage à laisser ses fiefs sous les coups de routiers qui viennent de donner, à Spello, la mesure de leur humanité.

Aussitôt cette petite place occupée, Orange adresse un message au gouvernement pérousin. A l'en croire, il ne s'agit que de remettre la cité sous les clefs de l'Église ; certes, le Pape a lieu d'être mécontent de l'attitude des citoyens ! Qu'ils réfléchissent au peu de fidélité dont est susceptible une bonne partie de la garnison que commande Malatesta, puisqu'elle est à la solde florentine. Ce ne sont pas là de sérieux défenseurs. Par contre, lui prince d'Orange se fera un devoir de livrer Pérouse au pillage ; de sorte que la situation n'a qu'une issue : le départ du général, autorisé à emmener les mercenaires florentins.

On pouvait s'en rapporter à la soldatesque, signalée dans les atrocités commises à Rome, pour opérer de même chez les Pérousiens. Cependant les Prieurs font bonne contenance et prétendent ne rien décider sans le consentement de Malatesta. Libre aux Florentins d'envisager de sang-froid la ruine de Pérouse, incident déplorable en ce qu'il cesse de retarder l'ennemi ; c'est pour eux la question. Elle est comprise autrement par Malatesta et ses administrés.

Certains historiens accusent le général de vouloir justifier sa conduite, en poussant au noir la situation. Pérouse pouvait être livrée au sac : voilà le fait. Elle tombait, en plus, sous l'interdit pontifical, ce qui entraînait la privation de ses écoles et de ses franchises. Deux nonces, envoyés par Clément VII au camp du prince d'Orange, avaient nettement précisé ces sanctions. N'était-ce rien ? Il parut un peu fort aux défenseurs et aux habitants de se sacrifier corps et biens, pour gagner à Florence quelques semaines de préparatifs, ce qui eût attiré en plus grand, à leur ville, le sort de Spello.

Après tout, les affaires de la République menacée ne regardent pas ces Pérousiens, qui attribuent à la ferme contenance de leur seigneur la douceur des propositions faites par l'ennemi. Aurait-on pu espérer que Malatesta serait autorisé à marcher, en tête de ses troupes, au secours de Florence, pendant qu'Orange lui conserverait la seigneurie de Pérouse ? Cela pourtant était promis. Alors les citoyens ne comprenaient pas que des conditions « honorables et avantageuses » (*Sismondì, Perrens*) fussent déclinées, pour les sacrifier eux-mêmes. Ils auraient dû pressentir dans la chute de Florence un coup décisif à leurs Libertés ! Mais n'est-ce point demander, à une population directement compromise, plus de clairvoyance que n'en auront les plus grands États de la Péninsule ? Que l'on tienne compte aussi des excitations dont usaient, contre Malatesta, les clients de Braccio Baglioni auxquels l'imminence du péril donnait beau jeu. Le seigneur eut-il exigé de

ses Pérousin une abnégation complète, qu'il se fût heurté à des résistances justifiées et donnant barre sur lui à la faction rebelle.

On découvrit, dans certaines maisons, des bannières impériales toutes neuves ; le fait paraissait significatif.

Cet État d'esprit n'a pas échappé à Bonazzi. Agressif par principe contre les Baglioni, il fait de la situation critique dans laquelle se débat Malatesta, la résultante de son ambition. Le piquant des observations de cet historien ne s'accusera bien que dans la suite, quand il déplorera le sort de l'indépendance pérousine après la mort de Malatesta. Voici, en attendant, le prononcé des arrêts que Bonazzi rend avec onction : « *il Duce Perugino* » dut sentir de quel prix il payait sa soif du pouvoir ;

« bloqué dans Pérouse, au lieu de se trouver dans quelque grande cité vénitienne, voyant, au loin, s'approcher l'armée ennemie. Quel champ se serait alors offert à sa valeur et quelles émotions puissantes eussent fait battre son cœur, quand, au bruit des hourrahs des valeureux soldats de Saint-Marc et aux mâles accords des trompettes, il aurait entendu le hennissement joyeux de son cheval de Ravenne et de Lodi ! Voyez-le, au contraire, entouré d'une population atone et mécontente, disposant de troupes qui, en bonne partie, ne connaissent pas la voix de leur capitaine, n'étant pas de celles qu'il conduisit naguère à la victoire. Il lui faut subordonner ses plans à de mesquins calculs d'ambition misérable. Que pourra-t-il faire ? Résister ? Mais, dans Pérouse même, il va se heurter à une furieuse opposition et ne trouvera que de froids partisans. La ville se refusera à voir son territoire servir de champ de bataille pour des conflits qui ne la regardent pas. Malatesta aura-t-il le dessous ? Adieu alors, forteresses et châteaux de ses ancêtres ; adieu, remparts de la patrie qu'il ne reverra plus jamais. Permettra-t-il, au contraire, à Orange de passer sans résistance ? Mais alors, c'est perdre sa condotta et faillir à l'honneur. Jamais Orange ne laissera sur ses derrières une ville solide et approvisionnée ; et le Pape partage cette manière de voir. Ainsi offre-t-on à Malatesta le seul parti acceptable : quitter la ville avec toutes les troupes, sans être inquiété par l'armée impériale, qui se mettra en marche deux jours après lui. En l'absence de Malatesta, ni Braccio ni Sforza Baglioni ne pénétreront dans Pérouse. Sa souveraineté, « la sua sovranità », sera garantie sur les fiefs concédés ; il sera libre de réintégrer Pérouse à titre de simple citoyen... etc. »

*
* *

Sur ces entrefaites, une délégation de capitaines impériaux et de commissaires apostoliques entre dans Pérouse ; elle vient insister pour l'acceptation des propositions. Du reste, le cardinal del Monte, alors à Gualdo, est détenteur d'un bref de Clément VII (**du 26 août 1529**) dont l'application sera immédiate ; il absout complètement Malatesta, ainsi que ses amis et partisans.

Cependant le général ne transige pas et subordonne son acceptation à l'agrément des Florentins. Qu'ils décident et ne manquent pas d'envoyer un millier de fanti, s'ils veulent la résistance ; ils devront, en outre, faire tête à l'Ossaia avec un corps de troupes. Dans le cas contraire, ils ne peuvent qu'autoriser l'acceptation de propositions plutôt avantageuses. Tel est l'exposé que leur fait soumettre le seigneur pérousin.

Le gouvernement républicain, mis au pied du mur, est aussi mécontent que perplexe. Son commissaire Zanobi Bartolini flairer des pièges dans ces pourparlers et ne le dissimule pas. Enfin arrive de Florence Giovan-Battista Tanaglia, suivi de 1.500 hommes et porteur des décisions. La République rappelle ses fanti de Pérouse (**16 sept. 1529**) ; Malatesta, de son côté, reçoit plein pouvoir pour se tirer d'affaire. Il se rendra ensuite à Arezzo afin d'y rejoindre Bartolini.

Ainsi à couvert, le général souscrit en son nom et en celui de Pérouse aux conditions du prince d'Orange, lequel, après avoir traversé le Tibre, s'occupait en escarmouches avec les soldats du Baglioni. Giovan-Battista et Enea Baldeschi, gentilshommes du pays, rédigent, avec les commissaires apostoliques, les articles d'une convention définitive. Trois ou quatre jours après, au bourg de Castro Cesano près Pérouse, Malatesta et les commissaires la signent^{209/1}. Orange, campé à Ponte San Giovanni, et le cardinal del Monte, donnent leur approbation. Malatesta va quitter Pérouse (**10 sept. 1529**), dont ce prélat prendra possession au nom du Pape. Les Impériaux laisseront au général et à sa petite armée la voie libre pour gagner Florence. Aucun dommage ne sera commis sur le Pérousin ni sur les fiefs de Malatesta, lequel est autorisé à envoyer à Pesaro, ou dans quelque autre place de l'État d'Urbin, douze pièces de canon qui lui appartiennent en propre ; cette artillerie ne doit servir ni contre le Pape ni contre l'empereur. Tant que le général recevra une solde de prince et d'ennemi de Clément VII, le séjour de Pérouse lui reste interdit, comme à ses adversaires particuliers, Braccio, Sforza Baglioni et consorts. Ces deux dissidents, quoique réintégrés dans leurs biens héréditaires, ne peuvent paraître sur le territoire de Pérouse ni dans les châteaux de Malatesta. La cité, de son côté, reçoit confirmation de ses conventions antérieures avec le Saint-Siège, tant qu'elle restera soumise au Pape. Le chevalier de Montesperelli, délégué de Malatesta, arrêté à Rimini, sera libéré sous dix jours ; avant ce délai, les fonds perçus arbitrairement devront être restitués.

Au nom du Pape, le prince d'Orange s'engage sur l'ensemble de ces articles qui entraînent, pour Malatesta, les membres du gouvernement pérousin et les citoyens, absolution de leurs fautes. L'arbitrage

^{209/1} La date de la remise des pouvoirs à Malatesta et celle de la signature des conventions sont avancées de quelques jours, peut-être avec raison, dans diverses relations. Cela ne modifie en rien la marche des faits.

des difficultés relatives à la convention ci-dessus est remis au capitaine de l'empereur et aux commissaires pontificaux ; Pérouse consigne quatre otages jusqu'au départ de Malatesta. Celui-ci donne pour garantie sa parole de gentilhomme ; Orange fait de même. A en croire Varchi, les termes de cette convention furent soumis à Clément VII, sur l'ordre de Malatesta, par Galeazzo Baglioni, chargé à Rome de ses intérêts ; c'est possible. Le fait n'atténue en rien la valeur d'un arrangement d'ailleurs honorable. Il n'implique pas davantage une trahison à l'égard de Florence qui agit et agira de même. En ce qui concerne particulièrement le seigneur de Pérouse, les engagements suivants auraient été consentis, au nom de Clément VII, par l'évêque de Faënza et Ieronimo Meniconi, ainsi que par le prince d'Orange : Promesse de Nocera, avec la vallée de Topina, puis Bevagna, Tunigiana et Castelbono (*alias* Castellabono) fiefs, groupés et concédés avec le titre de duc ; enfin, Rota Castegli et la moitié de Chiusi. A son fils Rodolfo était promise la fille du duc de Camerino. Toutes contestations avec les gens d'Orviété, à propos de châteaux, seraient réglées^{209/2}. Ne peut-on considérer comme négligeables les virulentes critiques dirigées contre Malatesta à propos des articles ci-dessus, à la pensée que ceux qui s'en font une arme réserveraient des diatribes équivalentes, si Pérouse avait été anéantie par l'obstination de son prince ? On distingue, il est vrai, des notes discordantes parmi les récriminations. Bonazzi a tenu l'acceptation du général aux propositions d'Orange, pour la seule solution possible, « *essendo l'unico possibile per lui* ». Il se borne à noter qu'en son absence, le Pape pourra travailler Pérouse autrement qu'avec les Impériaux. Si Malatesta se résigne à s'éloigner, il lui faut donc éviter d'exaspérer Clément VII, ce qui l'oblige à user de ménagements. Segni, de son côté, ose écrire que Pérouse fut sauvée « *par l'adresse et le dévouement de Malatesta* », qui préféra abandonner la suprématie dont il jouissait, comme souverain effectif de sa patrie, que vouer les Pérousins à la ruine. Ainsi, les appréciations d'auteurs hostiles aux Baglioni se rapprochent de celle de Pellini, historien presque contemporain des événements, et qui loue hautement le patriotisme de Malatesta. A son avis, les Florentins n'ayant répondu qu'avec mauvaise grâce aux appels réitérés de leur général, ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes de leurs déboires.

*
* *

Dans la soirée du 10 septembre (1529), le cardinal del Monte entre dans Pérouse. Deux jours après, Malatesta passait la revue de ses soldats pérousins, florentins et corses, dont les vingt bannières claquaient au vent. Il quittait la ville et s'éloignait par la mauvaise route du château de Freggio et de la vallée de la Pierla, évitant, de cette façon, les bandes espagnoles, dont on ne pouvait trop se méfier.

Après être passé à Cortone, le général entre, le 12 au soir, dans Arezzo, d'où il gagnera Florence. Il croit avoir tiré le meilleur parti possible d'une situation critique, en préservant Pérouse et en obtenant du Pape et du prince d'Orange les plus avantageuses conditions, sans froisser personne outre mesure. Aux objections qu'on pourrait lui faire, la réponse était indiquée. Il n'appartenait pas à la République qui, sous prétexte de prudence, lésinait sur les renforts indispensables, de critiquer les conséquences de cette faute ; libre à elle d'en faire partager la responsabilité aux Pérousins peu enclins à se sacrifier pour autrui. L'acceptation des conventions n'en était que plus justifiée.

En cours de route, Malatesta reçoit une lettre de Clément VII (**datée du 13 sept.**). Le Pape, satisfait de l'acceptation et de la ratification du traité de Castro Cesano, confirme au général ses anciens privilèges, au nombre desquels figure l'érection de Bettona en comté ; il l'absout de tout crime de rébellion et d'homicide. Une autre lettre pontificale, adressée en même temps au gouvernement pérousin, le félicitait de sa soumission et de sa participation à l'accord.

C'est qu'il importe de tirer parti des circonstances. La marche des Impériaux crée une divergence d'appréciation entre les Pérousins et Malatesta, en tant que général de Florence. C'est pourquoi le légat, cardinal del Monte, aura toute facilité pour remettre la ville sous le pouvoir papal. L'ordre et la justice doivent s'en trouver au mieux ; et comme la première phase de restauration implique d'ordinaire l'élection de conseillers de renfort, le prélat n'a garde de l'oublier. Dès la fin de septembre, les nouveaux élus sont mûrs pour le serment d'inviolable fidélité au Pontife. Deux ambassadeurs vont à Rome interpréter, près de lui, la reconnaissance de leurs concitoyens échappés, grâce à sa vigilance, aux plus manifestes calamités.

Pendant ce temps Malatesta chemine, pressé de se trouver sur son terrain d'action. Il arrive à Montevarchi, accompagné de Antonio Francesco Albizzi, commissaire florentin. Contraint d'y faire halte pour attendre son matériel de guerre, il apprend que les Espagnols du marquis du Guast, marchant sur ses talons, menacent Cortone. Au même moment lui parvient l'ardent appel du gonfalonier de Florence dont le gouvernement ordonne de laisser une garnison dans Arezzo. Malatesta devait céder ; il renvoie donc en arrière son cousin Ottaviano Signorelli et Giorgio Santa-Croce, avec un millier de fanti, disent les uns, 200 seulement, prétendent les autres. Du reste, quand le détachement arrivera en vue d'Arezzo, les deux capitaines, se ravisant, rétrograderont pour rejoindre leur général^{210/1}.

^{209/2} Pour la ratification papale, voir aux pp. XLVII et XLVIII de l'Appendice de Varchi dans *Storia Fiorentina*, p. 433, et Vermiglioli : *Vita de Malalesta IV Baglioni*, pp. 82, 83.

^{210/1} Mais ce même Giorgio Santa-Croce, qui devait être tué au cours du siège près de Malatesta, n'en sera pas moins qualifié de « *dévoué patriote* » par M. Ulysse Robert, particulièrement acerbe contre Malatesta. La mort sera intervenue bien à propos. Que ne secourut-elle aussi le général qui s'exposa assez aux mêmes risques !

*
* *

Le soir du 16 septembre (1529), Malatesta entre dans Florence, où son épée va peser « *d'un certain poids dans la balance* ». (Perrens) Les citoyens ont été mécontents de l'abandon d'Arezzo et blâment Albizzi. Ce commissaire a-t-il donc été effrayé ; s'est-il laissé influencer par Malatesta ? Pourquoi tarde-t-il à reparaitre ?

Sur ces entrefaites, l'infanterie florentine rentrait en ville. Nouvelles inquiétudes, car c'est là un indice certain de l'approche des Impériaux. Ceux-ci, du reste, donnent bientôt de leurs nouvelles. Cortone, qui s'est rendue au marquis du Guast (17 sept.) après une courageuse résistance, vient d'être livrée au pillage. C'est ensuite le tour de Castiglione-Fiorentino, également mise à sac ; puis d'Arezzo, où le détachement envoyé par Malatesta s'est d'autant plus laissé désirer, qu'il a fait demi-tour. A vrai dire Arezzo n'était pas facile à défendre ; les habitants détestaient le joug de Florence et comptaient sur l'empereur pour retrouver leurs franchises. Maintenant le prince d'Orange est à Montevarchi (24 sept.). Alors, le gouvernement florentin renouvelle près de lui une démarche, déjà tentée en Ombrie ; ses ambassadeurs vont parlementer avec ce chef qui jouit de pouvoirs étendus au sujet de la République.

Philibert reçoit bien la mission et ne dissimule pas sa répugnance à combattre les Florentins. Mais la conclusion n'en est pas plus modifiée qu'elle ne le sera, trois mois plus tard, quand les délégués de la malheureuse cité offriront de l'argent au condottier impérial. Ces mœurs de marchands n'atténueront pas l'unique ressource qui reste aux citoyens : l'accord avec le Pape, par le rétablissement des Médicis.

Ce qui complique à l'extrême le cas de Florence, c'est la division des factions. Trois, au moins, s'y disputent la préséance. Les Palleschi, ou partisans des Médicis, nombreux et composés en grande partie de riches notables ; la majorité du clergé et des monastères les soutient. Ce parti ne contrecarre pas autrement Nicolo Capponi, chef d'une seconde faction, celle des Libéraux, aux yeux desquels l'exil des Médicis n'est pas indispensable, pourvu que ces citoyens laissent leur patrie tranquille. Les Libéraux justifient leur qualification en aspirant vers la Liberté, au moins politique ; il leur semble insuffisant de voir simplement la tyrannie changer de côté. Malheureusement, la Liberté politique perd beaucoup de sa valeur à Florence, en ce sens qu'elle n'existe que par François Ier ; c'est « *être libres, à genoux* ». D'illustres Florentins comptent aussi dans cette faction, où paraissent d'anciens adeptes de Savonarole, les Piangoni (Pleureurs) auxquels les Dominicains soufflent l'enthousiasme. Reste un troisième parti, inhérent à toutes les époques critiques : celui des violents. Ces *Arrabiati* (Enragés), petites gens en majorité, font corps avec les exaltés de bonne foi, avec les inconscients et les énergumènes, sans parler des exploités de la misère publique.

« Enragé » signifie forcément intransigeant. Pas de Médicis, pas d'accord : tel est le programme de ce parti ; s'il n'avait dépendu que de son vote, le Christ n'eût point été davantage élu Roi de Florence. Au sein d'une population enfiévrée et méfiante, sa violence est une force d'autant plus certaine, qu'elle s'exerce avec soin, au nom de la Liberté. A elle de dominer la division des familles, où le fils s'oppose au père, le frère au frère : l'un « Médicis », l'autre « Capponi ». Jusque chez les Nonnes des Murate (dites de la Santissima Annuziata) où vit, confinée, Catherine de Médicis, la même division s'accuse ; chaque fraction prie pour la victoire de ses amis. (*Reumont*)

L'« enragé » emporte tout, parce qu'il est résolu à outrance.

*
* *

En homme pondéré, prévoyant les pitoyables effets des divisions de sa patrie, Nicolo Capponi a déjà entamé des pourparlers avec le Pape, afin d'obtenir des conditions acceptables. Peut-être sauverait-il la forme du gouvernement et des lois ? Charles-Quint, d'autre part, n'a pas été négligé. Quand la Seigneurie eut appris son arrivée à Gênes (16 août 1529), elle lui députa une ambassade dans laquelle figurait Capponi lui-même.

A ce moment, la mort de Lautrec (15 août) entraînant la ruine des intérêts français, déterminait le triomphe espagnol, ce qui compromettait plus encore Florence. Pourtant le conseil des Quatre-Vingts aurait voulu, à tout prix, obtenir un accord, fallut-il modifier « *le présent gouvernement* » (Perrens) Mais Clément VII avait prié l'empereur de faire la sourde oreille. Les ambassadeurs lui exposèrent leur cause. Convaincus de l'imminence d'une catastrophe, ils implorèrent, les bras en croix, le pardon des offenses qu'ils avaient pu commettre contre Sa Majesté ; c'était la Liberté seule qui leur tenait à cœur. Charles-Quint resta inflexible : « *Rendez honneur au Pape,* » dit-il. En d'autres termes : restituez aux Médicis, biens, dignités, patrie. Sur ce point, l'ambassade n'avait aucun pouvoir ; que n'aurait-elle pas tenté pour fléchir le sort ? Désorientée, elle offre des fonds à l'empereur. Vaines et maladroites avances ; tant que les délégués n'auront pas qualité pour trancher le différend avec le Pape, rien ne sera pris en considération. Alors, sur leur demande, la Seigneurie envoya ses instructions ; elles étaient formelles quant au maintien de la République. C'était l'échec complet. Une seconde ambassade venait d'être envoyée près de Clément VII, quand arriva Malatesta, et les Florentins, bientôt avisés d'un nouvel insuccès diplomatique, s'inquiétèrent davantage. Le Pape s'était cantonné dans les formules générales ; il n'avait pas l'intention d'altérer la Liberté et on constaterait qu'il ne voulait que le bien de sa patrie. Ensuite, d'autres négociateurs s'abouchèrent avec le prince d'Orange, sans plus de succès. L'archevêque de Capoue ayant tenté finalement une inutile démarche dans le camp impérial et à Florence, la situation se résumait en ces deux alternatives : soumission ou disparition.

Toutes ces négociations, ces allées et venues d'ambassadeurs embarrassent Varchi ; cela se conçoit. Elles paralysent les diatribes destinées à Malatesta. C'est pourquoi l'historien blâme les tentatives de ses concitoyens, d'abord parce qu'elles ont échoué ; ensuite, parce qu'entre autres inconvénients elles donnent « sujet à Malatesta » d'abandonner Florence, « pour la raison qu'elle n'aurait pas manqué de l'abandonner, lui, si elle eût pu faire son *accommodement* ». Justement. Le général avait, envers Florence, un engagement formel, mais réciproque ; ses parents et amis, compromis avec lui pour la République, devaient être compris dans tous accords et capitulations. Or, coup sur coup, la Seigneurie députe ses ambassadeurs au prince d'Orange, à l'empereur et au Pape, sans que Malatesta ait aucun délégué dans ces missions. Il ignore si l'on pense à lui ; bien mieux, il se voit déjà parfaitement négligé, ainsi que les siens, si les intérêts des Florentins doivent pâtir le moins du monde de ces cas particuliers. Et dans de pareilles conditions, les républicains lui reprochent d'avoir fait parler au Pape pour son propre compte ! Certes, dans un engagement mutuel, celui des contractants qui chercherait seul à tirer son épingle du jeu au moment critique, améliorerait son cas, ou bien serait perdu de toute façon. Mais que vaudraient ses griefs contre l'autre contractant, coupable de l'avoir imité ?

Comparer le rôle de Malatesta à Florence avec celui d'un commandant de place du XIX^e siècle, ne correspond en rien aux réalités ; c'est juger le passé avec les lunettes du présent. Fabretti le comprend et tait ses appréciations ; car les pourparlers engagés, dès août, par les Florentins avec leurs puissants partenaires, constituent des précédents trop favorables à la justification du général.

Mais les « enrégés », vaguement informés à ce sujet, auront plus de logique ; ils vont fomenter des troubles de façon à renverser Capponi. Place aux plébéiens et à François Carducci, avec grand renfort de mesures radicales. Seulement, l'intransigeance n'a sa raison d'être que lorsque chacun est résolu à s'ensevelir sous les décombres ; elle sera, dans le cas présent, d'une opportunité contestable, en éloignant plus encore Clément VII de tout terrain d'entente.

*
* *

C'est dire que la situation est des plus compromises quand paraît le fils de Giovan-Paolo ; il est tout de suite fixé. Le 28 septembre (1529), il adresse à Montmorency une longue lettre, en entier de sa main, pour remercier des bienfaits obtenus de François Ier, prémices de ceux qu'on ose en espérer encore. Le général communique les conventions de Pérouse et expose l'état précaire dans lequel il vient de trouver les moyens défensifs de Florence ; Il fera, dit-il, tout son possible pour y pourvoir^{212/1} et rappelle l'arrestation de Montesperelli, son délégué, non moins que la saisie de l'argent français. Ce contretemps rend particulièrement opportun le versement de sa solde.

Notons surtout les remarques de Malatesta relatives aux ouvrages de défense. Nous sommes loin des appréciations de certains écrivains locaux sur le même sujet. Depuis trois mois, Michel-Ange Buonarrotti, surintendant des fortifications, avait vigoureusement poussé les travailleurs ; mais son génie manquait de pratique, au point de vue militaire. Rien d'étonnant à cela ; en convenir serait simplement équitable. Toutefois, comme le fait entraîna des retards et des fausses manœuvres, alors que le temps pressait, on spécifiera que Malatesta trouva tout en parfait état.

Il y a plus, et les détracteurs du général sont contraints d'aborder un autre sujet dans de si désavantageuses conditions que leur bonne foi en souffre. Huit jours avant la lettre adressée par Malatesta à Montmorency, Michel-Ange désertait (21 sept. 1529). Le 30 septembre, il était déclaré rebelle par son gouvernement. Ces faits sont indéniables ; ils n'enlèvent rien à l'incomparable valeur de l'artiste, mais compromettent quelque peu ses qualités de patriote. Michel-Ange, disent ses apologistes, soupçonnait Malatesta ; ayant blâmé la façon dont telle section d'artillerie était utilisée, le surintendant s'était pénétré des confidences de Mario Orsini. Il eut, en outre, des griefs contre la Seigneurie. D'autres amis conviennent que Michel-Ange, effrayé pour Florence, craignit aussi pour lui-même. Soyons nets : que Malatesta, comme général, ou comme engagé à l'égard de Florence, ait eu, dès ce moment, certains torts à son actif (ce qui n'est pas prouvé), le devoir de Michel-Ange était bien de les relever, mais pour les transmettre à qui de droit ; il devait démontrer le bien-fondé de ses soupçons. S'il se laissa émouvoir par les outrages de Mario Orsini à l'adresse de son chef, il pouvait au moins peser ce que valaient les propos d'un sous-ordre envieux. Objectera-t-on que ses griefs personnels contre le gouvernement justifiaient sa désertion ?

En fait, nul ne conteste l'attitude qui s'imposait à Michel-Ange. Ceux-là même qui font de ses réflexions autant d'armes contre Malatesta, sont gênés en opposant à l'étranger venu s'exposer aux coups, les judicieuses critiques du citoyen qui abandonne sa patrie menacée. Tout de suite, Malatesta a quelque raison d'être mécontent de la Seigneurie, soit en ce qui le concerne personnellement, soit au sujet de ses hommes. Les Florentins, maltraités par la fatalité, se montrent tatillons et maladroits, ce qui est, du reste, bien excusable. A peine devraient-ils conserver la moindre illusion sur la foi de François Ier. Ses exhortations et ses promesses de secours ont l'air de valoir ses assurances, données naguère, de comprendre honorablement la République dans son traité avec l'empereur. Carducci, l'ambassadeur florentin à la Cour, est positivement écoeuré. Quand la délivrance des Fils de France est entrée en ligne de compte dans les

^{212/1} Il est certain que Malatesta apporta le plus grand soin aux travaux de ce genre, qu'il s'agit de remparts élevés par son ordre à la porte San-Gregorio, ou de la construction de divers bastions, dont l'un dans les jardins Pitti. Il veillera même au sauvetage des pièces d'artillerie qu'entraîneraient les ruines d'un pan de murailles, abattu par les boulets impériaux.

conventions, aucun engagement antérieur n'a résisté. La reine mère s'est décidée au plus coquet « lâchage ». Pour un seul de ses petits-fils « *mille Florence eussent été sacrifiées* » ; ainsi s'est-elle exprimée et, cette fois, avec une incontestable franchise. Comment, après cela, les Florentins purent-ils accorder la moindre créance aux dires de François Ier ? C'est qu'un point subsistait, bien fait pour entretenir leurs rêves : l'envoi de fonds. Le Roi finançait et promettait plus encore, de façon à détourner la Seigneurie d'une entente quelconque avec l'ennemi. Le maintien des difficultés créées au Pape et à l'empereur servait si bien la politique française ! Venise, de son côté, ayant refusé de tendre la main à Malatesta, voilait à peine la déloyauté de son attitude. Médusée par la vengeance impériale, elle se garde d'envoyer à Florence aux abois les 3.000 fanti promis en son nom par le duc d'Urbin. Bien mieux, elle demande des subsides au lieu d'en fournir, tout en chargeant son ambassadeur de pousser les infortunés Florentins à la résistance irréductible. C'est qu'avant tout il lui importe de les détourner d'un arrangement avec Charles-Quint. Pas de convention ni de capitulation ; Venise voit déjà les Impériaux, libres de leurs mouvements, envahissant ses possessions. Périssent Florence pour la sécurité provisoire des lagunes ! Certes, Pérouse avait ouvert ses portes au prince d'Orange, mais seulement à la veille du bombardement et du pillage. Venise, l'alliée de Florence, renchérit sur le procédé et ne montre pas plus de clairvoyance ; car sa cause pèsera peu quand l'empereur, restaurateur des Médicis, sera le maître en Italie. La République de Saint-Marc se borne à offrir son arbitrage entre Clément VII et Florence qu'elle abandonne... « *Une fourberie si consommée serait de la haute comédie, si la tragédie n'était si près !* » (Perrens) Et c'est du Doge de Venise que seront indéfiniment citées les invectives à l'adresse de Malatesta Baglioni...

Le bilan des défections se complète par celle d'Alphonse d'Este, vraiment réussie. Ce duc souffle également aux Florentins abnégation et résistance, pendant qu'il quémande au Pape l'indulgence nécessaire au maintien de son pouvoir.

Allons ! les censeurs empressés à vilipender ceux qui se débattent dans la fournaise, devraient avouer la complète stérilité de la compassion italienne pour la capitale toscane. Il leur convient, vraiment, de dénoncer les regrettables compromissions, quand ils... oublient qu'au moment même où Clément VII et Charles-Quint tiennent leurs conciliabules et que les assiégés anxieux attendent le secours français, Venise, Ferrare et Urbin se réjouissent de l'écrasement des Florentins. Ces États pensent être oubliés pendant ce temps-là, c'est clair ; leurs orateurs ne se sont-ils pas accordés avec Charles-Quint ?

*
* *

Malatesta débute dans son commandement par un exposé écrit qu'il adresse à la Seigneurie. Ses projets d'organisation et de défense y sont spécifiés, ainsi que le nombre de batteries, de sapeurs et d'armes diverses qu'il juge indispensable. Naguère, Michel-Ange s'engageait à élever une statue équestre à François Ier s'il tenait ses promesses ; Malatesta estime plus justifiée la fonte d'une coulevrine qui pèse 18.000 livres. Pointée près de la porte San Giorgio, cette énorme pièce reçoit des jeunes citoyens le surnom d'*Arquebuse de Malatesta*. Le général a insisté de nouveau sur la provision de vivres et de munitions imposée par les circonstances ; qu'on l'écoute, il promet une défense énergique, sinon efficace, et ne manquera pas à son devoir.

Le gouvernement s'intéresse vivement aux plans d'un chef que sa réputation classe parmi les premiers de l'époque. Il aura sous la main 7.000 hommes de vieilles troupes ; sans compter la milice locale, pleine d'entrain. Un vent belliqueux exalte cette foule armée, ces marchands qui troquent l'aune pour la hallebarde ; il ne s'agit plus de réfléchir, mais de se battre. Le gonfalonier n'ira pas par quatre chemins pour refuser tout accord avec le Pape. Vite, aux remparts ! Malatesta et son lieutenant, Stefano Colonna, prodiguent leurs encouragements, activent les travaux qu'inspecte l'ingénieur Leandro Signorelli, secondé par Ottaviano Signorelli son parent. Avec eux, Galeazzo Baglioni sert la cause florentine ; tous sont Pérousiens, très attachés à Malatesta, et vont être appelés aux grades les plus élevés. Leandro Signorelli deviendra même capitaine général de l'artillerie (13 décembre 1529).

Cependant le parti de Capponi, réfractaire à l'emballement, suppute les gros effectifs de l'ennemi et les éléments de la défense. Cela n'est pas rassurant. Composée de Corses ou de Pérousiens des Bandes Noires, l'élite de la garnison qui forme l'armée particulière de Malatesta est dévouée à son général, non à la République. Or la Seigneurie, habituée aux marchandages, procédés naturels des boutiquiers qui la composent, ne saisit pas les nécessités de la guerre ; par d'épineuses discussions, elle agace Malatesta et ses capitaines, ce qui naturellement mécontente les troupes.

Sur ces entrefaites, Raffaele Girolami, revenant d'une ambassade à Gênes, dénonce les points faibles des affaires impériales, assez embrouillées en Italie et compromises en Hongrie par les armées turques. On conçoit l'accueil fait à une pareille démonstration ; Girolami se taille un succès, sans dissiper toutefois les hésitations de ses auditeurs.

Les uns s'obstinent dans leur confiance en François Ier ; les autres escomptent un accord avec Charles-Quint. « *Tous les maux de Florence découlèrent de cette oscillation entre la France et l'empereur.* » (Fabretti)

Et l'ennemi approche ; on le signale à Figline et à Incisa. Dans les derniers jours de septembre, les Florentins croient distinguer les enseignes impériales ; il n'y a plus de doute à ce sujet, au début d'octobre (1529). Les commentaires vont leur train, aigrissant les esprits déjà montés contre la direction militaire. Chacun vante un plan de salut pour la Cité et la République. Les travaux ont été mal conduits, au dire de

certain ; d'autres reprochent à Malatesta de laisser perdre un temps précieux. Il n'est si mince courtaud de boutique qui, subitement devenu tacticien, ne mette « *ses pattes d'insecte dans les traces du Lion* ». En même temps s'exalte le sentiment religieux.

Par le fait, de nombreux capitaines expérimentés ont reconnu les énormes difficultés qui paralysaient alors la défense de Florence. Malatesta, saturé d'inepties et de puérides bravades, peut s'en convaincre plus que tout autre, tandis que Varchi et autres Gianotti, dont les écrits servent de clichés aux diatribes à son adresse, sont forcément dominés par l'esprit de parti.

Cela n'empêche nullement de reconnaître à la bourgeoisie florentine, rangée sous seize étendards, une bonne volonté incontestable. Elle s'exerce au maniement des armes pendant que trois commissaires, désignés comme surintendants de la défense, confèrent avec Malatesta logé au palais Seristori. Dès juillet, le gouvernement a taillé dans le vif, en ordonnant la destruction de toute habitation, riche ou pauvre, élevée dans un rayon d'un mille autour de Florence ; les propriétaires auront à se faire indemniser par l'État. Certes, l'esprit de sacrifice ne manque pas aux patriotes ; mais les ruines ulcèrent bien des cœurs.

Les désertions augmentent, surtout parmi les amis des Médicis ; puis l'influence, de plus en plus accusée, du parti avancé, envenime les décrets jusqu'à l'exaspération. Les Espagnols résidant en ville sont consignés dans leurs demeures ; tout citoyen suspect dans ses propos ou ses actes est exposé au châtiment. Avant peu s'ouvrira l'ère des condamnations capitales et des confiscations arbitraires, ayant même un effet rétroactif. Alors nombre de gens lésés, à tort ou à raison, quittent la place. Notables pour la plupart, ils vont se retourner contre leurs persécuteurs, c'est-à-dire contre Florence, puisque ces derniers en assurent la défense ; et l'assiégeant prétendra mieux encore qu'il n'opère que pour rendre la Cité à elle-même. Un nombre sans cesse grandissant de citoyens partagera cette opinion dès que Raffaele Girolami aura succédé, comme gonfalonier, au malheureux Carducci.

Les premières escarmouches s'engagent (**4 oct. 1529**) et les Florentins s'y comportent bien. Mais l'ennemi n'a pas plus tôt reçu son artillerie (**14 oct.**) retardée dans les fondrières des routes, qu'il s'avance sur les plaines de Ripoli, avec des hourrahs joyeux : « *Apporte tes brocards, Dame Florence, nous venons les acheter à la mesure de nos piques !* »

Le prince d'Orange s'installe dans la maison des Bandini. Sur son ordre, les collines des Montici, du Gallo et de Giramonte, naguère abandonnées par les Florentins pour éviter l'éparpillement, sont occupées par les Impériaux. Alors, pour se conformer à la décision des Dix, Malatesta se présente aux bastions de San Miniato où retentit aussitôt un épouvantable vacarme de trompettes et de tambourins. Cette démonstration, archaïque et ridicule, figure le défi lancé à l'adversaire ; on l'a assez reprochée au général, bien que Fabretti, particulièrement agressif à son endroit, ait spécifié d'où venait l'ordre. Après ce beau tapage, un trompette est dépêché au camp des assiégeants et signifie à Orange la résolution des Florentins de s'en remettre au sort des armes. Nulle réponse n'ayant été donnée, la musique reprend de plus belle aux bastions, renforcée cette fois d'une grosse décharge d'artillerie.

L'ennemi reste toujours parfaitement indifférent ; il est occupé à ses tranchées. Pourtant, comme les projectiles lancés par deux pièces établies sur le campanile de San Miniato gênent ses travailleurs, il prend bientôt pour cible ce point armé par Michel-Ange et matelassé soigneusement du côté de l'attaque. Le campanile va résister à 150 coups de canon tirés, en trois jours, par quatre pièces.

*
* *

Mais ce qui semble évident, c'est la lenteur probable des opérations ; Florence devra s'armer d'autant de patience que de courage. Les escarmouches reprennent (**2 et 4 nov. 1529**) sur divers points, enlevant à chacun des partis quelques bons officiers ou soldats. Bientôt s'engagent des affaires plus sérieuses. Francesco Ferruccio, commissaire général des Florentins à Empoli, tente de ce côté de fréquentes sorties. Ayant obtenu de la Seigneurie un renfort de 100 cavaliers, il culbute à Valdesa un parti à peu près égal d'Espagnols (**7 nov.**). Florence apprend un nouveau succès obtenu à la tour de San Romano par Ceccotto Tosinghi, autre commissaire ; enfin, Ferruccio, Arsoli et Bichi reprennent San Miniato aux Impériaux.

De part et d'autre, on rivalise de cruautés envers les prisonniers.

Orange, qui voit traîner les choses, craint de paraître oisif aux yeux du Pape et décide l'assaut. Profitant d'une nuit pluvieuse et d'autant plus défavorable à l'artillerie, il s'avance jusqu'aux murs de la ville suivi de l'élite de ses bandes (**10 nov. 1529**). Mais l'assiégé est aux aguets ; en dépit des 400 échelles que le prince a fait venir de Sienne, ses gens sont repoussés. Après ce contact plutôt malheureux, Orange gagne Bologne afin d'exposer à Clément VII et à Charles-Quint la nécessité de grossir leurs effectifs et de financer davantage. Les Impériaux cantonnés en Lombardie lui paraissent indiqués comme renforts. Qu'on ne s'illusionne pas ; Bernard de Castiglione lui a péremptoirement déclaré que Florence aimait mieux disparaître que céder.

Naturellement, Philibert obtient de cette façon hommes et argent ; le Pape, pour sa part, garantit 60.000 ducats mensuels et reprend la série de ses brefs. Le dernier en date (**2 déc.**) menace ses sujets de confiscation et les tient pour félons s'ils acceptent tout autre service que celui de l'empereur. Personne à Pérouse ne doute que ces sanctions ne s'adressent à Malatesta et aux Pérousins sous ses ordres.

De leur côté, les Florentins se résignent à des sacrifices. Passant de leurs accusations contre le général à un accès de confiance nécessaire, ils majorent sa solde de 500 écus pour mettre à sa disposition deux nouveaux capitaines et renforcer les troupes de 30 lanspessades.

Cela n'épargne pas aux assiégés deux échecs successifs. Les places de Nippozzano et de la Lastra leur échappent (7 déc.), ce qui coupe la route servant au transport des vivres d'Empoli. Colonna-Pirro, lancé par Orange contre cette ville et contre Volterre, a défait deux compagnies florentines.

*
* *

Alors Stefano Colonna, capitaine des milices bourgeoises et rurales, propose (10 déc.) de tenter une surprise. Sans entrain, Malatesta en approuve le plan, pour lequel sont requis 500 fanti et autant d'arquebusiers, les quatre cinquièmes revêtus de cuirasses et munis de hallebardes ou de pertuisanes. Ces hommes vont endosser une chemise par-dessus leurs armures, de façon à se reconnaître dans l'obscurité. Au moment de l'attaque, Mario Orsini fera tonner l'artillerie du bastion de San Francesco, décharge qui servira de signal aux autres troupes prêtes à franchir les différentes portes. A Malatesta de surveiller les mouvements ; il ordonnera la rentrée, en temps opportun, par une sonnerie de cor. Après tout, si l'ennemi devenait trop entreprenant, le feu des remparts saurait le calmer.

A 10 heures du soir (11 déc. 1529), Colonna et ses gens quittent la ville. La nuit est sombre ; il pleut. La tête de colonne, parvenue sans bruit près des sentinelles ennemies, les tue dans l'ombre sans provoquer d'incident. Et la longue bande silencieuse se faufile entre Rusciano et Giramonte, jusqu'à Sainte-Marguerite de Montici. Les gardes de Sciarra Colonna occupaient ce poste. Attaqués à l'improviste, ils perdent du monde ; le reste fuit en désordre donnant l'éveil. Il était temps. Déjà les Florentins portaient des coups terribles aux hommes surpris en plein sommeil. En un instant, le camp est debout, car une circonstance fortuite vient d'ajouter à son émoi. Dans leur élan, les Florentins ont enfoncé la porte d'une étable d'où s'échappe aussitôt un troupeau de porcs affolés qui mettent partout le désordre. Les assaillants, n'ayant plus à se contraindre, poussent de grands cris, pendant que trompettes et tambours font rage. Surviennent alors les renforts de la ville, lancés en avant sous la protection des canons ; le combat redouble quand, soudain, le cor retentit. Malatesta estime la tentative assez poussée. Elle coûte aux Impériaux 200 tués et une centaine de blessés, tandis que les Florentins ont peu souffert. Alors on discute dans les rangs de ces derniers, au moment de la retraite : pourquoi rétrograder avant l'écrasement de l'ennemi ? Et le soldat, incapable de voir au delà de l'heure présente, établit de quelle façon on eût remporté la victoire décisive ; Malatesta en jugeait autrement ; tel qui le blâme reconnaît que cette « victoire n'aurait mené à rien ». (Perrens)

Orange, édifié sur la façon dont se gardaient ses gens, fait établir remparts, tranchées et bastions de protection. On double les cordons de sentinelles ; partout la vigilance est imposée. Du reste, l'armée du prince, pour importante qu'elle fût, avait ses points faibles. Fabretti parle de la pénurie d'argent et même de vivres dont souffraient les Impériaux. Cela s'expliquait par la difficulté des transports sur un terrain détrempé et par la dévastation du pays ; toutefois cette dernière remarque est sujette à caution.

*
* *

Nous savons que Malatesta, encore à Pérouse, avait donné à la Seigneurie un avis formel au sujet des vivres. L'avis ne fut pas suivi. Il est maladroit de reprocher au général les conséquences de cette négligence, car lui-même décidait les Pérousins à de sérieuses destructions pour gêner les coalisés. « *Il est urgent, écrivait-il au même moment aux Florentins, de faire rentrer en ville toutes les récoltes et tous les grains de vos campagnes, afin qu'aux environs de Florence l'ennemi ne puisse trouver sa subsistance.* » Mais cette mesure entraînait la suppression des gabelles ou octrois. Elle déplut donc et ne fut appliquée que trop tard et d'une façon insuffisante. Considérons même cette année-là comme particulièrement féconde ; il n'en ressort pas moins que la répugnance du gouvernement à sacrifier les gabelles ralentit son zèle. Giovio impute nettement une telle inaction à son avarice ; Pellini n'est pas moins précis :

« Nous tenons, dit-il, à ajouter encore pour sa défense [de Malatesta] que si, dès le début, les Florentins s'étaient conformés aux ordres de Malatesta qui, de longue date, prévoyait l'importance de cette guerre, ils auraient fait rentrer les récoltes des campagnards des environs, et auraient levé les gabelles, comme il le recommandait. Mais, pour ne pas perdre le bénéfice des entrées, les Florentins se refusèrent à l'écouter, ce qui leur fut très préjudiciable et les contraignit ensuite à en passer par ce qu'ils avaient redouté. De fait, la capitulation fut bien due à la famine. Or, si tous les vivres avaient été accumulés dans Florence, c'était la prolongation possible du siège pendant plusieurs mois : ce n'est pas douteux. Peut-être alors les troupes impériales, maintenues de force à cette entreprise par l'empereur et déjà fort ébranlées, auraient-elles quitté le camp ? Le Pape, peu prodigue de son argent, serait resté seul pour continuer les opérations. C'eût été la levée du siège et le maintien de la Liberté pour cette noble Cité. Au lieu de cela, les citoyens, restés sourds aux avis de Malatesta, laissèrent la majeure partie des grains et des autres récoltes à la disposition de l'ennemi, lequel s'en empara ; alors qu'eux-mêmes, en perdant la partie, durent se courber sous la servitude qu'ils craignaient tant. »

*
* *

Cependant la sortie de Stefano Colonna avait enchanté Florence, qui s'en exagérait la portée. Presque en même temps Francesco Ferruccio remportait une série de succès. Sachant que Colonna-Pirro se dirigeait

vers Montopoli, il s'était posté entre ce point et Palaio et avait battu le colonel impérial, lui prenant sept étendards (12 déc. 1529).

*
* *

Quatre jours après, Malatesta, accompagné de quelques capitaines, allait inspecter le travail des fortifications dans le jardin de San Miniato. Pendant que cet état-major discutait là, très en vue, sur certain ouvrage trop saillant, un boulet de coulevrine, tiré d'un bastion de Giramonte, heurta le pilastre d'un portique à deux pas du groupe. Des débris de briques et de moellons furent projetés avec une violence telle que Mario Orsini, blessé deux fois, et Giorgio Santa-Croce, atteint à la tête, furent tués sur place, à côté de leur général. Huit hommes succombèrent en même temps, sans parler d'autres, grièvement frappés. Quel mauvais service ce boulet rendit à Malatesta en l'épargnant ! Sa mort n'eût évidemment pas désarmé la calomnie « nécessaire » mais elle eût épargné au chef, tombé à son poste, les reproches qu'encourt la fin de sa carrière. Coup sur coup, plusieurs détachements rejoignent le camp impérial, soit 8.000 hommes environ (et quelque artillerie) envoyés des villes lombardes par suite de la convention entre Charles-Quint et le duc de Milan (23 déc.). Orange va bientôt disposer de 40.000 hommes. « *Toute espérance que la République s'en sauvât était morte dans les cœurs Italiens* » (Fabretti). Personne ne vient la secourir. Bien au contraire, Sienne profite de son infortune pour lui faire payer ses anciennes exactions et s'arrondir à ses dépens. Alessandro Vitelli, à la solde siennoise, bat le condottier florentin Napoleone Orsini (dit l'abbé de la Farfa), auquel il tue 300 cavaliers. Voici Prato, Pistoie où commandait Bernardino Baglioni, Pietra-Santa et Mutrone, qui secouent le joug de la Seigneurie pour se donner à l'empereur et au Pape. Les assiégés se raccrochent à l'idée que les Impériaux céderont aux maladies, aux discussions, à la pénurie d'argent et de vivres ; cet espoir les encourage. Mais ils n'en conservent pas moins leurs divisions. Les Palleschi n'acceptent pas de bonne grâce le décret de vente des biens des rebelles, même justifié par la nécessité. C'est que, tout ami ou partisan des Médicis exilés est rebelle de plein droit ; c'est le paria « d'office », si bien que l'excès de ses maux devient pour lui un gage de salut. Il comprend que les fureurs populacières, les basses insultes à l'adresse du Pape et les provocations aussi ridicules qu'impuissantes, entraînent la République à sa perte. Alors ce sera le tour des Palleschi dont l'ambition, d'abord assez confuse, ne demande qu'à s'affirmer. Il leur suffira de patienter. Les énergumènes travaillent pour eux en paralysant l'intervention des vrais patriotes et en rendant impossible toute tentative de conciliation. Florence, broyée dans un cercle d'ennemis sans cesse renforcés, doit céder tôt ou tard. Ses admirateurs ne dissimulent, à ce sujet, ni leurs appréhensions, ni leurs reproches. « *Les ennemis de Florence ont coutume de dire que les folies des Florentins ramèneront les Médicis dans leur ville* ». Ainsi s'exprime Baldassare Carducci dans une lettre à son parent le gonfalonier. L'aveu se lit entre les lignes. Reumont conclut que l'état de choses « *ne pouvait durer, lors même que l'inégalité des forces eût été moins grande.* » Quelle attitude s'imposait alors à Malatesta ? « *Il était à Florence pour la défendre, non à un autre titre.* » C'est évident, en prenant son engagement à la lettre. Mais devait-il subir les injonctions du gouvernement passé aux mains de forcenés, quitte à faire table rase des droits de l'humanité ? Le cas ne se résout pas si facilement.

Florence comptait deux partis, sur trois, opposés à l'irrémissible. D'abord les Palleschi, bien entendu ; puis les Piangoni qui, après avoir de leur mieux servi la République, prétendaient ne pas suivre les « enragés » jusqu'au suicide de la patrie. Il est même à noter que les citoyens se détachaient en grand nombre du parti violent, par cette considération. Ceux-là comprenaient que la destruction de Florence ne sacrifiait pas moins la Liberté qu'une honorable capitulation.

Mais ce n'est pas là raisonnement d'exalté ; pour lui, la perte du pouvoir vaut bien les horreurs d'une prise d'assaut. Une part des responsabilités incombait à Malatesta, lequel n'envisageait pas la catastrophe avec la même sérénité. Il faut convenir que la question n'était pas pour le général d'être ou de n'être pas coupable, mais d'opter entre deux culpabilités. Si, conscient de la catastrophe, il ne fait rien pour l'empêcher en se cantonnant dans l'exécution de son mandat, évitera-t-il les diatribes ? C'est peu probable ; ses détracteurs modifieront simplement leur thème.

Il semble au seigneur pérousin qu'une résistance opiniâtre, traînant les choses en longueur, pourrait seule donner un résultat. C'était affaire d'approvisionnements. Faute d'un succès impossible, on userait peut-être ainsi la ténacité de l'assiégeant dont la cohésion n'était pas le fort. Ne ferait-on même que gêner les desseins de l'empereur et du Pape, leurs conditions pourraient s'adoucir d'autant ! Mais ce plan impliquait des sorties tentées au bon moment et calculées de façon à ne point gaspiller les forces des assiégés. Il suffirait d'une seule, poussée trop à fond, pour que les Florentins, tombés dans le vide, vissent leur retraite coupée. Ni Français, ni Vénitiens n'attendent le moment de leur donner la main ; toute armée de secours est problématique.

Voilà ce que la République ne devrait, en aucun cas, perdre de vue. Perrens en convient, quand Baldassare Carducci et la Seigneurie prétendent convaincre le général de l'opportunité des sorties. Secorder Ferruccio paraît très bien en théorie ; mais peut-être Malatesta émettant ses objections « *avait-il raison* » et « *eût-on couru à un désastre* » ?

Cette question des sorties sera, au cours du siège, le cauchemar perpétuel. Malatesta en commande-t-il, pour tenir les vieux routiers en haleine et aguerrir les jeunes milices ; on clabauda aussitôt. Ce moyen d'éviter la démoralisation, plus funeste que les armes de l'ennemi, est déclaré prétexte ; le général veut détruire les troupes en détail et amuser le peuple. C'est un traître.

Piqué au jeu, Malatesta refuse les mêmes sorties réclamées à grands cris par les habitants ; c'est alors un traître également ; même s'il juge, lui chef, ces affaires sans autre résultat possible qu'un sacrifice de combattants. En fait, il se prêtera presque toujours à ces expéditions, qu'il en conteste ou non la nécessité. Il saura même y payer de sa personne. Donc, si leur général agit à contrecœur, les Florentins n'obtiendront pas moins des succès de détail. Mais Malatesta devait-il céder à l'opinion au point d'engager à la légère de grandes batailles et de risquer le tout pour satisfaire le parti avancé ?^{219/1}

Jamais, objecte-t-on, il ne fut dévoué à Florence dans le sens vrai du mot. C'est exact ; mais ce n'est pas un crime. Malatesta, étranger à la cause qu'il défend, ne saurait ressentir l'élan qui empêche l'examen réfléchi des situations critiques. Il sert « *dans son intérêt propre de seigneur* », lequel n'est pas « *toujours d'accord avec celui des Florentins* » ; disons simplement des « Enragés ». Et si la ruine de Florence entraîne celle du général et met Pérouse dans les plus grands embarras, il y a matière à réflexion pour le seigneur du lieu. Il sera disposé à favoriser les vues des modérés et prêtera aux soupçons des autres.

Pourtant, quiconque, parmi ces derniers, est susceptible de penser, comprend que le triomphe de Florence et de la Liberté est matériellement impossible ; de là, les vœux de tant de citoyens pour le succès des tentatives pacificatrices dont s'occupera Malatesta. Il s'est quelque peu engagé à défendre l'ensemble de la population ; s'il est répréhensible sous ce rapport, son tort, peu dissimulé en tout cas, incombe pour une bonne part au système des condottas qui condamne un général à se perdre pour l'amour-propre étranger.

*
* *

Sur ces entrefaites, l'évêque de Faënza, Pio de Carpi, pénètre en ville (**27 déc. 1529**). On le dit envoyé par le Pape à titre de commissaire apostolique. Il y a eu, évidemment, entente avec Malatesta, aussi bien qu'avec la Seigneurie du reste, car l'évêque loge dans le palais même du général et y séjourne deux semaines. Les Enragés ne sauraient tolérer une pareille démarche. Ils agissent facilement sur un peuple exaspéré de misère et de méfiance. Le prélat, sachant sa présence de notoriété publique, continue ouvertement les pourparlers engagés avec Malatesta et les Dix de la guerre ; à ces derniers, il ne cesse de conseiller l'entente avec Clément VII. Plus tard on avancera sans preuves que Pio de Carpi « *n'est venu que pour corrompre son hôte* », ce qui supposerait que cet hôte ne l'était pas déjà. Au fond, pour admettre l'influence du prélat sur les opérations de guerre, il faut oublier que les avis des capitaines cadraient avec ceux de leur général.^{220/1}

*
* *

De plus en plus s'accroît la répugnance de Malatesta à supporter la suprématie nominale d'Ercole d'Este, quand lui seul fait face à l'ennemi et endosse les responsabilités. La paix de Bologne vient d'être proclamée (**1^{er} janv. 1530**) ; elle précipite encore le dénouement en permettant à 20.000 Allemands ou Espagnols de renforcer les lignes qui étreignent Florence. C'est le moment, ou jamais, de conférer à Malatesta le grade suprême. Non Seulement Ercole d'Este (dont l'engagement n'expire qu'à la fin de 1530) ne donne pas signe de vie, mais il s'obstine à palper par procuration l'argent des malheureux assiégés, même après que son père, Alfonso duc de Ferrare, s'est soumis au Pape et à l'empereur. Le duc a cédé : au premier, Cervia et Ravenne, et au second, ses possessions dans le Napolitain (**23 déc. 1529**). On pouvait s'y attendre ; Alfonso avait donné sa mesure en faisant arrêter les délégués de Malatesta. Il abandonnait allègrement la Ligue et renchérisait sur son parjure à l'égard de la Seigneurie, en envoyant aux coalisés 2.000 sapeurs et 4 pièces d'artillerie pour activer le siège, mesure complétée par le rappel de la cavalerie fournie aux Florentins lors de l'engagement d'Ercole.

La présence, même nominale, de ce dernier à la tête des assiégés devient une bouffonnerie lugubre. Cependant Malatesta affecte de se tenir sur la réserve. « *Je suis soumis au Roi de France, c'est lui qui m'a envoyé ici.* » Telle est sa réponse aux importuns. Que ne força-t-il cette extrême circonspection dont parle Varchi !

^{219/1} A ce sujet, Bonazzi donne à l'examen des faits le pas sur ses habituelles critiques. Il ne peut, écrit-il, s'empêcher de lever les épaules en voyant les tacticiens de rencontre, tels que Varchi, Segni, Nardi et Guicciardini, rivaliser d'explications sur les sonneries de retraite ordonnées par Malatesta. Suivant eux, elles empêchaient non seulement la victoire, mais la clôture des hostilités. « *Nous ignorons vraiment si cette sonnerie peut surprendre davantage que l'inlassable docilité de tant d'officiers expérimentés envers un chef dont ils se méfient, ou que l'inconcevable apathie de ce chef, en supposant qu'il laisse volontairement échapper la victoire quand ses Pérousins et ses Corses besognent Si bien à leur poste..., etc.* » Bonazzi admet d'autant moins les rectifications des stratèges en chambre, qu'aujourd'hui encore les batailles sont contées de façons fort diverses par les militaires qui en furent témoins. Et voilà Donato Gianuotti, secrétaire de la République, et l'écrivain Busini, qui font pièce contre Malatesta de tous les cancons populaires, sans oublier les ferments d'envie. On conçoit vraiment leur valeur technique ! « *Et il y a pis encore. — Les accords de Barcelone et de Cambrai contraignaient de plus en plus les Florentins à céder. Cependant, si le Roi chevaleresque, après avoir signé une paix honteuse en ne pensant qu'à lui-même, continuait à exciter les Florentins qu'il souhaitait obstinés à fond et, vis-à-vis d'eux, s'engageait à une nouvelle campagne ; s'il faisait joindre à ses messages prometteurs des envois d'argent ; si ces assurances ne devaient pas être fausses et mensongères ; qui sait, alors, si Malatesta n'eût pas trouvé là celle belle et grande occasion de transmettre à la postérité un nom béni et honoré, sans perdre la souveraineté de Pérouse ?* »

^{220/1} Du reste, Clément VII niera avoir envoyé l'évêque de Faënza. Celui-ci n'est-il donc venu que pour compromettre Malatesta ? auquel cas il n'y aurait eu, d'après Perrens, « *qu'à renvoyer cet agent de discorde.* »

Aucun chef, pas même Stefano Colonna, ne contestait son droit au bâton de capitaine-général. Colonna avait ses clients, mais leurs propos frondeurs n'allaient pas jusqu'à le désigner lui-même ; ce petit clan s'appliquait simplement à faire ressortir le triste état de santé de Malatesta. Remarque fondée, du reste. Elle ne pouvait pourtant altérer la confiance du seigneur pérousin dans une nomination inévitable. Il disposait du gros des troupes ; de plus, les diverses factions florentines approuvaient, en somme, sa candidature. Le général ne s'était inféodé à aucune d'elles ; étranger, il devait, dans la mesure du possible, se concilier toutes les sympathies. S'il usait, dans ce but, de raisonnements appropriés à chaque parti, c'était dans son rôle. Il plaisait aux amis des Médicis en justifiant la politique pontificale, seule en mesure de régler le conflit ; les Libéraux et les neutres appréciaient ses recommandations pacifiques et ses théories de gouvernement par une élite ; enfin, les paroles de Liberté qu'il savait prodiguer à l'occasion, étaient bien accueillies par les Enragés.

A ce sujet pourtant, un témoignage d'approbation enthousiaste est intéressant parce qu'il émane d'un personnage appelé à s'illustrer au cours du siège : Francesco Ferruccio. L'énergie, le caractère et le patriotisme feront de ce marchand, transformé en capitaine, l'une des principales figures de l'époque. Il déplut d'abord aux soldats, surtout comme intrus parmi eux ; mais cette prévention va disparaître quand ses hommes l'auront vu au feu. Informé de la décision de la Seigneurie au sujet du général, il écrit aux Dix, le 5 février 1530 : « *Je suis très heureux de la remise du bâton au Seigneur Malatesta, parce qu'en vérité sa loyauté ne méritait pas moins. En raison des fatigues endurées et de son absence de chez lui, il est nécessaire que la Seigneurie le récompense d'une manière perpétuelle jusque dans ses enfants, comme exemple de ce que peuvent espérer ceux qui servent avec droiture et talent.* » (v. Perrens, etc.) L'assentiment de ce patriote peut contrebalancer, dans une certaine mesure, les insinuations attribuées à Michel-Ange, alors déserteur. Du reste, Sismondi, fort prévenu contre le général, résume l'impression du public sur sa nomination, en déclarant qu'il fut choisi « *quoique affaibli et presque estropié par de longues maladies. Il n'était pas moins distingué, ajoute-t-il, par son courage que par son talent militaire... Il avait servi avec distinction dans les armées vénitienes ; il savait se faire aimer et respecter des soldats, tout en les maintenant sous une sévère discipline, et encore que l'expérience prouvât ensuite qu'il préférait son intérêt personnel à son devoir, il eut, même en manquant au dernier, des ménagements avec son honneur, objet que les condottieri négligeaient le plus souvent.* » Busini (agressif jusqu'au pamphlet) n'est pas moins affirmatif : « *Il n'était monté subitement, écrit-il, que par son mérite ; car, parmi les mercenaires, il y en avait peu qui le valussent, et c'est seulement plus tard qu'il se montra atteint de ce vice de trahison presque général chez tous ceux qui font la guerre pour de l'argent.* »^{221/1}

On peut attribuer à un état de santé déplorable l'atonie intermittente de Malatesta. Entre les crises de son infirmité, le malade vaquait difficilement aux accablantes occupations de sa charge. C'était le châtement d'anciens écarts de conduite ; malgré cela, ses adversaires insistent un peu trop sur l'origine du mal. La débilité reprochée ne résultait pas en tous points de la dissipation ; les blessures y contribuaient.

Dès sa jeunesse, Malatesta avait été très éprouvé comme soldat. Que son état se soit beaucoup aggravé, par suite de torts inexcusables, c'est certain ; mais il est difficile d'opposer à son cas celui de nombreux contemporains (et non seulement des militaires), pouvant offrir quelque contraste. Malatesta payait ses frasques ; d'autres, non moins coupables, furent épargnés. Voilà la différence ; elle n'est pas la seule. Tous ces amateurs de plaisirs faciles n'avaient pas été laissés pour morts sur le champ de bataille ; l'organisme de tel ou tel d'entre eux, plus longtemps indemne, permettait de farouches pudeurs. Elles n'excluaient pas quelque tartuferie.

Acceptons le blâme que réserve Perrens aux malsaines libertés prises par Malatesta, mais sans trop scruter sa logique. Le même historien traite en effet Pio de Carpi, l'évêque de Faenza, de « *prélat bien singulier ; car, en ce siècle de mœurs impures et cyniques, il se vantait d'être vierge !* » Comment condamner ensuite, si lestement, un habitué des camps, coupable de n'avoir pas fait concurrence au prêtre injustement bafoué ?

*
* *

Malgré la santé chancelante de Malatesta, le conseil des Dix et celui des Quatre-Vingts décident de lui remettre le bâton. L'imminence du péril fixe un tel choix ; Varchi le déclare. Plus tard seulement, on évoquera les capitaines décédés avant le siège et qui eussent tout sauvé ; naturellement.

Les magistrats florentins spécifient qu'en s'en remettant à Malatesta pour défendre la République et la Liberté, ils n'ont « *pu mieux confier un tel fardeau, sur de plus dignes épaules que celles de cet illustrissime Seigneur* », car ils en ont apprécié « *naguère et surtout dans le présent siège, les vertus aussi élevées que nombreuses* ». Malatesta ratifie cet engagement (15 janv. 1530) dont les conditions sont sérieuses. Comme capitaine-général, il devra marcher en personne, même contre le Siège Apostolique et Sa Majesté Très-Chrétienne. 200 hommes d'armes sont placés sous ses ordres directs avec provision de 100 florins ; lui-même touche annuellement 9.000 florins de carlins et commande aux 17.000 soldats prétendus disponibles d'après le relevé fait le 11 janvier. Ce chiffre doit être augmenté ; mais les mesures traîneront non moins que les préparatifs d'armement. A peine pourra-t-on mettre sur pied 10.000 miliciens. Avant d'en venir à cette

^{221/1} Busini s'en tire avec deux omissions. Il n'explique pas comment un étranger pourrait faire la guerre sans compensation, et ne reproche pas à ses concitoyens d'avoir trop longtemps évité les dangers et les fatigues du métier militaire, en payant des gens pour s'exposer à leur place.

pénible constatation, Florence fête son nouveau capitaine-général (**26 janv. 1530**). Le Lion d'airain, emblème du parti Guelfe, le fameux « *Marzocco* », comme on l'appelle, est ceint de la couronne d'or réservée aux jours de grand festival. Les troupes de toutes armes font cortège à Malatesta, depuis son palais jusqu'à celui de la Seigneurie. Le général, vêtu de somptueux habits, est coiffé de la sobre barrette de commandement, ornée d'une médaille où se lit ce seul mot : *Libertas*. En grande pompe, Raffaele Girolami, le gonfalonier, présente à l'élu le bâton, le heaume, l'étendard. Et, du haut de la Ringhiera où se pressent les Seigneurs, il le complimente en termes pompeux :

« Le même motif, très illustre et Valeureux Seigneur, qui déjà conseilla à notre haute et noble République de remettre, avec tant de confiance, en tes invincibles mains, le commandement de tous ses gens d'armes, tant à pied qu'à cheval, l'incite, aujourd'hui encore, à placer avec la même confiance et dans les mêmes mains, non seulement le commandement, mais la complète autorité, toute la puissance et la seigneurie ; l'absolu arbitrage, en un mot, et l'entier gouvernement de ces mêmes troupes. En plus, elle te donne le soin et la garde de toutes ses forteresses et munitions avec l'appellation et le titre de capitaine-général, comprenant tous honneurs, grades, prééminences et émoluments dont jouissait auparavant le seigneur D. Ercole d'Este, tant qu'il fut notre général. Ce motif ne réside pas dans la noblesse de ta très illustre Maison dont sont sortis autant de généraux que de sujets, ni dans les graves injures que tu reçus, ainsi que tes ancêtres, de nos communs ennemis [— suit le rappel du « Magnanime et valeureux Giovan-Paolo Baglioni » exécuté, à Rome, par ordre de Léon X], mais bien uniquement dans ta valeur hors de pair, ton éminente vertu et la confiance que tout ce magnifique et généreux peuple florentin eut en ton honneur. Cette confiance s'impose à ce point, que l'exemple le plus récent d'une perfidie manifeste n'a pu l'altérer. Si D. Alfonso d'Este nous a trahis en violant sa foi et ses promesses, un tel exemple ne sera pas suivi par le seigneur Malatesta Baglioni. Et en vérité, s'il nous est impossible de contester que cette cité entière ne soit très grandement l'obligée de ta valeur, puisque tu l'as si bien gardée et défendue, avec autant de prudence que de courage, contre une armée aussi nombreuse que puissante ; de ton côté, tu ne dois pas renier tes engagements envers notre ville. Elle a placé et confié ce qu'elle place et confie plus encore de nouveau en ta volonté et ta puissance : non seulement la fortune et la vie, mais encore l'honneur de ses habitants, celui des enfants et des femmes, celui de ses descendants. Elle t'a donné toute facilité pour montrer, à défaut des forces d'un corps si entraîné par l'exercice, et d'une si robuste constitution, bien qu'il soit aujourd'hui aussi débile qu'infirme par suite d'une longue et pénible maladie dans un âge peu avancé ; pour montrer, dis-je, la vigueur et l'élan du cœur et prouver à tous, en un mot, combien grandes sont ta fidélité, ta science, ton expérience de l'art militaire, et par là même rendre ton nom et celui de la Maison Baglioni très glorieux et très célèbre dans tous les siècles et chez tous les peuples, et l'immortaliser enfin dans le cœur des hommes qui, sans cesse, l'exalteront dans une perpétuelle acclamation. »

Girolami intarissable continue d'enfler ses périodes. Il promet à Malatesta une place de choix au-dessus des Decius, Claudius, Fabius et autres héros en « us » parmi lesquels tranche honorablement le nom des Scipions :

« Reçois donc, Illustrissime Seigneur ; reçois, très valeureux guerrier, très preux champion, et notre invincible général, reçois sous d'heureux auspices pour toi, comme pour nous, de moi-même, gonfalonier de cette illustre et haute Seigneurie, au nom de tout le magnifique et généreux peuple florentin, ce gonfalon et cet étendard carré où figure le lys, ce heaume qu'émaillent aussi les lys, armes de la commune de Florence, et ce sceptre de sapin rude et rugueux, en signe, selon notre antique coutume, de ton autorité et commandement sur toutes nos troupes, munitions et forteresses ; te souvenant que ta renommée ou ta honte éternelle réside, en même temps que notre salut ou notre ruine, en ces insignes que tu vois là ! »

Malheureusement pour Florence, l'alternative se réduisait à obtenir son salut par des pourparlers ou à encourir la ruine.

Bien entendu, les appréciations des citoyens varient au sujet de cette remise du commandement. La majorité est favorable, et Alexis Lapaccini, secrétaire de la République, se charge par sa harangue de donner à cette appréciation l'ampleur convenable. Les vertus du « *Très illustre Prince et très réputé Général* » (*Illustrissime Princeps et Florentinae militiae Imperator clarissime*) mises en relief émergent d'interminables développements.^{223/1}

^{223/1} Notons un exposé des origines de la Maison Baglioni, donnant l'idée de l'opinion en cours à cette époque. Le premier Baglioni, venu avec Frédéric Barberousse en Italie et laissé par lui dans Pérouse à titre de Vicaire Impérial, est nommé Otto. Ce nom correspond bien à celui de l'aïeul direct de Malatesta, cité officiellement, en 1260, dans les Annales Décemvirales de Pérouse. Otto était le grand-père de Baglione « dei Baglioni ». Les ascendants de ce premier membre de la famille remonteraient à Godefroid de Bouillon dont l'orateur célèbre la gloire. Après quelques effets de rhétorique concernant le rang suprême occupé dans Pérouse par les Baglioni, Lapaccini passe en revue les sujets marquants de cette même famille Malatesta (Ier) et ses succès à la tête des armées pontificales ; le Pape lui a concédé plusieurs cités du Pérousin ; Rodolfo, signalé par ses commandements militaires, au cours desquels il soutint la cause florentine ; Malatesta (III) bataillant jusqu'à la mort sur le territoire vénitien ; Giovan-Paolo (Ier), illustre général dont Florence a des raisons particulières de se souvenir, car il commanda ses armées. L'orateur ne peut oublier Orozio (II), le propre frère de Malatesta auquel il s'adresse, et le lui montre « *comme du doigt* » (*quasi digito ostendisse*), rappelant les services rendus par Orozio à la République

Après citation des principaux personnages de la Maison Baglioni, l'orateur, s'en prenant à Malatesta lui-même, rappelle sa conduite à Ravenne où, couvert de blessures, il était tombé au milieu des corps de ses soldats. Il vante son courage sur le territoire vénitien, son succès à Lodi, son mérite démontré par la défense actuelle de Florence. Ce déluge de latin fut renforcé un moment par une pluie battante ; bon ou mauvais présage, suivant les dispositions des auditeurs. En résumé, après ses protestations d'absolue confiance et ses éloges dithyrambiques, la Seigneurie était peu qualifiée pour contrecarrer les avis de son général. Les discours une fois terminés, Malatesta déambule par la ville, à cheval, escorté de la plupart des capitaines et des soldats. Il regagne enfin le palais Seristori, où il réside, près de la colline de San Miniato ; bien posté là, pour surveiller le quartier d'outre-Arno, le plus menacé.

*
* *

A partir de cette période du siège, les dernières illusions de Malatesta vont disparaître. Il devrait donc, plus que jamais, résigner ses fonctions et quitter cette ville dont personne, en fait, ne saurait assurer la sauvegarde. Si les intérêts des Pérousin et des Baglioni exigent la présence du général au dénouement du drame, c'est là un point de vue particulier, sérieux à la vérité, mais qui se transformera en grief fondé contre le fils de Giovan-Paolo. Sa cause s'en trouverait compromise absolument, si le nœud de la question n'était ailleurs.

Peu avant sa nomination au grade suprême, le seigneur de Pérouse recevait, ainsi que Stefano Colonna, des injonctions secrètes, mais pressantes, de la part du Roi de France. François Ier tenait absolument à voir Malatesta continuer sa condotta « *en attendant les secours annoncés* ». Ainsi, malgré les contradictions voulues, ceux qui maudissent le général comme ayant continué d'exercer son commandement sans se leurrer sur le résultat ; ceux qui lui reprochent l'accord, fatalement conclu à la fin, ignorent ou préfèrent « ignorer » les raisons déterminantes de son attitude. Ils ne sauraient oublier que Malatesta devait à François Ier, protecteur attitré de la République, sa situation à la tête des troupes florentines. A les entendre, le général n'avait plus qu'à disparaître. Vraiment ? mais à qui attribueraient-ils ensuite l'absence des secours français ?

Nous avons vu Pio de Carpi, installé chez Malatesta au sud de tout Florence, conseiller à la Seigneurie de s'aboucher avec le Pape. On escompte de bonne source les dispositions de Clément VII, et le général appuie cette proposition ; il a même observé qu'en refusant en temps opportun des conditions avantageuses, ou tout au moins acceptables, « *on s'exposait à subir plus tard celles qu'il plairait au vainqueur d'imposer* ».

C'était clair ; le gonfalonier Girolami n'a pu avoir le moindre doute sur l'opinion du seigneur, puisqu'à l'occasion ce dernier s'en est ouvert à lui-même. « *Vous savez, a-t-il dit, Messire Raffaele, que mon père a été tué par ordre de Léon X et que, pour mon compte, j'ai de multiples raisons de considérer le Pape Clément comme mon plus grand ennemi, ainsi que la Maison de Médicis, ce qui n'est pas peu dire. Je n'en tiens cependant pas moins à vous répéter qu'il ne vous reste aucune chance de salut si vous vous refusez à une entente. Car si moi-même, homme de guerre, n'ai su, ni pu, à la tête de vos fanti, défendre Pérouse, vous serez dans le même cas pour Florence. De là, mes instances pour que vous vous arrangiez au mieux avec le Pape, dont vous obtiendrez, je crois, de bonnes conditions et un accord acceptable* » (v. Vermiglioli, citant Busini).

Voilà comment la Seigneurie, avant de confier le bâton à Malatesta, était fixée sur sa façon de penser. Elle la partageait même, car ses membres, en proie à une émotion très compréhensible, avaient soumis au grand conseil, dès le 6 janvier (1530), la proposition d'envoyer une nouvelle ambassade à Clément VII désireux d'entamer des pourparlers. L'avis favorable était passé à une forte majorité. Quand Girolami remettait officiellement les insignes du commandement au capitaine-général, les deux ambassadeurs marchaient déjà vers Bologne.

L'un et l'autre : Lodovico Soderini et Andreol Nicolini, réputés pour leur attachement à la République et leur parfaite honorabilité, avaient reçu un mandat comprenant trois points principaux : sauvegarde de la Liberté, revendications territoriales, maintien de la forme actuelle du gouvernement. Malheureusement, ce dernier point annihilait toute entente et compromettait absolument le résultat de la démarche.

Dès son arrivée à Bologne, la délégation est houspillée par les employés des gabelles. Admise enfin devant Clément VII, elle fait adopter les deux premières propositions de la Seigneurie, mais se heurte à un refus formel quant à la troisième. Suivant le Pape, le pouvoir est actuellement, dans Florence, aux mains d'un gouvernement sans foi, passionné et assassin. Le Pontife nie avoir envoyé Pio de Carpi, ce que Cherubino Furtini, membre de la mission, conteste aussitôt « *au nom des Seize Gonfaloniers* ». Naturellement, Clément VII s'en trouve froissé. A quoi servira-t-il ensuite aux ambassadeurs de présenter des lettres de créance à quatre cardinaux ? Les prélats se cantonnent dans de bonnes paroles. Même attitude de la part des cardinaux florentins : Médicis, Soderini, Salviati, Gaddi, qui ajoutent seulement l'expression de leur infructueuse commisération. Vainement, l'ambassade tente une seconde démarche près du Pape (**25 janv. 1530**). Celui-ci estime avoir témoigné une bienveillance marquée en sollicitant l'envoi de cette délégation ; elle lui a soumis un exposé bien fait vraiment pour le mécontenter. Aussi s'élève-t-il en amères paroles contre les assiégés. Clément VII va jusqu'à enjoindre à ses interlocuteurs d'insister près de Malatesta, pour qu'il cesse de concourir à la défense de Florence et s'éloigne au plus tôt.

florentine jusqu'à sa mort glorieuse au siège de Naples. « ... *l'on peut soutenir, remarque t. il, que cette mort entraîna la levée du siège, et changea la fortune des Français.* »

Désespérés, les délégués se raccrochent aux ministres de l'empereur. C'est encore pis, de ce côté ; ils apprennent que Charles-Quint est décidé, en cas d'échec de ses troupes, à mettre sur pied une seconde armée. Cette déclaration fixe la situation ; il sera impossible aux « Enragés » de bonne foi de ne pas s'en pénétrer. Tout d'abord cependant, les ambassadeurs masquent leur déception par une contenance appropriée, dont ils n'ont pas lieu de se féliciter. « Plutôt raillés que ouïs », narre Varchi, ils regagnent Florence où les opposants à toute tentative conciliatrice triomphent bruyamment. Pour ces derniers, le souci des responsabilités ne compte pas.

Certes, leurs panégyristes s'étendent sur la pénurie, l'énerverment et la dislocation latente des bandes assiégeantes. Quoi qu'il fût de ces difficultés, elles ne pouvaient leurrer tout homme de bon sens contre la volonté du plus puissant monarque contemporain, maître de la moitié de l'Europe et de toutes les Indes. Ce potentat garantissait renforts et argent, alors que Florence, tenaillée par des misères non moins sérieuses, se voyait assurée du plus complet abandon.

Telle était l'inégalité entre les belligérants ; elle fixait le dénouement, sans recours possible. Les clabauderies de parti n'y pouvaient rien.

Sur ces entrefaites, un envoyé de François Ier pénètre en ville ; c'est Mgr de Clermont, porteur d'ordres officiels. Le Roi fait spécifier à Malatesta et à Stefano Colonna d'abandonner le service florentin ; il s'excuse près du gouvernement, qu'il a sacrifié dans son traité avec l'empereur, et lui conseille de s'en remettre à ce même Charles-Quint pour tout litige avec le Pape, sauf au sujet de la Liberté. En même temps, le seigneur de Velly, délégué du Roi à Florence, est révoqué. Au premier abord, cette mission de Mgr de Clermont paraît d'une absolue netteté. Mais il y a un second abord ; c'est même le seul sérieux : François Ier n'engage Malatesta et Colonna à résigner leurs commandements que pour leur enjoindre le contraire, en sous-main. Et ceci continue à démontrer l'impulsion du monarque français dans les faits et gestes de Malatesta.

Le roi-chevalier, favorisé des bonnes grâces de Clément VII et de Charles-Quint, avec lesquels il échange d'aimables pourparlers, pousse Malatesta à leur ménager des embarras devant Florence. La révocation du délégué français n'est pas plus sincère. Elle masque l'entrée en scène d'un agent secret du Roi qui relèvera les courages par de nouvelles promesses ; Florence peut y compter sitôt que la rançon de François Ier sera payée et que ses fils lui auront été rendus... Et pendant que le porte-parole remonte le moral des assiégés, son maître interdit aux commerçants florentins fixés en France d'envoyer des fonds à leur patrie en danger.

En un mot, la République est frappée au cœur. Son protecteur trompe en même temps qu'elle le Pape, l'empereur et Malatesta.

Le capitaine-général devait avoir quelque embarras à se pénétrer des injonctions contradictoires, non seulement de François Ier, mais de Clément VII. S'il faut en croire Varchi, le Pontife n'aurait intimé au seigneur de Pérouse l'ordre de quitter Florence que pour le presser officieusement d'y rester ; alors, le condottier n'avait plus qu'à tirer lui-même son épingle d'un jeu aussi truqué.

L'amoncellement des difficultés, loin d'assagir le parti des Enragés, le précipite dans l'intransigeance absurde ; le condottier pérousin en a été pour ses exhortations. Du reste, les capitaines, empoignés comme lui par le souffle de la résistance, se sont réunis dans l'église Saint-Nicolas où, après la célébration d'une messe solennelle, chacun jure sur l'Évangile de défendre la Cité jusqu'à la mort. Malatesta et Colonna, présents à cette cérémonie, veulent fermer les yeux à l'évidence. Dans l'emballement momentané, nombre de citoyens se reprennent à espérer le secours français. Lodovico Alamanni, délégué florentin à la cour de François Ier, ne vient-il pas de transmettre de nouvelles assurances ? Elles serviront tout au moins à la réélection de Raffaele Girolami comme gonfalonier pour mars et avril (1530). Réplique au couronnement de Charles-Quint par Clément VII qui vient d'avoir lieu à Bologne (24 fév.).

C'est dire que la coalition contre Florence fait ses preuves ; elle rend une nouvelle opportunité aux exhortations dont les assiégés sont gratifiés. On leur montre toujours la victoire en perspective, et un certain Benedetto de Foiano se distingue tellement par la chaleur de sa parole, qu'il lui en cuira au dénouement.

Cependant de fréquents contacts entre belligérants se succèdent, pendant février et mars, en deçà et au delà de l'Arno. Ils montrent, de la part des assiégés, plus de courage que de discipline. Un jour (11 fév. 1530), l'officier Anguillotto, de Pise, tente avec de solides compagnons une sortie du côté de San Gervasio. Le prince d'Orange aperçoit le groupe et fond sur lui, avec des forces quadruples. Anguillotto se défend, mais il tombe, et Buti, l'un de ses collègues, meurt à ses côtés. Alors Jean de Vinci, l'officier chargé de la garde de la porte Sante Croce (par laquelle s'était faufilée la petite troupe) s'élance avec un camarade pour secourir ses amis. Trop tard ; Philibert a déjà repassé l'Arno. Or, Malatesta apercevait, juste à ce moment, la débandade des Florentins : 140 sur 500 d'entre eux mordent la poussière. Il ne reste du bataillon que 80 hommes absolument valides. Le capitaine-général ne plaisantait pas sur la discipline ; on le constatait d'après la tenue de ses soldats. Il est fort mécontent. Non seulement des subordonnés ont transgressé ses ordres en risquant cette expédition en amateurs mais Jean de Vinci s'est permis d'abandonner son poste. Il faut un exemple : qu'on étrangle le coupable ; la corde est prête. Heureusement que Vinci, prévenu, peut se blottir dans San Salvio.

Le premier moment d'humeur passé, Malatesta fait grâce à l'infortuné, mais il le casse de son grade qui échoit à Francesco Segni. Bien entendu, la sévérité du général pour les faits d'indiscipline ne l'empêche

pas d'apprécier à sa valeur un coup d'audace mené avec intelligence et opportunité. Il fait remettre dix écus d'or à un soldat qui s'est adroitement faufilé jusqu'au camp impérial, où il a pris un drapeau.

Mais comment ne pas tenter d'enrayer ces sorties partielles, exécutées suivant le caprice de tel ou tel officier ? En un seul jour (**28 fév.**), on se bat, hors les murs, sur trois points à la fois : à San Gallo, au Prato et à San Giorgio. Les Florentins, ainsi éparpillés, ont le dessous et perdent quelques officiers distingués. On priaît pour eux en ville, non moins que pour le succès des armes de la République ; de longues processions sillonnaient les rues, pendant qu'au loin tonnaient les salves de l'ennemi annonçant l'arrivée de la solde. Il n'en paraissait pas moins évident que toutes ces escarmouches, menées sans ordre, coûtaient cher sans aucun résultat. C'est pourquoi les commissaires adoptent les vues de Malatesta et se réclament de son autorité ; celui-ci ne demandant qu'à intervenir, défend absolument les sorties. Les miliciens indisciplinés ne tarderont guère à passer outre. La jeunesse, avide d'émotions, cherche à secouer d'une autre manière la torpeur du siège et s'en prend aux Florentins de la faction Médicis, qui servent sous la bannière impériale. Un défi, lancé dans les formes, avec l'autorisation d'Orange et de Malatesta, est soutenu avec énergie par deux champions de chaque parti. Le combat reste indécis (**12 mars 1530**).

*
* *

Mais le capitaine-général s'est résolu à un effort sérieux ; il va lancer, de plusieurs points à la fois, ses colonnes d'attaque, fortes de 1.800 fanti. L'ennemi eut-il vent du projet, et cela par un transfuge pérousin ? Quoi qu'il en soit, les Florentins trouvent à qui parler. Un terrible corps-à-corps s'engage, au milieu duquel les arquebuses sont brandies comme des massues. L'affaire tourne finalement à l'avantage des assiégés (**21 mars**), qui se signalent encore avec succès dans deux nouveaux combats (**23 et 24 mars**).

La canonnade ennemie continuait sans cesse, mais sans grand résultat. A peine les boulets ont-ils pu ébrécher la seule tour conservée dans Florence, près de la porte San Giorgio. Combien les habitants déplorent la destruction des autres tours qui auraient pu si aisément contrarier les travaux de l'ennemi !

Une nouvelle constatation s'impose ; les assiégeants, si prodigues de coups de canon, ne cherchent nullement à préparer de nouveaux assauts. Dès lors, le plan d'Orange est clair ; il se bornera à affamer la ville. Déjà les privations y sont réelles ; la viande, devenue rare, est réservée aux combattants. En regard de ces misères, de plus en plus aiguës, la volonté de Clément VII ne faiblit pas.

C'est pourquoi François Ier, embarrassé par sa conduite à l'égard des Florentins, députe au Pape l'évêque de Tarbes pour plaider leur cause. Vraiment, après les accords de Barcelone, de Cambrai et de Bologne, pareille intervention devient une plaisanterie d'un goût contestable. Le prélat, renseigné sur place, ne doute pas un instant de l'appui impérial assuré au Pontife, et comprend qu'aucun sacrifice pécuniaire ne sera épargné. Clément VII proteste de ses bonnes intentions ; il ne désire pas la ruine de Florence, « *mais ne peut abandonner ceux qui se sont exposés pour lui* ». Constatant l'inutilité de ses observations, l'évêque de Tarbes en vient à proposer la médiation directe du Roi ; on devine le succès d'une telle ouverture.

Au cours de ces pourparlers, les Florentins supportaient crânement les privations. Le Samedi saint, Malatesta a fait tuer un âne et convie à sa table ses amis et les membres de la Seigneurie pour manger ainsi l'« agneau » pascal. Dans la ville surexcitée, les rixes et les meurtres se multiplient, pendant qu'au dehors reprend la série des escarmouches interdites ; elles réussissent le plus souvent, mais ne sont d'aucune conséquence contre un ennemi résolu à réduire la place par la faim.

Francesco Ferruccio s'est mis de plus en plus en évidence par le brio de ses opérations. Ayant attaqué Volterre, qui venait de secouer le joug de Florence, il châtie rudement les révoltés après une victoire disputée (**26 et 27 avr. 1530**). Ce point est l'un des plus importants de la campagne en cours ; il immobilise de nombreuses forces impériales. D'autre part, Ferruccio ne peut que difficilement mettre sa conquête en état de défense, étant donnée la haine des habitants contre la Seigneurie. Tout le mois de mai se passe en engagements aux alentours. Certes, le patriotisme suscite le courage et la résolution ; mais il ne saurait improviser la science ni la tactique. On le constate par la lourde faute que commet Ferruccio en abandonnant Empoli, « *forteresse avancée de Florence* ». Lui-même reconnaîtra, trop tard, combien cette place était facile à défendre : il eût suffi de la garnir des troupes nécessaires pour prendre les Impériaux entre deux feux, en combinant une action avec la capitale. Justement, Malatesta ne s'était prêté aux sorties que du côté d'Empoli, parce que cette ville tenait encore. « *Avec ce point d'appui, une diversion pouvait être utile ; ailleurs, non. Que tenter contre 28.000 fanti et 2.800 chevaux ? Savait-on seulement que le Pape tardait à les payer ou qu'enfin il avait effectué les paiements en retard ?. Supposons même une victoire qui eût dispersé les Impériaux : elle n'eût fait qu'appeler les vengeances de l'empereur. Malatesta n'avait donc pas tout à fait tort.* » (Perrens)

En d'autres termes, s'il n'était nécessaire d'accuser le général, celui-ci n'aurait pas tort du tout. Que l'on fasse « chorus » avec ses détracteurs, parce que les écrivains du parti républicain représentent théoriquement la cause de la Liberté et du patriotisme, cela n'est pas moins oublier leur flagrante partialité. Que valait, au fond, le noyau d'« Enragés » et de mécontents dont ils se réclament ? Il se trouvait certainement là des gens pour déplorer la ruine de leur faction avant celle de leur patrie, et ceux-là ne peuvent s'imposer seuls au jugement de l'Histoire.

Du moment que le parti avancé déclare Malatesta opposé à la victoire, Colonna deviendra son homme. Ce dernier, en effet, « *jaloux d'un rival préféré* », « *soutenait toujours l'avis contraire* » (Perrens). C'était plus

facile que de disposer du succès. Et les propos de s'envenimer de plus belle ; on démontre que l'intérêt du Pape correspond à celui de Malatesta : « *l'un veut ravoir Florence, l'autre conserver Pérouse. Ce n'est pas sans calcul que Clément VII (lui) avait laissé cette place et accordé la permission de servir les rebelles florentins. On ne réfléchissait pas, ajoute Perrens, que, de cette permission, longtemps Malatesta n'avait point fait usage ; d'où il suit que rien ne prouve qu'il eût dans le principe formé le projet de trahir.* » Perrens croit-il que ce raisonnement échappait à tous les adversaires du général et que tous oubliaient sa ferme attitude à Pérouse ? Elle avait arraché au prince d'Orange les honneurs de la guerre et la faculté de gagner Florence avec armes et bagages c'était un point acquis. Les brefs, comminatoires de Clément VII contre Malatesta, les dommages causés à ses fiefs ne l'étaient pas moins. C'est pourquoi Falletti conclut, non sans hardiesse, que les actes du seigneur pérousin sont exempts de toute trahison, pendant la première partie de son séjour à Florence.

Contre le chef étranger, on use simplement des injures en cours, lesquelles n'épargnent ni le Florentin Albizzi évacuant Arezzo par ordre, ni le glorieux Ferrucci, le futur héros du siège, mais qui, en attendant, voit sa conduite livrée aux soupçons des forcenés et des imbéciles.

Reprocher à Malatesta de n'avoir rien voulu pousser à fond est soutenable ; encore devrait-on prouver que Florence pouvait profiter d'une action comprise ainsi. Perrens fait ressortir l'inconvénient d'une victoire pour le capitaine-général ; elle lui eût, dit-il, fait enlever Pérouse par Clément VII. Thème connu.

« Ce qui paraît mieux établi, c'est qu' *une défaite aurait rendu ses services inutiles aux Florentins. A leur tête, il était plus puissant que seul. En prolongeant la résistance, il pouvait espérer du Pape de meilleures conditions. Il voulait donc amener les florentins, par le plus long chemin qu'il serait possible, à un accord qu'il jugeait aussi inévitable pour eux qu'avantageux et nécessaire pour lui.* » (Perrens)

Le difficile, en tout cas, était de mener les opérations sans les subordonner à l'opinion, c'est-à-dire aux incompetents. Or, la masse réclamait à toute force de nouvelles sorties. Le gonfalonier et les membres de la Seigneurie risquaient gros à la contrarier ; ils préféraient lui obéir en prêchant Malatesta, sans réussir à le convaincre. Leurs efforts se tournaient alors vers les autres capitaines, mais tous approuvaient leur général ; c'était net. Que répondre cependant aux agitateurs peu disposés à admettre l'avis d'un chef expérimenté, fût-il partagé par les gens du métier ? Les exigences du public primaient toute autre considération. Donc, si les hommes de guerre soutiennent l'opinion de Malatesta, c'est qu'ils sont ses créatures et de connivence avec lui.

Récemment le capitaine-général a quitté le palais Seristori pour s'installer près de la porte San Pietro Gattolini ; mesure dont se sont immédiatement émus les ergoteurs à l'affût de ses moindres gestes. Malatesta n'a déménagé que pour être mieux à même d'ouvrir la porte à l'ennemi ; et Fabretti adopte cette insinuation, partie d'aussi bas que les précédentes. Qu'importe si d'autres objectent que le nouvel emplacement est plus solide et mieux disposé ; qu'on y peut mieux combiner des sorties, sans exposer à les voir éventer ? Ce sont là propos indépendants, donc superflus.

Si bien que le général subit la poussée de l'opinion, comme une force brutale avec laquelle aucune composition n'est possible. Toute sortie sera sans utilité comme sans gloire ; mais, puisqu'on l'exige, il en essaiera encore et s'y prêtera lui-même. Il prétend s'exposer aux coups, dut-il, en raison de sa santé, se faire traîner une partie du trajet dans une chaise à porteurs ; ce sera sa réplique aux injures. On marchera le 5 mai (1530).

*
* *

Ce jour-là, le général se met en route suivi de ses lanspessades ; plusieurs bandes, capitaine en tête, ainsi que trente des plus fortes compagnies, sont de service. Au premier rang marchent les capitaines et officiers pérousins. L'affaire est chaude ; elle se dispute pendant plus de quatre heures et ne finit qu'à la nuit. Malatesta a ordonné d'emporter le couvent de San Miniato occupé par les Espagnols ; lui-même surveillera le mouvement. Impotent, il se tient d'abord au revers d'un fossé et voit l'ennemi, après une opiniâtre résistance, céder à l'élan des Florentins. C'est que des renforts, sortis par la porte San Friano, ont pris les Espagnols à revers. Berracano, leur capitaine, est tué ; les Florentins sont bientôt maîtres du monastère.

A ce moment Orange accourt ; il lance son infanterie italienne et fait tirer les batteries de Giramonte de Barduccio et des nouveaux retranchements. Les canons de Florence ripostent ; on perçoit, dans le bruit, les décharges de la fameuse *Arquebuse de Malatesta*. L'artillerie n'empêche pourtant pas Ferrante de Gonzague de charger, à la tête de la cavalerie impériale, les escadrons florentins massés avec quelque infanterie aux abords de la porte San Giorgio. Malatesta appelle aussitôt les renforts. Ils accourent et Orange, présumant une sortie en masse, fait entrer ses Allemands en ligne. Mêlée terrible ; impossible de se reconnaître dans la confusion et la fumée. On n'entend pas les commandements.

Malatesta éperonne sa monture ; il lève les bras, cherchant à transmettre ses ordres par ces mouvements visibles dans une éclaircie. Puis, rassemblant toute son énergie, il se multiplie et à plusieurs reprises veut se jeter dans la fournaise. C'est à ce moment que les commissaires florentins attachés à ses pas : Zanobi Bartolini, Tomaso Soderini et Antonio Guigni se jettent sur lui et, cramponnés à ses vêtements, l'arrachent à la mort libératrice. Deux cents des plus braves soldats de Florence sont tués là avec plusieurs

capitaines, la plupart pérousiens. Les pertes des Impériaux sont encore plus sensibles. Tel est l'exposé de la bataille d'après l'ensemble des données contemporaines ; passons aux commentaires.

*
* *

Malatesta s'était-il encore décidé à rompre le contact en pleine action ? Bonazzi le nie. Ulysse Robert, si hostile, écrit : « *Il est probable que les Florentins fléchissaient.* » Du reste, un fait, survenu le matin même de la bataille, avait irrité le général.

Il avait désigné pour le commandement d'une des trois bandes prêtes à marcher : Amico de Venafro. Quelle fut sa surprise en apprenant que Stefano Colonna venait de le faire exécuter !

Cette surprise, la ville entière, « *douloureusement impressionnée* », la partageait. Non seulement l'impitoyable sanction lui était préjudiciable, en raison de la pénurie de capitaines ; mais soldats et citoyens estimaient que le motif invoqué ne la justifiait pas. Colonna avait autorisé une femme à s'en aller avec ses effets ; Amico de Venafro refusa de la laisser circuler ; une altercation s'ensuivit. Telle était l'origine du litige ; elle parut mince, même à certains des Enragés, toujours prêts à opposer Colonna au capitaine-général.

Enfin la sortie n'avait pas moins été menée rondement. A peine les troupes ont-elles regagné Florence, que les clabauderies reprennent, sans nouveaux frais d'imagination. Pourquoi les forces des assiégés n'ont-elles pas été engagées en plus grand nombre ? pourquoi avoir encore refusé la victoire définitive ? pourquoi ce nouvel ajournement à la levée du siège ? etc.

Segni écrit qu'au retour de la bataille, Malatesta questionnait les hommes pour se rendre compte de leurs impressions. Les difficultés que leur réservait un ennemi aussi vigoureux avaient de quoi faire réfléchir. Mais peut-on espérer, de la part de subalternes, assez de jugement et de sang-froid en pleine crise, pour dominer leurs dispositions naturelles à accueillir les reproches et les soupçons contre le chef ? Bonazzi ne dissimule pourtant pas son appréciation dans la circonstance : « *S'il est un traite (Malatesta), comment n'a-t-il pas préféré faire donner toute la garnison, plutôt que de consentir à de telles pertes parmi ses chers Pérousiens, et à causer tant de mal à « son ami » le prince d'Orange ?* »

Ce sont, en effet, ses parents, ses intimes les plus dévoués, que le général vient de sacrifier pour la République ; lui-même, enviant leur sort, ne doit la vie qu'à l'intervention des commissaires florentins. Combien, parmi ses détracteurs, s'offrirent avec cet entrain aux mêmes dangers ? Il leur était plus facile d'ameuter le peuple « *intra-muros* » et de s'afficher davantage dans les processions que devant l'ennemi.

Le 16 mai (1530) est passée une grande revue des troupes florentines. Les milices comptent encore 5.000 hommes de 18 à 55 ans ; tout ce monde défile devant les personnages officiels. On fait, de nouveau, serment de lutter jusqu'au bout.

Ce qui se renouvelait moins facilement, c'était le Trésor ; sa pénurie exigea toujours des expédients. On y pourvoit par la vente des biens des rebelles (décrétée dès le 18 mars précédent) ; elle donne 6.600 florins d'or. Les contributions des citoyens et l'aliénation de divers objets précieux fournissent un autre appoint de 53.000 ducats.

En compensation de tels sacrifices, Florence reçoit de bonnes nouvelles de Francesco Ferruccio. Encouragé par son succès à Volterre, ce capitaine, qui s'est constitué quelques renforts, a voulu reprendre San Gimignano et Colle ; c'était le moyen de barrer la route de Sienne aux convois de vivres des Impériaux. De ce côté, les choses tournent assez bien. Mais, chacun des partis en voulant aux provisions, voilà que le prince d'Orange essaie, en même temps, d'une diversion sur Empoli, le marché des vivres pour les Florentins. L'attaque des Impériaux contre le château d'Empoli est repoussée (**28 mai 1530**) ; seulement les habitants, en haine de Florence, traitent secrètement avec l'ennemi la nuit même qui suit le combat et, circonstance curieuse, les deux commissaires de la République approuvent cette reddition.

Qu'ils aient obéi aux circonstances imposées par l'hostilité de la population, c'est évident ; ils agissent prudemment, néanmoins, en ne reparaisant pas dans Florence où l'on ne plaisante pas sur les défections et les malchances. Inutile de s'y excuser d'une perte aussi sensible que celle d'Empoli, point sur lequel les troupes florentines devaient se masser pour harceler l'ennemi. Les assiégés sont consternés ; il importe de les distraire par ailleurs, c'est ce que comprend Stefano Colonna, assez mal en point dans l'estime publique, depuis le meurtre d'Antonio de Venafro. Colonna prône une nouvelle sortie qui sera pour lui une occasion de se réhabiliter dans l'opinion ; peut-être affirmera-t-il, du même coup, sa supériorité sur le capitaine-général. Nouvelle chance de le supplanter !

*
* *

Alors Colonna propose de marcher sur les Allemands campés à San Donato-in-Polveresa, ce qui permettrait d'ouvrir la voie de Prato et de Pistoie. Le gonfalonier consulte Malatesta, les délégués de la Guerre et quelques notables ; tous approuvent, à l'exception du capitaine-général, qui fait remarquer les solides défenses des Allemands. Mais son opinion ne l'empêche ni d'accepter le plan de ses collègues, ni de concourir à son succès ; il l'a déjà prouvé.

Bref, Colonna, suivi de 2.000 hommes, sort en pleine nuit (**10 au 11 juin 1530 alias 20 au 21**) par la porte de Faenza. A l'aube, Pasquino Corso doit le rejoindre ; il a ordre de s'arrêter à mi-chemin, jusqu'au

moment où l'action sera engagée, pour marcher alors vers le point le plus faible. Malatesta, posté avec 1.500 fanti aux rives de l'Arno, doit barrer la route au marquis du Guast, susceptible de secourir les Allemands.

Tout de suite, Corso commet une faute en outrepassant ses instructions. Après avoir fractionné en deux ses 1.500 Corses, il s'approche trop, avec l'une des sections, des tranchées ennemies. Signalé par les sentinelles, il permet d'organiser contre les siens une résistance immédiate.

Pourtant, les hommes de Stefano Colonna, dans leur ardeur à se ruer sur les assiégeants, se sont frayé un passage. Victorieux, ils pillent et s'acharnent dans l'obscurité sur les Allemands débandés, tuant les femmes et les malades. Nouvelle faute et, celle-ci, beaucoup plus grave que la précédente ; elle donne le temps au comte de Lodrone d'aligner 2.000 piétons dont les piques hérissées arrêtent net l'élan des Florentins. Et Corso n'arrive pas. Vainement, Colonna lui dépêche plusieurs estafettes ; ce n'est pas le renfort qui paraît, mais le jour. Corso prétendra plus tard s'être égaré dans les cannes et les vignes. Pendant ce temps, Malatesta, gêné par les batteries de Monte-Oliveto, pense ne pouvoir empêcher la cavalerie ennemie de passer le fleuve à gué ; risquant « *d'être serré de trop près par cette cavalerie pour pouvoir rentrer et se défendre contre les troupes fraîches de Philibert* » en cas d'attaque de celles-ci (U. Robert). Il ne permet pas qu'on engage plus avant une tentative avortée.

Alors Colonna, blessé d'un coup de hallebarde au ventre, et les dents brisées, recule en bon ordre. Mais il est furieux ; il s'en prend à Pasquino Corso, dont l'inaction a tout compromis et reproche également aux troupes florentines de s'être amusées à piller, au lieu de continuer la lutte. Malatesta ne pouvait être oublié ; Colonna s'en plaint avec d'autant plus d'amertume que le général affecte de n'avoir vu dans cette camisade « *qu'une affaire d'enfants* ».

Peu importait à ce dernier qu'un nouveau grief vînt, contre lui, s'ajouter aux autres ; il était excédé. L'acuité des haines grandissait avec les misères du siège. Quant à rester à la merci d'un coup de folie, Malatesta s'y refusait désormais ; ses fanti gardent les portes et les escaliers de son palais ; lui-même ne correspond plus guère que par écrit avec la Seigneurie. S'il faut absolument discuter de vive voix avec les magistrats qui la composent, il va les trouver sous escorte.

*
* *

C'est à ce moment, en juin, que le général parle du rétablissement possible des princes bannis dans Florence, avec l'assentiment de la Seigneurie. Il n'impose nullement cette solution, qu'il croit nécessaire en raison des circonstances, mais se borne à la soumettre, quitte à faire son profit de l'opposition qu'elle soulève. On le verra bien, le mois suivant, quand Malatesta se montrera avec Orange tout aussi intransigeant que le gouvernement « enragé » au sujet des Médicis. Comment la Seigneurie, fixée sur l'opinion de son général, le maintient-elle en fonctions ? C'est immédiatement, et non plus tard, qu'il importe de le congédier pour cause de divergence de vues... on aurait constaté alors le résultat. Au lieu de cela, les gouvernants, assez inquiets à ce sujet, attendaient, avant de renier Malatesta, d'en avoir tiré tout le parti possible pour leur cause. Ils laissaient les rapports se tendre de plus en plus entre eux et leur condottier, chacun des deux partis s'efforçant d'être le moins dupé.

*
* *

Les choses en étaient là quand Malatesta fut informé d'une vilénie dont il prétendit n'être pas complice ; la Seigneurie voulait faire empoisonner le Pape. Certes, le général n'aimait pas Clément VII ; de là à le laisser assassiner, il y avait toutefois une certaine marge. Non seulement il ne cacha pas son opinion, mais il fit demander au colonel impérial, Colonna-Piro, de lui envoyer du camp un homme sûr, auquel il ferait une importante confidence. Colonna-Pirro, ou Philibert d'Orange lui-même, seraient informés de cette façon. Le messager se présente et Malatesta lui révèle le projet : un émissaire, de connivence avec le bouteiller de Clément VII, doit partir dès le lendemain matin.

Orange, mis sur ses gardes, ne perd pas un instant. Il fait arrêter l'individu sur lequel on trouve des fioles et un certain remède destiné au Pape ; cinq de ses serviteurs sont compromis. Le prince n'a plus qu'à informer sans délai Clément VII et à lui transmettre le poison, tout en gardant sous clef l'émissaire. Malatesta avait tenu à ce que le Pontife sût que l'avertissement venait de lui ; on le conçoit. « *Pour Philibert, ce renseignement était un bon signe ; il en conclut que Florence était à l'extrémité, et qu'en prévision d'une prochaine capitulation Malatesta cherchait à se « rhabiller » avec le Pape* ». Et pourquoi pas ? « *L'idée n'était pas si mauvaise* », ajoute Ulysse Robert. Ce qui l'est davantage, c'est la démonstration du même auteur, établissant que Malatesta tient déjà Philibert au courant de la situation.

Comment arranger cela avec la lettre d'Orange lui-même, à propos de cette affaire d'empoisonnement ? Le général de Charles-Quint, intéressé le premier dans la question, est encore réduit, au mois de juin, à ses seules conjectures ; il croit Malatesta brouillé avec le Pape, puisque l'attention du seigneur pérousin à l'égard de son suzerain lui semble une tentative de rapprochement. Que devient alors la connivence entre le capitaine-général et l'ennemi ? que valent les accusations contre ce Malatesta qui n'a pu, depuis neuf mois, modifier le tir d'une coulevrine sans qu'on crie à la trahison ?

Il est clair qu'en éventant le dessein criminel de quelques exaltés, le général empêchait l'arrivée au pouvoir du successeur de Clément VII. Peut-on vraiment lui en faire un grief ? Ce successeur eût levé le siège, c'est vraisemblable ; car, après deux Papes Médicis si rapprochés, le nouvel élu, choisi dans une autre

famille, n'eût témoigné qu'un médiocre intérêt au rétablissement des princes de Florence. D'autre part, il n'aurait pu être, à l'égard de Malatesta, plus hostile que Clément VII ; au contraire, puisque leurs mutuels rapports auraient été exempts d'un passé fertile en démêlés.

Bref, les admirateurs du parti « avancé » qui reprocheraient au général son intervention contre les empoisonneurs, devraient comprendre qu'en étouffant la tentative, Malatesta se retirait le bénéfice d'un siège jugé, par eux surtout, irréductible à ce moment-là. Ils admettraient ensuite que si les opérations s'étaient terminées par le changement de Pontife, la situation du seigneur de Pérouse eût été grandie, dans sa patrie, de la gloire qui lui aurait été attribuée^{232/1}. Il suffisait, pour obtenir ce résultat, de se taire ; mais ce silence devenait une complicité.

*
* *

De mauvaises nouvelles se succèdent à Florence : la citadelle d'Arezzo s'est rendue aux Impériaux et Borgo-San-Sepolcro au Pape ; c'est beaucoup de déboires, en regard de quelques succès partiels. L'ennemi occupe maintenant tout le territoire de la République, sauf Pise et Volterre. Alors, tout l'espoir de la Seigneurie se raccroche à Ferruccio, ce capitaine improvisé dont la bravoure et l'esprit d'initiative ont fait l'un des principaux champions des assiégés. Ne pourrait-il conjurer le péril ? Le gouvernement l'élit, avec de grands pouvoirs, commissaire général de Volterre et des campagnes florentines (**14 juil. 1530**). Ferruccio se voit comblé de privilèges, hors de proportion avec sa charge et sa situation ; il peut, à son gré, céder villes et territoire, traiter tout accord avec l'ennemi, etc.

Néanmoins, on lui donne quelques instructions préliminaires ; qu'il abandonne Volterre pour s'unir avec Giovan-Paolo Orsini sur les terres de Pise. Renforcé le plus possible, il devra ensuite gagner Florence en tâchant de reprendre Prato et Pistoie pendant la route ; s'il échoue, sa marche est tout indiquée sur Fiesole.

Dans Florence, les commissions s'ingénient à le pourvoir du nécessaire. C'est l'homme nouveau ; donc, le sauveur.

A vrai dire, la liberté d'action dont le pourvoit la Seigneurie fait en quelque sorte de Ferruccio le collègue de Baglioni auquel il porte ombrage. Ses fonctions embarrassent la direction militaire et nuisent à l'unité de commandement. Le nouveau commissaire général fut l'un des plus chauds partisans de l'élection de Malatesta ; mais ne conçoit-on pas que l'étendue anormale des pouvoirs qui lui sont remis va compliquer leurs mutuels rapports ? Les désaccords intermittents naîtront des divergences de vues. Malatesta s'énerve et Ferruccio s'aigrit ; ce dernier pourra accueillir (comme certains le prétendent) telle ou telle insinuation défavorable à son collègue ; par exemple, sa correspondance présumée avec Orange.

On objectera que Ferruccio lui-même n'a pas été épargné par les soupçons de trahison. Ce n'est même pas la seule peine que lui aient réservée ses compatriotes ; quelle n'a pas dû être son indignation s'il a eu « *vent, comme c'est probable, des négociations que la malheureuse Florence s'obstinait à poursuivre !* » (Perrens)

Malatesta dut être froissé de l'engouement manifesté pour Ferruccio ; néanmoins, cet engouement émanait d'un gouvernement dont lui-même n'avait plus rien à craindre ni à espérer. Pour relever contre le seigneur de Pérouse l'opinion de Ferruccio, ses détracteurs en antidentent l'expression ; car la lettre du futur commissaire général, si flatteuse pour Malatesta, et expédiée le 5 février 1530, les gênerait beaucoup.

D'autres en atténuent la portée ; d'après leurs dires, Ferruccio ignorait alors la trahison de son chef. C'est négliger la vraisemblance.

A ce moment, les auteurs de l'objection ont démontré, sinon la trahison du général, au moins les soupçons qui la dénonçaient ; le fait était d'absolue notoriété. Eux-mêmes le proclament. Comment Ferruccio serait-il resté indifférent à de pareils bruits ? Ce patriote dut peser et contrôler l'accusation publiquement colportée. Malatesta n'en était pas à son coup d'essai contre Florence, nous répètent les « Enragés » ou leurs amis ; raison de plus pour s'informer.

Seulement, Ferruccio renseigné, ressentait quelque mépris pour les données de ce genre. Il savait que si Malatesta avait, comme lui-même, abandonné Empoli, les plus odieuses accusations l'auraient accablé sans grand bénéfice pour la Cité.

^{232/1} Dans cette affaire d'empoisonnement, Varchi se borne à disculper ses concitoyens ; c'est son point de Vue personnel. Mais la lecture des pièces contemporaines ne conduit pas si facilement à la même conclusion. Varchi n'a décidément la partie belle qu'en s'en prenant à Malatesta. S'il se permet de censurer le prince d'Orange, M. Ulysse Robert cesse d'emboîter le pas et démontre (alors seulement) la « *rare naïveté* » de l'historien florentin. Pourtant, lorsque ce dernier accuse Orange d'avoir, par ses pertes au jeu, dilapidé la solde envoyée aux troupes par Clément VII, il semble s'être renseigné. Le prince aurait même tenté des avances secrètes à Malatesta, en vue de hâter la capitulation de Florence. Orange était joueur ; c'est un fait acquis. Si les conséquences de sa déveine sont non moins exactes, les Florentins avaient des chances d'en bénéficier. Malatesta aurait donc agi dans leur intérêt, en insistant pour régler leur cas au meilleur compte possible, tel que le lui offrait une circonstance fortuite.

*
* *

Elle subit maintenant une nouvelle série noire : l'un de ses condottiers, Ercole de Berzighella, se rendant avec ses gens à Empoli, vient d'être écrasé par Colonna-Pirro, qui cantonnait ses soldats entre Peccioli, Montopoli et Pallaia. Qui plus est, les répressions impitoyables n'empêchent pas les défections de se multiplier. Décidément, les Médicis et surtout le parti dit de la Paix ont en ville de chauds adhérents depuis que la catastrophe finale est avérée ; l'exemple du supplice infligé à Lorenzo Soderini n'a pas suffi pour les raréfier.

Ce malheureux, fasciné par les promesses de Clément VII, avisait Baccio Valori, commissaire pontifical dans le camp ennemi, des décisions militaires prises à Florence et de l'État des esprits. Il ne s'en tenait pas là et fournissait ailleurs encore ses indications. Soderini fut pendu le 4 juillet (1530) ; dix jours après, au moment de la remise des pleins pouvoirs à Ferruccio, les Florentins apprenaient (14 juillet) que François Ier avait recouvré ses fils.

Quels carillons alors dans leurs clochers, quel rayon d'espoir pour ces infortunés s'obstinant à se faire leurrer jusqu'au bout ! Le Roi de France avait oublié sans retour Florence, acculée aux pires mesures ; nombre de pauvres diables sont jetés hors les murs, comme bouches inutiles.

Cependant, un frisson de pitié étreint la population et gagne son gouvernement, qui annule cette décision.

Malatesta aura désormais pour objectif principal de n'être pas englobé dans la ruine qu'il s'est efforcé de conjurer.

*
* *

C'est alors seulement, quand Florence est perdue, que les plans du capitaine cèdent aux menées du diplomate. Malatesta, obsédé d'instances au sujet des sorties, laisse crier « *l'assalto !* » sans varier d'opinion : les Florentins doivent se résigner à la fatalité. Puisque leurs ambassades près du Pape, de l'empereur et d'Orange ont successivement échoué, Baglioni lui-même interviendra. Il échangera des pourparlers avec le condottier impérial et son second Ferrante de Gonzague ; c'est l'unique moyen d'obtenir les moins pénibles conditions. Cencio Guercio, l'un de ses fidèles, va lui servir d'intermédiaire. Loin d'assumer en cachette la responsabilité des négociations, le général exprime tout de suite le désir que Philibert transmette ses conditions au conseil des Quatre-Vingts. Le prince promet d'envoyer un délégué. Mais la question reste insoluble, car le retour de Médicis est imposé et Malatesta repousse les autres articles comme excessifs. Il a fait soumettre à son partenaire les limites extrêmes des prétentions et s'en tient là, demandant que Ferrante de Gonzague vienne en personne s'aboucher avec les magistrats. On aura plus de chance de s'entendre ainsi, puisqu'il le faut absolument.

Ulysse Robert explique la fin de non-recevoir opposée par le seigneur pérousin aux premières propositions d'Orange : « *Malatesta comprit qu'il ne pouvait, sans être accusé de trahison, traiter sur ces bases.* » Cette accusation-là, le fils de Giovan-Paolo en était saturé ; il se fût décidé bien tard à y prendre garde. L'auteur veut-il dire que Malatesta ne pensait nullement commettre l'acte d'un traître ?

Bref, si conciliantes que fussent ses contre-propositions, Orange refusa d'y souscrire. Ce n'est point Ferrante de Gonzague, mais Colonna-Pirro qui vint discuter avec Baglioni pendant deux jours consécutifs. Fixé sur la résolution de la Seigneurie, le général ne pouvait s'exposer à un désaveu ; il ne voulut rien entendre au sujet des Médicis « *Plutôt pas d'accord* », dit-il. Ce n'était pas une solution. Naguère le conseil des Quatre-Vingts montrait moins d'intransigeance en acceptant, dès août 1529, de modifier la forme du gouvernement. De son côté, Clément VII chargeait quelques Florentins de son parti, en résidence à Rome, de négociations similaires (18 juil. 1530). Elles portaient sur trois points principaux : 1° - Débattre la contribution que fournirait Florence pour éviter le sac ; 2° - Compensations revenant à Malatesta (Mais le voisinage de Pérouse, dont celui-ci voudra être remis en possession, présente un danger pour Naples. Ce point sera en grande partie négligé et la faible indemnité attribuée au général passera quand même pour le prix de sa trahison.) ; 3° - Affectation à donner aux troupes assiégées ; ce dernier article n'était pas le moins épineux. On espérait le régler en maintenant 3 à 4.000 Espagnols, après licenciement du reste.

Ainsi, Malatesta a, de sa propre autorité, tâté le terrain du côté des Impériaux, quitte à soumettre les données obtenues au gouvernement florentin. Aucune feinte n'existe entre lui et Orange ; ce dernier croit à l'entente préalable de la Seigneurie avec le capitaine-général. C'est même sous cette impression qu'il demande un sauf-conduit aux magistrats pour Ferrante de Gonzague après le 20 juillet, date de la reprise des pourparlers.

Philibert s'est, en effet, décidé à envoyer son second en ville, et la Seigneurie, heureuse de profiter d'une situation déblayée en dehors d'elle-même, accorde à Gonzague le libre parcours. Bien mieux, elle dépêche au camp impérial Bernardino de Castiglione, qui transmettra son acceptation à l'accord, pourvu que les Médicis ne soient pas imposés. C'est toujours la pierre d'achoppement ; la même se retrouve dans les données de la Seigneurie, comme dans celles de Malatesta, ce qui prouve que le général négociait de façon à être approuvé ; sans quoi il eût passé outre, puisque tel était son avis. Cette question Médicis, paralysant tout, arrange très bien l'ennemi ; le condottier impérial, désireux de prolonger le débat, gagne le temps nécessaire pour préparer une opération contre Ferruccio.

On s'en prend à Malatesta d'avoir fait exposer au Pape ses démêlés avec la Seigneurie avant l'effondrement prévu ; il ne résulta cependant de ce fait nul retard défavorable aux assiégés. Le général ayant dû se montrer inflexible sur une question qu'il jugeait inévitable, pressentait d'autant plus sûrement l'imminence de la catastrophe. Il tenta, au pis-aller, une sorte de réconciliation pour son salut et celui des Pérousin ; c'était là précaution prise dans la marche à l'abîme, non quand des chances de salut subsistaient encore.

Le surplus des insinuations dictées par l'esprit de parti est sans fondement, au moins démontré ; dut-on blâmer désormais l'entrevue qui eut lieu (**24 juil. 1530**) entre Orange et Malatesta. On « ignore ce qui se passa entre eux » (*U. Robert*) « ... les documents ne permettent pas de l'établir » (*Perrens*). La conjecture du seul Varchi, notoirement partial, a été transformée en affirmation ; c'est plutôt insuffisant.

Suivant Varchi, Malatesta aurait engagé Orange à marcher contre Ferruccio et, pour mieux se compromettre, le capitaine-général qui s'entretient verbalement avec le prince, lui aurait remis un billet de sa main, pour garantir la tranquillité du camp impérial en l'absence de son chef. Que l'imprudence insensée d'un pareil acte obtienne du succès à l'Ambigu ou dans quelque roman « à la Dumas », passe encore ; mais aucune opinion ne saurait s'y intéresser sur un simple on-dit. L'événement cadre avec l'interprétation de Varchi, objectent certains ; cela reste à démontrer, comme on le verra par la suite.

Bonazzi range la prétendue lettre de Malatesta parmi les vulgaires calomnies s'il y eut, suivant toute vraisemblance, échange de vues entre les généraux des deux partis, c'est au dernier acte du drame et pour éviter le sac ; non pour compromettre une cause perdue. Orange ne pouvait ignorer les discussions intestines des Florentins, ni la haine vouée à la Seigneurie par les villes soumises à son joug. De pareils éléments simplifiaient sa besogne, sans qu'il fût nécessaire d'en ramasser de contestables ou de faux. Segni convient qu'une victoire de Florence n'aurait rien sauvé : forcément précaire, écrit-il, elle l'eût jetée plus bas encore. Il reconnaît qu'une entente entre Orange et Malatesta n'impliquerait, de la part de ce dernier, que le désir de sauver la ville. Version parfaitement acceptable, quand on constate que les officiers approuvaient le plan du capitaine-général.

Ce plan, remarque Giovio, tendait à ne pas s'écarter des remparts, pour aller au loin perdre définitivement la partie. Il concordait avec les moyens dont disposait la République, tandis que l'intransigeance de ce gouvernement envers les Médicis rouvrait le champ aux hostilités dont l'issue ne pouvait être modifiée.

Sous ce rapport, Malatesta et Stefano Colonna sont du même avis. Convoqués par le gonfalonier en présence des autorités militaires, ils apprennent la décision des magistrats : c'est la sortie suprême dictée par la pénurie de vivres. On va risquer le dernier coup de dé. Malatesta fait observer qu'Orange a peu dégarni son camp pour sa marche contre Ferruccio ; la sortie sera un acte insensé qui va compromettre définitivement l'issue du siège. Qu'on y songe. Pour lui, son opinion ne saurait varier sur l'unique planche de salut : l'accord.

Aussitôt Francesco Carducci se lève et réplique que le général n'a pas à conseiller un arrangement, mais à combattre en s'en tenant à son office.

Cette altercation encourage un capitaine qui demande la parole ; à l'entendre, le prince d'Orange a tiré de nombreuses troupes du camp. Sur interrogation de Malatesta, qui voudrait savoir si l'officier a pu se rendre compte des forces ennemies restées disponibles : « *Je l'ignore* », répond celui-ci. Le Conseil est bien avancé. C'est pourtant la base principale des accusations contre le fils de Giovan-Paolo.

Qu'importe ! Raffaele Girolami résume le débat. Par une patriotique allocution, il relève les courages, exhorte les chefs et promet la victoire ; puis, s'adressant au capitaine-général, il le prie d'excuser le peuple qui l'a parfois injurié de ses soupçons. Un si bel élan enlève les suffrages. Comment Malatesta n'eut-il pas été sensible au procédé de l'orateur, quand personne ne résistait à son ardeur communicative ? Toute objection tombait ; Florence devait s'envelir sous ses ruines.

*
* *

Alors les troupes mercenaires et les milices se préparent, pendant que le gonfalonier harangue le peuple dans le Grand Conseil ; il annonce l'arrivée de Ferruccio avec son contingent de cavaliers et de fanti. A l'ennemi ! En cas de défaite, les Florentins n'auront plus qu'à se tuer avec leurs femmes et leurs enfants, et à incendier la ville en holocauste à la Liberté.

Ce plan grandiose avait l'inconvénient de mettre en relief les conséquences de l'emballement. Plusieurs auditeurs se ressaisissent ; en même temps, l'enjeu paraît formidable à la responsabilité de Malatesta.

Que le général ait, un moment, perdu le sens de la réalité, c'est indéniable ; réflexion faite, il blâme ouvertement le coup de folie en préparation. Alors, deux délégués lui sont dépêchés par la Seigneurie, qui veut absolument l'attaque immédiate et toutes les troupes dehors, avec le gonfalonier en tête. Deux ordonnances suffiront à garder les murs et les bastions.

*
* *

En face d'une aussi formelle mise en demeure, Malatesta et Colonna ne se bornent plus à des observations verbales ; ils écrivent (**2 août 1530**). Le fait n'empêche pas les Florentins de reconnaître, ce même jour, les lignes ennemies, sans perte de temps. Le capitaine-général a spécifié les points qu'il est impossible de négliger. Deux routes seulement s'offrent aux assiégés du côté de la montagne ; l'une, celle de Rusciano, l'autre, du côté du Gallo ; impossible d'en approcher utilement en formation de bataille, car les retranchements qui les séparent sont trop éloignés. Par San Frediano, les pièces d'artillerie de Monte-Oliveto font face ; derrière sont les Allemands de San Donato-in-Polverosa. Par San Pietro Gattolini, les retranchements ennemis paraissent à moins d'une portée d'arquebuse de la ville, l'ordre de combat ne saurait se déployer ; par San Giorgio, l'artillerie du Barduccio barre la route. « *Nous n'avons donc pas l'embaras du choix.* » Dut-on, par impossible, s'emparer des retranchements, que les 6.000 Allemands et Espagnols postés là auraient beau jeu dans le flottement des troupes florentines. Reste le côté de l'Arno ; mais les cavaliers ennemis y opèrent en terrain plat, alors que les Florentins n'ont plus de troupes montées. « *Nous n'en sommes pas moins prêts, conclut Malatesta, à exécuter les ordres de vos Seigneuries et à faire, au péril de notre vie, ce que le gonfalonier a plusieurs fois promis.* » (U. Robert)

Il s'agit, en somme, d'élucider deux questions : Orange a-t-il, oui ou non, dégarni son camp de façon à permettre aux assiégés une action efficace ? en second lieu, les obstacles démontrés par Malatesta sont-ils imaginaires ou exagérés ? Autrement dit : les Florentins risquent-ils de courir à deux désastres à la fois ? Tout est là. Or, sur ces deux points, les invectives tiennent lieu de démonstration ; il est certain que la Seigneurie, frappée par la netteté de l'exposé du capitaine général, n'ose plus d'elle-même réitérer l'ordre de marcher. Elle convoque la Pratique ; aussitôt la discussion dégénère en tempête jusqu'à ce que les violents l'emportent, comme toujours. Il faut vaincre ou disparaître : « *Admirable enthousiasme, mais insigne folie !* » (Perrens)

On conçoit que Malatesta et Colonna, sûrs « *de donner un coup d'épée dans l'eau* », aient manqué de zèle à ce moment. Ils savent au prix de quels tiraillements la résolution de marcher au désastre leur a été renouvelée ; de là, leur seconde protestation (**3 août 1530**) tendant à obtenir de la Seigneurie l'autorisation d'envoyer deux délégués au prince d'Orange. Si ce dernier repousse tout moyen raisonnable de conciliation et veut Florence à discrétion, que les assiégés se sacrifient alors, dans l'écroulement final. Avant de l'affronter, Malatesta et Colonna se permettent de demander l'assentiment formel du conseil général.

Ce moyen de mettre à couvert leur responsabilité ne saurait étonner de la part de chefs qui ont insisté sur l'impossibilité d'un effort utile. On ne peut dénier ni la supériorité numérique de l'ennemi, ni la pénurie de vivres en ville, ni la maladresse d'une attaque des coalisés dans leurs retranchements ; opération contraire, en l'occurrence, aux plus élémentaires régies de la guerre.

Ce n'est pas seulement aux magistrats, c'est à tout notable florentin jouissant de son bon sens, que Malatesta démontrait, en ces derniers temps, l'inutilité de la lutte à outrance contre le Pape et l'empereur. Une transaction acceptable reste seule possible.

« *Le conseil n'était point déraisonnable, ci d'autres qu'un traître pouvaient le donner, le donnaient même : par exemple le Vénitien Capello, qui avait si longtemps encouragé une résistance dont profitait sa patrie.* » (Perrens)

Du reste, le gros de la population est en absolu désaccord avec le gouvernement des « Enragés ». Combien partagent, au fond, l'avis de Patrizio de Rossi, ami des Médicis, qui prétend que les magistrats au pouvoir aimaient mieux mourir, pourvu que la patrie mourût avec eux, « *que vivre avec elle !* » Il ne s'agissait plus de donner sa vie à sa patrie ; c'était à la patrie de succomber pour entraîner la mort de ses propres enfants. (v. P. de Rossi)

Tous les capitaines ont adopté les avis de Malatesta ; seuls, les officiers florentins se tiennent sur une réserve qu'exige leur dignité. Colonna a fait taire ses anciennes rancunes en contresignant les lettres de Malatesta à la Seigneurie ; tous deux affirment que les conditions du prince d'Orange ont été transmises au gouvernement et à eux-mêmes de façons différentes. C'est afficher leurs propres pourparlers avec le condottier impérial. Finalement, Malatesta, laissant toute latitude au conseil sur la marche des négociations, spécifie qu'il ne s'agit plus de tergiverser. Tout nouveau retard peut perdre la ville ; lui-même se considère comme obligé de « *pourvoir à son salut* ». Voit-on ici la moindre équivoque ? Il faudrait tenir pour traître celui qui ne trompe personne sur les sentiments et les actes qu'il ne dissimule pas. Approuvés hautement par un grand nombre de citoyens, les deux généraux ne sauraient convaincre la fraction extrême du parti enragé. De ce côté, aucun argument n'a prise ; les meneurs escomptent encore la rivalité de Colonna qu'ils espèrent s'attacher. C'est faire fausse route ; Colonna décline leurs avances et demande son congé, fort illégalement d'ailleurs. De plus, les bandes corses et pérousines, renseignées sur le différend entre Malatesta et la Seigneurie, refusent de sortir en armes.

Bref, ces deux jours agités ont été employés le premier (2 août) en reconnaissances préparatoires ; le second (3 août) en convocation de la Pratique par la Seigneurie et en discussions insolubles. Pendant ce temps, le drame s'accomplissait du côté de Gavinana. Florence avait passé en alerte la nuit du 3, quand lui arriva, dans la matinée, la nouvelle du désastre de Ferruccio.

*
* *

Sur l'ordre du gouvernement, le commissaire général, quittant Pise, s'était mis en marche contre son gré. Son plan aurait consisté en une audacieuse diversion vers Rome ; il comptait qu'une bonne partie des assiégeants partiraient pour défendre la capitale. L'idée pouvait se soutenir. Mais la Seigneurie, en ayant jugé autrement, avait imposé à Ferruccio une décision qu'il jugeait « *dangereuse et d'un résultat fort douteux* ». (Perrens) Il ne croyait pas, en effet, à l'opportunité d'une action combinée avec Malatesta. Plus tard seulement, les stratégestes à thèse démontreront que le capitaine-général fit échouer l'opération ; cela leur est aussi facile que d'imposer rétrospectivement leur opinion à Ferruccio. Celui-ci a laissé une garnison dans Pise et s'achemine, sans artillerie, mais solidement armé, par les terrains accidentés de Pistoie. Sans attendre son arrière-garde, il approche de Gavinana, quand, en face de lui, Fabrizio Maramaldo se démasque avec 6.000 hommes (**2 août [alias 3]**). La lutte s'engage, acharnée. Tout à coup, Orange, accouru pour secourir ses gens, tombe frappé à mort d'un coup d'arquebuse. Les Impériaux, ébranlés, fléchissent et fuient, répandant eux-mêmes dans Pistoie la nouvelle de leur déroute. Mais Ferruccio et son collègue Giovan-Paolo Orsini avaient à peine en le temps de laisser souffler leurs soldats, qu'Alessandro Vitelli fonçait sur eux avec un gros de lansquenets. De nombreux fuyards sont revenus renforcer cette bande et, pour comble de malheur, la pluie paralyse l'effet des trompes à feu florentines. Les troupes de la République sont perdues. Les capitaines florentins luttent avec l'énergie du désespoir, mais sont contraints de se rendre ; Maramaldo a la lâcheté d'assassiner Ferruccio blessé.

*
* *

Florence tressaillit en apprenant la catastrophe (**4 août 1530**) ; on en veut à Ferruccio dont les plans sont critiqués. « *Son ignorance, son orgueil, sa hardiesse imprudente* » ont été autant de facteurs d'un échec. (v. Perrens) « *Qu'importe*, écrit néanmoins Eug. Benoît, *si l'historien nous montre, comme il est vrai, qu'en étendant le cercle de ses opérations, Ferruccio offrait un plus grand nombre de points vulnérables à la force et à la perfidie.* » Comment... « qu'importe » ? La première conséquence du désastre est d'enfler le parti des Médicis ; les Libéraux pleurent la fin de toute résistance sensée. Mais la Seigneurie, changeant de tactique, se cramponne à ces capitaines qu'elle accusait naguère de complicité avec Malatesta, parce qu'ils en approuvaient les plans.

Elle prétend renouveler l'engagement de 72 d'entre eux, avec promesse de paie à vie. A cette dernière proposition, Malatesta répond par un refus. Et les soupçons de redoubler ; le conseil des Quatre-Vingts et la Pratique s'en prennent à Zanobi Bartolini, aussitôt révoqué comme suspect d'approuver le Baglioni. L'infortuné n'évite le bannissement qu'en raison de sa fortune et du crédit dont jouit, malgré tout, le capitaine-général. Le piquant de l'incident est que ce même Bartolini s'évertuait, l'année précédente, à mettre Florence en garde contre les embûches ; il est servi. En même temps, les commissaires de la Guerre sont cassés, sauf un seul : Andreol (*alias* Andrea) Nicolini ; de chauds « Enragés » les remplacent ; ce sont là autant de décisions faites pour mécontenter Malatesta. Nicolini n'est autre que ce sénateur qui passe pour avoir proposé de l'assassiner, à son entrée au Sénat.

Puisque Florence se débat dans le chaos, le général se décide à intervenir immédiatement. Par l'entremise de Cencio Guercio et d'un secrétaire de Stefano Colonna, il s'abouche avec Ferrante de Gonzague, successeur du prince d'Orange à la tête des Impériaux. Giovio prétend que ce fut avec l'assentiment de la Seigneurie, ce qui paraît contestable. Bref, Gonzague et Baccio Valori (délégué de Clément VII) consentent à ce que Florence conserve la Liberté, mais elle recevra le Pape ; l'empereur doit régler et organiser le gouvernement dans le délai de quatre mois.

Ces conditions ne sont point le résultat de pourparlers occultes ; Cencio Guercio les a conduits « *sans mystère* » (Perrens) « *presque ouvertement* ». (E. Benoît) Ils sont connus jusqu'à Rome. C'est au nom de Malatesta que Guercio se présente à la Seigneurie pour l'exhorter à la résignation, autrement dit, à recevoir les Médicis. Mais les esprits sont surexcités au suprême degré. Il « *fut heureux* » pour Guercio « *d'avoir de bonnes jambes pour se soustraire à [la] folie furieuse* » (P. de Rossi) des magistrats. Ceux-ci le menaçaient de le faire supplicier.

Il n'en est pas moins établi que la Seigneurie a discuté et discute encore ouvertement avec Malatesta sur les résolutions à prendre, dut-elle s'obstiner, dans son ordre du jour, à l'irréductible résistance. Malatesta en a assez et le dit publiquement ; il est venu pour défendre la ville, non pour autoriser sa destruction. Plutôt que de livrer au sac cette noble et riche Florence, il affrontera l'ineptie et la haine ; qu'on ne compte pas sur lui pour être le témoin impuissant de l'hécatombe. Par une troisième lettre au gouvernement, il demande son congé. Le témoignage de sa foi et de son honneur « *devant Dieu et devant les hommes* » se base sur ces données, écrites par lui-même en toute liberté et contresignées par son collègue Stefano Colonna. Une quatrième et dernière missive adressée par les généraux à la Seigneurie (**8 août 1530**) rappelle que le Grand Conseil n'a pas été assemblé comme ils en avaient manifesté le désir. Ils se voient contraints d'aviser, pour n'être pas englobés dans la ruine commune ; qu'on en finisse ; les hommes de guerre se refusent à concourir au sinistre dénouement.

Le bien-fondé de cette protestation n'échappe pas à tous les gouvernants. Busini convient « *qu'ils furent persuadés... de compromettre plutôt, et de ne pas perdre la Liberté, que de risquer le sort et perdre, en même temps, la Liberté et la vie. Ils pourraient de cette façon conserver l'une et l'autre.* »

Pourtant, le travail de l'opinion ne peut s'opérer sans heurts, au sein d'une pareille agitation. Les exaltés s'imposent ; fort mécontents des résultats obtenus par les raisonnements de Malatesta, ils tentent un nouveau genre d'obstruction. Malatesta n'a-t-il pas voulu intimider la Seigneurie ? On voit les citoyens affluer chez lui, au quartier Santo Spirito « où il règne en maître » ! Voilà ce qui le pousse à abuser de son intervention.

C'était atteindre l'opinion des magistrats dans son point faible ; on va le constater. Puisque Malatesta préfère son congé à la soumission au gouvernement, qu'il soit pris au mot ; Florence saura se passer des Corses et des Pérousin qui ne marchent qu'à l'ordre du capitaine-général. Cette décision est adoptée. Pourtant, les Dix de Pratique, fixés sur l'attachement des troupes à leur chef, ne rédigent le décret de congé qu'à grand renfort d'éloges. Si le gouvernement se résigne à se séparer de Malatesta, ce n'est, disent-ils, que pour parer aux absurdes propos du populaire. On espère ainsi en maîtriser l'audace. Périphrases inutiles ; l'intéressé est édifié sur les sentiments des Enragés dont il gêne les desseins.

*
* *

Deux sénateurs délégués vont le trouver : l'un est Andreol Nicolini (celui qui voulait le faire assassiner), l'autre Francesco Zatti. Un notaire et deux massiers les accompagnent, de façon à entourer la signification de congé des formes officielles.

Malatesta s'était montré fort mécontent des sévices et injures prodigués par la Seigneurie à Cencio Guercio, son homme de confiance ; notons, en plus, que la présence de Nicolini dans la délégation n'était pas de nature à le bien disposer. Les sénateurs et leur escorte arrivent à l'entrée de la rue Maggio où se trouvaient les premiers postes du capitaine-général ; les soldats laissent passer le petit groupe, mais chuchotent avec quelque impertinence. La délégation est introduite près de Malatesta. Étendu sur le lit où le cloue souvent son infirmité, celui-ci répond à peine, d'un léger mouvement de tête, au salut des sénateurs. Alors commence l'avant-propos de lourde flatterie qui tourne à l'ironie quand vient l'énoncé du congé. Malatesta croit à un affront ; furieux, il se lève, le poignard à la main, et frappe Nicolini qui lisait le décret. C'est un tumulte inénarrable ; les massiers y perdent leurs masses d'argent dont s'emparent les soldats, narquois. Nicolini affolé s'enfuit, abandonnant son manteau et sa monture ; son collègue Zatti, qui s'est d'abord jeté à genoux, les mains jointes, décampe à son tour plus mort que vif. Bref, l'escorte florentine allait passer un mauvais quart d'heure sous la poussée des soldats pérousin quand Malatesta s'interpose. Il ne semble pas s'être acharné contre Nicolini. « *Ce n'est pas toi que je vise, lui a-t-il dit, mais ce grand coquin de Cardacci* » ; puis il ajoute « *Allez dire à vos seigneurs que, de gré ou de force, ils s'accorderont avec le Pape. Florence n'est pas une écurie à mulets. Je la préserverai bien, malgré les traîtres !* »

En somme, Nicolini n'a été que légèrement atteint. Mais l'acte de Malatesta, vraiment inexcusable, n'a pas besoin d'être dénaturé par ceux qui en dissimulent les motifs. Ils ont applaudi aux menaces déversées sur Guercio, le messager du capitaine-général, lequel rendait au Sénat la monnaie de sa pièce.

*
* *

D'abord, l'émotion et l'indignation bouleversent les magistrats, qui convoquent les ordonnances ; le gonfalonier de la République paie de sa personne. « *Aux armes ! clame-t-il sur la place, mon cheval ! ma cuirasse !* » Hélas, l'entrain n'y est plus. A peine si la moitié des gonfalons se décide à le suivre ; les autres prétendent n'avoir pour seigneur que Baglioni. C'est assez mal engagé ; malgré cela, Malatesta paiera de sa vie l'affront fait à Nicolini, et Girolami se charge de le congédier si les plus violents Enragés lui en laissent le temps. Car ces gens-là ne parlent que de tuer. Un certain Giovan-Battista Cei crie plus fort que les autres, ce qui est toujours imprudent, comme il le verra par la suite ; un capitaine de Gascons s'offre également pour l'opération. Tout ce branle-bas arrive un peu tard. 400 jeunes gens et de nombreux citoyens, massés sur la place de Santo Spirito, barrent la route aux assaillants. Ceux-là en ont assez de leur gouvernement d'exaltés et acclament Malatesta ; quelques Palleschi profitent de l'occasion pour risquer des vivats en faveur des Médicis. Inutile de dire que les 800 fidèles qui suivaient le gonfalonier se sont volatilisés ; à peine si le quart d'entre eux tient encore. Busini s'en désole : « *On va remercier, adorer Malatesta !* » écrit-il. Le général a prévu cette effervescence : des ferments de haine, exploités par les violents, sortirait l'anarchie, prélude de la destruction, si la majeure partie de la population ne facilitait sa tâche. Défalcation faite des amis des Médicis, des trembleurs et des égoïstes, les hommes d'ordre sont assez nombreux pour se faire respecter ; ils estiment en avoir assez fait pour sauver l'honneur et se refusent à subir les atrocités inutiles.

Malatesta pense de même ; pour lui, la campagne est virtuellement terminée. Il ne s'agit plus que du règlement, au sujet duquel toute entente est impossible avec la Seigneurie dominée par les Enragés. Le général avait prévu qu'il se déciderait à faire seul l'accord, puisqu'on n'en finissait pas ; il y pourvoit en laissant introduire dans les bastions le colonel Colonna-Pirro avec ses gens. Un Pérousin, Margutti, se charge de rompre la porte San Pietro Gattolini d'où le capitaine Altoviti s'enfuit, sans demander son reste.

Par ordre de Malatesta, les rues conduisant au pont « a la Carraia », au Ponte-Vecchio, ailleurs encore, sont barrées ; seul est laissé libre le quartier que garde Stefano Colonna d'accord avec son chef. En même temps, les canons placés au sommet des tours San Friano et San Pietro-Gattolini sont pointés sur la ville ; c'est le moyen de convaincre la Seigneurie et ses derniers fidèles. Trois portes et une poterne étant à la discrétion de Malatesta, les discussions sont vaines, car les Impériaux serrent les murs de plus en plus près. Du reste, le général n'avait nullement tenu à être témoin de l'inévitable reddition et s'était muni d'un sauf-

conduit de Ferrante de Gonzague pour quitter Florence avec ses troupes suivies par les Palleschi. Les Enragés auraient ensuite manœuvré à leur guise.

*
* *

Mais les citoyens, qui redoutaient autant les mesures des exaltés que le pillage des Impériaux, n'eurent pas plus tôt vent de la détermination de Malatesta, qu'ils voulurent y parer. Ils firent sommer les Enragés, par la voix autorisée de Ceccotto Tosinchi (le vainqueur des coalisés, à la tour San Romano), d'avoir à clore leurs élucubrations ; c'était autoriser Baglioni à conclure l'acte qu'imposaient les circonstances.

A partir de ce moment, le général est le maître ; en face de lui n'existent plus ni gouvernement ni factions. Il va tout régler.

Pour son propre cas, il fera valoir aux yeux du Pape que, l'ayant combattu, il n'a pas moins réussi à éviter la destruction de Florence ; ce sera un palliatif. Clément VII attachait à ce résultat une non moindre importance que la majorité des citoyens. Avant la chute d'Empoli, alors que l'issue de la campagne ne pouvait déjà laisser aucun doute, Malatesta avait fait tâter le terrain à la Cour pontificale, par Galeazzo Baglioni : de cette façon étaient soumises à l'approbation du Pape les conventions concernant le capitaine-général et les Pérousin servant sous ses ordres. Il importait d'être fixé, puisque les soldats originaires des États de l'Église encouraient les mêmes peines que le seigneur de Pérouse ; tous, par le fait de leur participation à la défense de Florence, devenaient contumaces et rebelles ; leurs biens tombaient sous la saisie et le pillage. C'était assez sérieux pour exiger quelques précautions. Les Pérousin avaient payé de leur personne ; nombre d'entre eux s'étaient fait tuer ; mais pour ceux-là seulement la question s'était simplifiée. Malatesta, répugnant à endosser le désastre, prétendait ne pas ruiner non plus ses amis, ce qui eût été perdre doublement la partie ; on ne s'étonnera pas de le voir contrecarrer les Enragés en vue d'épargner à Florence la catastrophe qui l'entraînait lui-même avec ses compatriotes.

Il obtient du Pape leur pardon en même temps que le sien, la restitution des biens saisis et le libre retour à Pérouse ; honneurs et dignités lui seront conservés. Ses adversaires : Braccio et Sforza, déchus de tout bénéfice concédé lors de la reddition de Pérouse, ne pourront demeurer dans les États de l'Église ou sur le territoire florentin ; même sanction contre les bannis des fiefs du général. Divers points spéciaux, concernant tel ou tel de ses alliés ou parents, sont réglés par la même convention. Malatesta reçoit garantie d'exécution de tous les engagements qui lui furent consentis au nom du Pape par l'évêque de Faënza, Meniconi, et par le prince d'Orange ; ils comprennent la concession des seigneuries de Nocera (avec la Valtopina), de Bevagna, de Limignano, de Castelbuono, de Rocca-Castelli et de la moitié de Chiusi ; plus, la promesse d'un évêché, un bénéfice de 8 à 10.000 écus d'entrée par an assuré à Giovan-Paolo, neveu de Malatesta ; et à Rodolfo, fils du général, la main de la fille de Varano duc de Camerino^{242/1}. Les différends entre Malatesta et les gens d'Orviéto sont tenus pour réglés.

*
* *

Les historiens s'accordent sur l'ensemble de ces conventions ; certains objectent, au sujet de la fiancée de Rodolfo, que Malatesta avait souhaité dans ce rôle Catherine de Médicis. Une alliance avec les Varani devait, en effet, le séduire médiocrement, en raison des démêlés dramatiques naguère soulevés entre les seigneurs de Pérouse et de Camerino. Par contre, la fortune si rapide des Médicis faisait de Catherine un parti exceptionnel. Comme otage des Florentins, cette jeune princesse venait de passer par de cruels moments ; elle devait, surtout à Malatesta, d'en être sortie indemne. Quoi qu'il en soit, il est à remarquer que les deux généraux en présence au cours du siège, Orange et Malatesta, visèrent le même but en fait de mariage l'un pour lui-même, l'autre pour son fils. (Ce dernier épousera Costanza Vitelli, des seigneurs de Città di Castello.)

Le principal intérêt du règlement en cours concerne les concessions faites au capitaine-général. Nous les reconnaissons ; elles résument, à très peu de chose près, celles que les coalisés consentirent à Malatesta lors de la convention de Pérouse. Or, ce fut à cette même convention que Florence dut de recouvrer son contingent détaché en Ombrie ; ce fut elle encore qui ouvrit à Baglioni et à ses Corses et Pérousin la route de Toscane ; elle enfin qui permit aux assiégés de prolonger une résistance compromise par la seule défection de François Ier. Mais le parti pris ne discute pas ; il s'agit de dénoncer les concessions, obtenues avant le siège de Florence, comme le prix de la trahison et du sang. Malatesta avait pourtant eu le droit d'émettre des prétentions proportionnées aux dommages et aux difficultés endurés, aux efforts tentés, aux périls affrontés et parfois conjurés. Qu'il ait, du même coup, rendu service au Pape, d'accord ; mais Clément VII lui prodiguait-il sa gratitude en consentant des privilèges accordés antérieurement ?

^{242/1} Pendant la marche de Lautrec à travers la Romagne pour gagner Naples (1528), Giovan-Maria Varano, duc de Camerino, était décédé, en août, ne laissant qu'une fille de Caterina Cibo. Cette héritière devint le point de mire du duc d'Urbin et d'Orazio Baglioni (frère de Malatesta), chacun pour leur fils. Sur Ces entrefaites, Sciarra Colonna attaqua Caterina (la veuve de Giovan-Maria), et livrait la seigneurie à un bâtard du dernier duc : Rodolfo Varano, devenu ainsi régnant dans la rocca de Camerino, sous la tutelle des Colonna. Mais ce Rodolfo tombe aux mains des soldats de la Ligue que commande, en Ombrie, le duc d'Urbin ; alors Orazio Baglioni l'enferme dans le château della Presse. De cette façon, la fille de Giovan-Maria devait être particulièrement bien disposée pour les Baglioni d'autant plus que Sciarra Colonna n'obtint la délivrance du bâtard prisonnier qu'en évacuant Camerino.

Le Pape, au dire de tel ou tel, fut effrayé des revendications de Malatesta ; c'est vraisemblable, car le service était acquis, alors ! Les mêmes craintes eussent-elles produit leur effet si le salut de Florence eût encore dépendu du seigneur pérousin ? D'autres considérations vinrent ensuite assaillir Clément VII : celle, par exemple, du pouvoir dont jouissait Malatesta chez lui et qui gênait tant le Saint-Siège. Le général saura bientôt à quoi s'en tenir.

En attendant, il presse la conclusion du traité entre Clément VII et Florence ; son intention serait d'entrer au service vénitien avec 5 ou 6.000 fanti d'élite. Mais la République de Saint-Marc, qui usa à son égard des mêmes reculades qu'avec Florence, n'a point envie de se l'attacher.

Les magistrats florentins viennent de changer l'orientation de leur politique. Zanobi Bartolini s'en aperçoit ; de nouveau, il est en vedette et chargé d'apaiser la colère de Malatesta, qui seul peut mener à bien les pourparlers. La camaraderie du général avec l'assiégeant en atténuera les exigences ; chacun tablant là-dessus, les injures sont remises à plus tard. Bartolini, escorté d'un massier et suivi d'un détachement de miliciens, remplit son mandat et reçoit bon accueil. L'unique condition posée en principe par Malatesta est que la Seigneurie envoie au camp impérial des ambassadeurs approuvés par lui-même.

Nous sommes loin du congé signifié au général ; c'est à qui lui fera fête. De nombreux jeunes gens ont, dans ce but, quitté leurs gonfalons ; une foule sympathique se presse aux abords de son palais ; les Rossi, Buondelmonti, Cavalcanti, Ridolfi, Gondi et autres principaux notables le tiennent pour l'homme nécessaire. Ils ont « *loué hautement* » son attitude et « *blâmé l'imprudance du gonfalonier* ». Galeazzo Baglioni et Bino Signorelli, revenus près de leur seigneur, jouissent du spectacle ; naturellement, Bartolini n'a pas été réélu commissaire sans voir Malatesta proclamé de nouveau capitaine-général. Les citoyens devaient avoir une certaine peine à s'y reconnaître.

Quatre ambassadeurs sont élus par le conseil des Quatre-Vingts réuni par la Seigneurie ; cette délégation est destinée à Ferrante de Gonzague. On n'a pas davantage oublié Clément VII, dont le commissaire, Bartolomeo Valori, s'est, dit-on, abouché avec Malatesta. Une ambassade de quatre membres lui est également envoyée pendant que deux orateurs se rendent près de Charles-Quint. Le mandat de ces diplomates, tel que l'a approuvé Baglioni, stipule la conservation de la Liberté et l'amnistie pour tous ceux qui, de près ou de loin, se sont compromis dans la résistance. Ferrante de Gonzague s'obligera non seulement en son propre nom, mais en celui du Pape et de l'empereur.

*
* *

En ville, c'est le chaos ; les rixes entre bandes de provenances diverses menacent de dégénérer en mêlée : Florentins, Corses, Gascons et Pérousin ne cessent de se provoquer. Le seul point sur lequel s'accordent les factions locales, c'est que Florence est à la discrétion de Malatesta. Et quand plusieurs soldats ou amis du capitaine-général, agacés des propos à son adresse, font afficher dans les endroits les plus fréquentés, des cartels de défi contre quiconque osera l'accuser de trahison, personne ne bouge. Pas un de ces Enragés, qui tenaient pour secondaire l'existence de la ville, ne s'offre pour braver l'adversité ; ces fougueux patriotes attendent de n'avoir plus besoin du Baglioni. Point d'épée ni de mousquet ; ce sera une plume envenimée que le ressentiment mettra aux mains de ses détracteurs. Les Palleschi triomphent « *comme des gens qui ont le vent en poupe et se sentent les maîtres de demain* » ; leurs vivats ne sont pas pour plaire au capitaine-général, plus sensible à ceux des infortunés sortis des geôles (**10 août 1530**). Ces malheureux ne savent comment exprimer leur gratitude à « *leur libérateur* ».

Enfin les négociations ont abouti ; le texte des articles transmis à Florence (**11 août 1530**) par ses ambassadeurs reçoit le lendemain l'approbation de la Seigneurie ; les signatures sont données (dans la villa Marocchi, près Florence). Il s'ensuit que l'empereur établira et ordonnera la forme du gouvernement dans les quatre mois qui suivront l'accord ; la Liberté sera conservée ; les détenus pour cause d'attachement aux Médicis devront être libérés, en même temps que seront rappelés les exilés et bannis de leur parti. Même effet se produira à Pise, à Volterre et dans les autres dépendances de la République. Florence est imposée de 80.000 écus, dont 40 à 50.000 au comptant ; le reste, dans un délai de six mois, ce qui permettra à l'armée d'évacuer au plus tôt son territoire. Gonzague pourra recevoir, jusqu'à concurrence de cinquante, les citoyens qu'il lui plaira de désigner pour servir d'otages, tant que les conventions n'auront pas été complètement exécutées. Pise, Volterre, Livourne et leurs forteresses, en un mot tout ce qui dépend des Florentins, devra obéissance au gouvernement établi par l'empereur. En présence des magistrats, Malatesta Baglioni et Stefano Colonna renonceront à leur serment envers Florence ; ils s'engageront par-devant Mgr Balançon, gentilhomme de Charles-Quint, à prolonger leur commandement dans la ville jusqu'à plein accomplissement des conventions et dans un délai prévu de quatre mois. Ils devront se conformer aux ordres de l'empereur pour les sorties nécessaires. Florence va recouvrer ses territoires tombés aux mains des coalisés ; Clément VII usera de clémence et de mansuétude. Les ratifications du Pape et de l'empereur seront garanties par leurs délégués.

Ces conditions étaient pénibles, mais elles s'imposaient et auraient pu être pires. L'oubli des mutuelles injures, la remise des peines encourues, la patrie ouverte à tous et les biens rendus, constituaient autant de gages de concorde ; il suffisait de se conformer loyalement à cet énoncé.

Le maintien de la Liberté était fait pour plaire à l'amour-propre florentin. Malatesta avait obtenu un gouvernement « *pratique et ferme* », susceptible de terminer la guerre étrangère et même la guerre civile ; à lui encore, Florence était redevable de conditions que le conseil des Quatre-Vingts n'osait espérer au début.

Que de souffrances endurées depuis, de façon à atténuer les aspirations des vaincus ! On évalue à 80.000 hommes et à 80 capitaines les pertes de la République au cours des opérations ; sans parler des nombreux décès causés dans le menu peuple de la ville ou de la campagne par la famine, le surmenage et le feu de l'ennemi.

*
* *

Stefano Colonna s'est empressé de quitter Florence, laissant à Malatesta le soin de régler seul les difficultés et de recevoir les ordres impériaux. Le plus pressé concerne l'indemnité ; en conséquence, la Seigneurie impose de lourdes prestations sur toutes les classes de citoyens. C'est la revanche des Pallese. Naguère, étrillés sans merci, ils se voient épargnés par les présentes mesures. Du reste, la perspective de l'irruption de la soldatesque stimule les sacrifices, seuls en mesure de l'éloigner.

De son côté, le Pape reprend le cours de ses lettres ; l'une d'elles (**datée du 13 août 1530**) parvient à Malatesta par l'entremise de Bernardino Coccio. Clément VII instruit, depuis un certain temps, de la sollicitude que Malatesta n'a cessé de témoigner pour la sauvegarde de Florence et en même temps la fortune des Médicis, l'exhorte à persévérer dans cette voie, avec promesse de l'en récompenser. Ce à quoi le général se permet une réponse, soigneusement passée sous silence dans l'« Histoire » de Cambi. Le Seigneur a rappelé que ses nombreux mécomptes justifient de hautes prétentions et par une nouvelle lettre (**24 août 1530**) Clément VII lui exprime encore sa gratitude^{244/1}.

Peu à peu, quelques-uns des Florentins qui viennent de faire campagne contre la République rentrent en ville ; c'est le moment. Un nombre sans cesse croissant de citoyens, même parmi les ex-Enragés, ne tiennent plus pour honteux de recevoir les Médicis, « ... cette famille n'était point étrangère à la ville : elle lui avait donné de la gloire et surtout du repos. » (Perrens) Par contre, les meneurs, particulièrement compromis, pressentent les réactions ; peu soucieux d'en supporter les conséquences, ils s'éloignent. Parmi eux, deux prédicateurs se sont signalés au cours du siège par la véhémence de leur langage. Leur opposition ouverte à tout moyen de conciliation fatigua Malatesta, si bien que les deux confrères ne doutaient plus de ce qui les attendait. L'un réussit à fuir sous des habits de paysan ; l'autre, le dominicain Benedetto de Foiano, arrêté par un soldat pérousin et remis au capitaine-général, fut envoyé à Rome où il ne devait pas être épargné.

*
* *

Le palais de Malatesta ne désemplit pas ; toutes les Pratiques s'y tiennent, et la Balie (ou délégation de 12 citoyens) y a ouvert sa première séance (**20 août 1530**). Nommée pour restituer, dans les formes, honneurs et dignités aux Médicis, elle commence par interdire le port des armes aux citoyens. Ceux qui se conformeront au décret vont être en belle posture pour tenir tête aux arrivants. Bartolomeo Valori est en faveur puisqu'il s'agit de reconstituer le gouvernement, avec Giovanni Corsi comme gonfalonier (**1^{er} sept. 1530**). L'ordre renaît ; les Pallese s'en montrent les auxiliaires empressés ; rôle facilité par les armes qu'on leur laisse. Du reste, Malatesta n'est pas disposé à ménager les agitateurs : deux bans publiés par ses trompettes prescrivent la tranquillité aussi bien aux citoyens qu'aux Impériaux, pendant leur séjour. Leurs allées et venues du camp dans Florence et « vice versa » sont réglées par lui-même. Bientôt les acclamations s'élèvent plus nourries, en faveur des Médicis : Palle ! Palle ! (les boules ! les boules ! allusion à leurs armoiries) ; à mesure qu'ils reprennent confiance, les opportunistes saluent le soleil levant. Tout cela n'empêche pas Clément VII de désirer l'éloignement de Malatesta, dont le crédit et l'autorité le gênent ; Giovan-Antonio a été chargé de lui signifier son congé et celui de ses troupes.

^{244/1} Brefs de Clément VII à Malatesta Baglioni :

(I°) Clément PP. VII.

« Cher fils, Salut et Bénédiction Apostolique.

Nous avons appris par notre cher fils Dominique Centurionio notre camerlingue, ce que depuis longtemps nous savions déjà au sujet de l'attachement, cher fils, et du zèle témoignés par vous pour garder cette ville qui est notre patrie et pour le bien de nos affaires. Cela nous est si agréable et s'imprime tellement dans notre cœur, que nous ne pourrions jamais oublier tous les bienfaits dont nous vous sommes redevables ainsi que notre patrie. Car si toute notre sollicitude tend à la conservation de cette ville, il est de toute justice, puisqu'en cela vous êtes notre principal appui, que nous vous en soyons reconnaissants. Notre fils bien-aimé Bernardino Coccio que nous envoyons vers vous, et aux paroles duquel vous ajouterez foi, vous développera plus encore notre pensée.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, sous l'anneau du Pêcheur, le 13 août 1530 et la septième année de notre Pontificat. Signé : BLOSIUS » — Au revers : « A notre cher fils Malatesta Baglioni, Capitaine-Général de l'armée florentine. »

(II°) Clément PP. VII.

« Cher fils, Salut et Bénédiction Apostolique.

Nous constatons de plus en plus, par vos lettres, l'affection que vous nous portez ; nous vous exhortons, à mon fils, à terminer ce que vous avez commencé avec tant de sollicitude ; plus vous vaincrez de difficultés, et plus vous aurez de mérites auprès de nous qui ne pourrions jamais oublier tout ce que vous avez fait pour notre patrie. Cependant, bien que votre ami Galeazzo (Baglioni) vous ait longuement écrit à ce sujet comme nous le pensons, notre familier bien-aimé. Martino Agrippa, qui vous remettra les présentes, vous l'expliquera abondamment ; vous pourrez lui accorder toute votre confiance.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, sous l'anneau du Pêcheur, le 24 août 1530, septième année de notre Pontificat.

BLOSIUS » — Au revers : « A notre cher fils Malatesta Baglioni, etc. »

→ Voir Vermiglioli : *Vita de Malatesta IV Baglioni*, pp. CXI et CXII. Appendices XXVIII et XXIX.

Simplement, le général a répondu que son départ livrerait la ville désarmée à la cupidité des soudards ; l'empereur ne lui a-t-il pas enjoint de maintenir l'ordre jusqu'à la refonte du gouvernement ? Si le Pape insiste, il s'éloignera, « *désirant avant tout aller se reposer dans sa patrie et se remettre de tant de fatigues et de peines si longtemps endurées* » ; il écrit dans ce sens à Clément VII (**3 sept. 1530**) (voir *Perrens, Vermiglioli*). Après avoir été au danger, avoir préservé Florence et maintenu le principe de sa Liberté, était-ce présomption de sa part que prétendre remettre en personne cette ville aux mains des princes rapatriés ? Mais Clément VII voudrait le savoir loin.

Il a obtenu à son intention un nouveau sauf-conduit de Ferrante de Gonzague où rien n'est oublié. Sur le parcours que devra suivre Malatesta à travers les territoires florentins et siennois, les approvisionnements seront préparés pour lui et ses troupes ; il sera traité partout avec distinction, comme un personnage de marque, bien vu de l'empereur.

Le Pape souhaitait tout autant le départ des Impériaux, dont la présence n'était pas sans danger. Déjà, les Italiens de Colonna-Pirro, en querelle avec les Espagnols, les ont battus, et Ferrante de Gonzague a profité de l'incident pour dénoncer une entente des Italiens avec les Florentins, contre son camp. Aussitôt, Allemands et Espagnols de s'unir pour un pillage en règle, au cours duquel les Italiens (leurs alliés de la veille) en verront de dures ; on eut beaucoup de peine à rétablir le calme. Tel fut l'adieu des Impériaux (**9 sept**).

Les Corses et les Pérousin de Malatesta ne pouvaient être en reste ; irrités par les insinuations et les injures qui leur avaient échauffé les oreilles, ils profitent de leur départ pour se mutiner. Leurs bandes s'agitent sur la place Sante Croce ; on crie : *Au sac !* Malatesta paraît, « *et son dernier acte n'est pas d'un ennemi, ni même d'un homme irrité ou blessé.* » (*Perrens*) Il s'avance sur sa monture de voyage, ce qui calme aussitôt ses gens ; le général fait néanmoins arrêter, pour l'exemple, le capitaine Pasquino Corso (**12 sept. 1530**). Est-il besoin d'ajouter qu'une fois leurs appréhensions dissipées, les citoyens regarderont l'acte du Baglioni comme une feinte et le tumulte des soldats comme un chantage pour leur extorquer 10.000 ducats ?

Ainsi partit Malatesta, « *la tête haute, la conscience tranquille* », ayant, à maintes reprises et sans trouver de contradicteurs, parlé de sa fidélité « *démontrée en tous temps par ses actes* ». (*Perrens*) Un long convoi de munitions et d'opulentes fournitures suit le général, auquel le gouvernement florentin vient d'offrir dix canons, deux lionceaux et un assortiment des plus riches draperies. A ces témoignages de gratitude s'ajoute un Étendard d'honneur, qui sera gardé jusqu'au XVII^e siècle par les Baglioni^{246/1}

*
* *

Combien vite se modifiera l'attitude de ceux qui, au moment du péril, s'entassèrent dans les antichambres de Malatesta ! Tels des plus faméliques n'attendent que d'être rassurés sur leur vie ou leurs biens pour se redresser jusqu'à l'insulte contre celui dont ils venaient de lécher l'épée. Pourtant, Malatesta ne s'est pas plus tôt éloigné que les Florentins comprirent la portée de son arbitrage ; par ordre de Charles-Quint, ils passèrent sous le commandement d'Alessandro Vitelli, puis sous celui d'Alexandre de Médicis, proclamé chef de la République par décret impérial, daté d'Augsbourg (**20 oct. 1530**). Fî des conventions que renient maintenant d'impitoyables représailles ! Malatesta n'est plus là. Malheur aux « Enragés » compromis au premier chef ; ils sont décapités, les prisons s'encombrent, les proscriptions battent leur plein, sans parler des exils volontaires.

Au cours de ces tristes événements, des fêtes splendides se préparent à Pérouse pour saluer le retour du seigneur.

*
* *

Le rôle de Malatesta envers Florence n'a cessé de soulever les plus violentes polémiques. S'il paraît instructif de remonter à leur source (même au prix d'études longues et peu variées), le résumé de toutes ces diatribes n'en éclaire pas mieux la question ; tant il est impossible à ceux qui se haïssent de se juger. Prétendre que Malatesta amusa les Florentins jusqu'à la reddition fatale, pour le bénéfice de Clément VII, c'est calomnier son attitude, au moins dans la première partie du siège ; c'est aussi faire bon compte des impossibilités matérielles au milieu desquelles s'est débattue Florence, de l'avis des gens de guerre.

Alors, objectent les intransigeants, pourquoi Baglioni ne laissa-t-il pas la cité se vouer à la destruction ? cela valait mieux qu'une lente agonie. C'est bientôt dit ; le nombre, sans cesse croissant, des citoyens qui envisageaient le sac avec un effroi d'autant plus justifié que leur Liberté n'y gagnait rien, ne pouvait être sacrifié avec cette désinvolture. Les vœux et les aspirations de tout ce monde pesèrent sur la conduite du chef.

Il s'était arrangé avec le Pape, plutôt mal que bien, en quittant Pérouse pour aller défendre Florence, quand survint la série des lâchages, avant-coureurs de la ruine. Devait-il l'accepter en témoin indifférent, c'est-à-dire y contribuer et assumer la responsabilité d'un tel vandalisme ? Le mécontentement de Clément VII contre lui se fût accru du même coup, c'est vrai ; et une considération de cet ordre n'était pas négligeable. Mais la destruction de la ville ne suscitait l'enthousiasme que d'un petit groupe ; beaucoup de citoyens ne se

^{246/1} Malatesta V Baglioni, évêque de Pesaro et ancien Nonce à Vienne (arrière-petit-fils du capitaine-général), en fera hommage à sa ville épiscopale qui le conserve encore.

général pas pour manifester l'opinion contraire. Suivant eux, Malatesta, quoique étranger, s'attachait plus à leur sauvegarde que leurs compatriotes. En somme, malgré les gardes qui escortaient le général, les occasions de l'assaillir n'avaient pas manqué ; les officiers florentins, les miliciens surtout, pouvaient se révolter. Seulement les plus excités croyaient, comme leurs concitoyens, que la disparition du chef aurait entraîné la catastrophe, laquelle ne faisait pas l'affaire du grand nombre. Il ne s'agissait donc que de clabauder pour la forme. Nerli le comprend et dit : « *Malatesta fut favorisé par l'autorité et la raison* »²⁴⁷¹. On peut résumer les invectives à son adresse en s'en rapportant aux accents de Venise, qui dominent le tapage ; c'est naturel.

Entre tous les alliés de Florence, cette République a su donner le plus d'ampleur à sa défection. Fabretti montrait naguère Capello, l'ambassadeur vénitien, empressé à chapitrer Malatesta pour le jeter dans l'inextricable aventure toscane ; il s'ingéniait alors à réveiller les ressentiments du seigneur pérousin, à l'enjôler par les promesses de secours, multipliées par son gouvernement ! Eh bien, après la catastrophe, le haineux témoignage de ce même Capello sera requis contre le capitaine-général comme celui d'un homme « *très prudent en tout avis diplomatique* ». (Fabretti) Je crois bien ! Et ce n'est pas assez d'ironie ; le Doge de Venise avait rassuré l'ambassadeur de Florence en protestant que sa République, n'ayant jamais fait de « *choses aussi indignes* », ne voudrait pas débiter par l'abandon de ses alliés florentins, etc. Ce prélude à la trahison, en pleine guerre, n'empêche nullement Matteo Dandolo de résumer ses diatribes en phrases lapidaires, toujours citées contre Malatesta.

Était-il si loin le temps où, abandonnée de tous, et à la veille de succomber, Venise acclamait Giovan-Paolo (père de ce même Baglioni) venant mettre son épée à son service ?²⁴⁷² Ce n'était pas rancune de la part du condottier, naguère chassé avec Petrucci par cette République à laquelle il demandait asile (1503). Au lieu de craindre Charles-Quint, Venise craignait alors Borgia ; la façon de procéder ne varie pas. Le fils de Giovan-Paolo n'a-t-il pas servi avec distinction sous la bannière de Saint-Marc, à Marignan, à Lodi, ailleurs encore ? Ces détails échappent moins facilement aux historiens pérousins ; aussi Frolière écrit-il que le Sénat Sérénissime, en butte aux attaques acharnées des princes chrétiens, reçut de Malatesta « *les plus formelles preuves de son expérience et de ses talents* » ; il se montra, en effet : « *l'un des premiers capitaines et guerriers de son armée par de multiples efforts pour sauver sa cause* ».

Malgré cela, les faits d'armes à son actif sont biffés et les torts grossis ; c'est très simple.

Venise se sent à l'aise pour vanter les héroïques Florentins que son propre abandon a condamnés aux pires misères. Suivant elle, Malatesta empêcha la ville assiégée de venir seule à bout du Pape et de l'empereur. Les dissensions intestines, la disproportion des forces ou la famine importent peu à la Sérénissime République, bien fixée sur le dénouement ; elle y a contribué. Son secrétaire, Donato Giannotti, se montre particulièrement agressif contre Malatesta, qui ne s'est rendu aucun compte des positions autour de Florence ; qui a laissé, sans difficulté, l'ennemi marcher jusqu'aux portes et ne lui a causé nul dommage. Opposé à la victoire, ce général condamnait les assiégés à de perpétuels succès. L'historique du siège relate de multiples contacts heureux pour les Florentins mais cela n'empêche pas Fabretti de partager l'opinion du secrétaire vénitien.

L'historien qui, naguère, attribuait la ruine de la République à l'indécision de sa politique, estime que Malatesta n'a montré ni hardiesse ni prudence. Il a voulu se faire tuer ? la belle affaire ; il a vu ses plus chers Pérousins tomber à ses côtés ? mais ce sont là procédés de trahison. On peut juger de sa prudence par son opposition aux sorties inutiles ; ce qui dénote assez l'intention de gaspiller les hommes. Fabretti néglige l'avis des capitaines au moment du siège, quand il a pour lui Giannotti, lequel sait tout par les commérages populaires.

Les citadins sont autrement qualifiés que les militaires pour discuter tactique et plans de guerre. Parlons des fortifications qui préoccupèrent si peu Malatesta, puisqu'il s'est borné à en activer la mise en état, dès son arrivée. Mais laissons de côté tel sujet épineux, relatif aux avis que réitéra inutilement le général au sujet de la rentrée des récoltes ; oublions ses demandes de secours, pour la défense préalable de Pérouse, réduits, retardés ou refusés par la Seigneurie.

Après tout, l'attitude de Venise ne diffère pas de celle des États amis et voisins de Florence ; tous trahirent sa cause. Certains se rangèrent parmi ses ennemis, ce qui ne les embarrasse pas pour s'en prendre à Malatesta, devenu le bouc émissaire.

En ce qui concerne Florence, ses écrivains, « *ayant fait preuve de remarquables qualités littéraires, ont perpétué les légendes qui pouvaient flatter l'amour-propre de leur cité* ». Chacun s'en rapporte à eux, presque exclusivement, ce qui n'est pas sans inconvénient au point de vue de la vérité. « *Florence doit au génie*

²⁴⁷¹ Sur ce point, le raisonnement de Perrens paraît discutable. L'historien considère Malatesta coupable : « *uniquement, il importe de le remarquer, (pour) avoir voulu traiter, sans tenir compte de la volonté contraire chez le peuple dont il n'était que le bras salarié... etc.* » Mais n'est-ce point plutôt en favorisant les aspirations des citoyens que le général donne prise à la critique ? Il les a écoutées de préférence aux injonctions du parti extrême qui, bien qu'au pouvoir, cessait d'être en communion d'idées avec les Florentins. L'ambassadeur vénitien, Carlo Capello, reconnaît que les avis de Malatesta et de Colonna étaient partagés alors par beaucoup d'entre les grands, par les gens de guerre et une bonne partie de la ville.

²⁴⁷² Sismondi (*Hist. des Répub. ital.*, X, p. 203) reconnaît que Giovan-Paolo « *se montra digne de la confiance* » que mirent en lui les Vénitiens. Dira-t-on qu'il ne témoigna jamais d'attachement aux Florentins lui qui, jadis, fut trop l'ennemi de César Borgia « *pour n'être pas ami de Florence et, pour ces motifs, resté fidèle* » ? (Perrens)

littéraire de ses panégyristes d'avoir, aujourd'hui encore, l'oreille du monde » (Langton Douglas)^{248/1}. Il est difficile d'apprécier l'attitude de condottiers qui n'eurent pas l'heur de satisfaire tous les partis ; les conditions de la guerre étaient si différentes des nôtres^{248/2}.

C'est pourquoi Delécluze, ne se bornant pas aux seules données fournies par les adversaires de Malatesta, trouve sa conduite « *difficile à expliquer* », car « *les historiens varient beaucoup dans les jugements qu'ils en portent* ». Varieraient-ils à ce point, en s'efforçant de savoir, non si Malatesta paraît coupable, mais s'il a cru l'être ? Bonazzi écrit : « *sa défection prit presque, pour lui, l'aspect d'un devoir* » ; Perrens est non moins précis : « *.... devant un Pape soutenu par toutes les armées de Charles-Quint, il n'y avait pas d'avenir pour un peuple libre.* »

Convaincu de l'inutilité d'un suicide national, Baglioni qualifie de traîtres ceux qui préfèrent la ruine de la patrie à la perte du pouvoir, et Perrens le croit sincère. Le général prétendait à la reconnaissance des Florentins pour avoir sauvé leur ville du pillage, en désobéissant au parti avancé : « *Salus populi, suprema lex.* » C'est à Clément VII en personne que le fils de Giovan-Paolo expose sa pensée. « *On a remarqué avec raison qu'un traître peut bien se défendre en public du reproche de trahison, mais non pas en écrivant à l'instigateur de la trahison.* » (Perrens) Certes, les intérêts de Pérouse et ceux de son seigneur se sont de plus en plus liés à la conservation de Florence après la défection française de même l'appoint dont bénéficièrent les Médicis. Mais cette tournure des choses était fatale Elle n'est pas le fait de Malatesta que les amis des Médicis exaltent à tort ; on ne mérite pas d'éloges à commettre une faute, fut-elle inéluctable. Puisqu'il fallait opter entre les lois de la guerre et celles de l'humanité, aucun penseur impartial ne reprochera à Malatesta le choix qu'il a fait : Florence n'avait rien à attendre, non seulement de lui, mais de tout condottier étranger, dont elle eût escompté la ruine. Qu'on en juge par l'abandon où elle s'est trouvée à sa dernière heure ; elle recueillit alors « *les fruits amers de la haine que sa dureté, depuis des siècles, avait implantée dans tous les cœurs* ». (Perrens) Son gouvernement, sous ses formes diverses, avait rarement hésité entre son intérêt et ses engagements ; il trahit à plusieurs reprises les Baglioni avec une désinvolture plus pratique qu'honorable : précédents peu faits pour exciter les Pérousins à se sacrifier à la Seigneurie. Pellini, le premier des historiens de l'Ombrie, donne, à ce sujet, des appréciations que rendent intéressantes la clarté du style et la documentation de l'auteur, vivant au XVI^e siècle. Et récemment, Püy de Labastie fait, en ce qui concerne le rôle du duc d'Urbin, des réflexions mieux applicables à celui de Malatesta quand il parle des « *douloureuses susceptibilités de ce patriotisme irrité et injuste, commun à toutes les époques de grands désastres, et qui, aimant à se faire des illusions sur les grandeurs et les forces de son pays, se console et se venge à la fois de ses humiliations et de ses défaites, en rejetant sur quelque chef renommé la responsabilité tout entière de ce qui était l'effet d'une foule de causes auxquelles il n'était souvent pas possible à ce chef de remédier d'une manière efficace et surtout conforme aux exigences de l'opinion* ».

Noterai-je les réflexions d'un lettré, M. Broussolle, en si complète contradiction avec les clichés reçus ; ne flattant pas les préjugés, elles garantissent leur auteur contre les succès faciles : « *Ce nom de Malatesta faisait revivre une autre figure, celle de l'infâme, comme je l'appelais alors, du traître qui, sous prétexte de je ne sais quelle religion, livra Florence, la fière République, à ce Pape complice de Charles-Quint pour l'offrir ensuite à son triste Alexandre, autre descendant anonyme de la famille de Médicis. — Cette sortie intempestive me vaut une leçon d'histoire. Malatesta, jadis, fut comte de Bettone ; ici même, le 24 décembre 1531, il mourut, non point méprisé et honni, mais estimé, aimé, regretté de tous. Le peuple superstitieux voulut trouver jusque dans le ciel des signes extraordinaires du deuil universel. A Bettone d'abord, puis à Pérouse, des funérailles splendides lui furent faites, et la population tout entière y accourut. Faut-il accuser les Florentins d'avoir inventé la légende de Malatesta, le traître, le maudit ? Ont-ils connu la correspondance du capitaine et tous les documents établissant l'État misérable où la ville se trouvait réduite à la veille de la capitulation et l'impossibilité absolue de continuer la résistance ? Ne devaient-ils pas se souvenir encore que la prétendue trahison de Malatesta a sauvé leur patrie d'un pillage inévitable ? Les bandes Allemandes et Espagnoles qui n'avaient pas hésité devant le sac de la Ville Sainte, auraient-elles reculé devant celui de Florence, la ville des fleurs ?* » J'ajoute que j'ai constaté, non sans surprise, certaines concessions à la vérité historique dans un récent article du « *Capitan Fracassa* » (Rome, 27 août 1904), feuille répandue en Italie ; sous le pseudonyme de Matamoros leur auteur écrit : « *Qui aurait, par exemple, le courage d'affirmer que le Malatesta Baglioni de Francesco Domenico Guerrazzi est vraiment le Malatesta Baglioni de la réalité et de l'histoire ?* » Guerrazzi, en effet, dans son roman, suppose à ses lecteurs une dose de crédulité peu ordinaire.

*
* *

Par deux lettres (16 et 17 sept. 1530), Clément VII lève l'excommunication lancée sur Malatesta et se réconcilie avec lui puisqu'il vient d'arracher sa patrie au pillage ; le premier de ces brefs absout le général et sa suite, non sans lui rappeler son opposition aux troupes ecclésiastiques, lors des sièges de Pérouse et de Florence. Satisfait de ses procédés, aussi conciliants que pacifiques après la guerre, le Pape tient à

^{248/1} Il est facile de prendre le change. « *Nous acceptons docilement la version des Florentins ; il n'y a pas jusqu'à un Gregorovius qui ne prête foi aux plus naïves calomnies inventées par les écrivains de Florence pour salir la race (siennoise) qui a brisé et anéanti la leur dans la vallée de l'Arbia.* » (T. de Wyzewa : *Etude sur l'Histoire de Sienna* par Langton Douglas.)

^{248/2} Pierre Gauthiez justifie la conduite de Jean des Bandes-Noires par une réflexion appropriée : « *Quand on aura trouvé dans ce pays, à cette époque, l'homme ou la chose qui n'était pas à vendre, on pourra blâmer, s'il est vrai que l'histoire ait un autre rôle que de comprendre et d'exposer.* » Au sujet de Malatesta, l'écrivain sort, toutefois, de la voie qu'il trace lui-même.

témoigner au général sa gratitude, suivant en cela le précepte du Christ qui conseille de pardonner les fautes des enfants de l'Église dès que ceux-ci manifestent de bons sentiments et des signes évidents de respect et de fidélité envers elle. Clément VII oublie les offenses passées, « *veteres offensas* » absolution de toutes censures est accordée à Malatesta, ce qui entraîne la même mesure en faveur d'Annibale degli Atti, de Sforza, fils d'Alessandro comte de Sterpeto (diocèse d'Assise), et de quatre Baglioni : Sforzino et son fils Simone, Costantino et Alessandro, etc. Sont également absous tous les hommes qui accompagnèrent Malatesta, cavaliers ou fantassins, dont le général donnera les noms au Pape dans le délai d'un mois à partir de la date des présentes lettres ; tous ceux, enfin, qui combattirent avec lui contre le Pontife, à Florence, et qui firent preuve de calme après le siège.

Suivant quelques historiens pérousins, Malatesta devait remettre au vice-légat l'autorisation pontificale qu'il venait de recevoir pour rapatrier tous les bannis et condamnés, antérieurement sous ses ordres en Toscane. Il lui était loisible, en outre, de guerroyer, ainsi que les membres de sa famille, dans toute l'étendue des États ecclésiastiques.

C'est la réédition du bref du 26 juillet, en ce sens que les concessions stipulées pour Malatesta, son fils et son neveu^{250/1}, confirment simplement l'accord établi naguère, à Pérouse, entre Orange et le seigneur du lieu. Mettons qu'elles représentent la reconnaissance papale pour la sauvegarde de Florence (*Pellini*) ; elles ne sauraient, en tous cas, sans faire double emploi, payer la trahison ou la capitulation.

Fabretti prétend que les contemporains s'étonnèrent de tels articles. Pas tous, si ce n'est dans le sens opposé à celui que voudrait insinuer l'écrivain : « *Si l'on examine attentivement le texte de Giovio qui, plus qu'aucun autre, s'étend sur cette guerre, il est impossible de blâmer Malatesta avec d'honnêtes raisons. — Le Pape avait le plus grand désir de clore cette campagne en épargnant la ville et le sang des habitants. Si, pour éviter à Florence les pires catastrophes, il s'est trouvé en conformité de vues avec Malatesta convaincu lui-même de l'impossibilité d'une résistance armée, il a tenu à reconnaître cette attention de Malatesta envers sa patrie, conforme à ses propres désirs. C'est effectivement par gratitude que le Pape pardonne à Malatesta, ce qui ne saurait surprendre, et qu'il lui fit d'importantes donations.* » (*Pellini*)

De son côté, Froliere, ayant spécifié les raisons majeures de l'accord entre les Florentins et Clément VII, déclare : « *... C'est ainsi que furent démontrées sa gloire éclatante (de Malatesta) ainsi que son talent, sa grandeur d'âme, non moins que son expérience de la guerre.* »

Vermiglioli suppose Clément VII d'autant mieux disposé envers le général qu'il le craignait, « *perchè lo teme* », et Giulio de Costantino, dont cet auteur s'inspire, n'est pas moins affirmatif : « *Le nom et la renommée du seigneur Malatesta étaient partout réputés, non seulement en Italie, mais à l'étranger ; surtout pour avoir tenu tête avec honneur aux Espagnols, au Pape et à l'empereur. Le Pape le redoutait plus encore depuis son retour dans Pérouse ; aussi, ne faisait-il aucune modification sur ce territoire et « laissait-il courir le cheval » à la volonté du seigneur Malatesta. Remarquez que ce dernier était dans un déplorable état de santé depuis longtemps ; songez, s'il s'était bien porté, quelles conséquences autrement importantes aurait pu entraîner son attitude !* »

*
* *

Informés de l'approche de Malatesta, les Prieurs de Pérouse conignent (**18 sept. 1530**) 40 livres de poudre au Modérateur de l'artillerie pour honorer l'illustre Seigneur. L'entrée de celui-ci avait lieu deux jours après (**20 sept. 1530**). A sa rencontre se sont portés les gentilshommes en cavalcade ; leurs riches costumes émergent de la foule accourue de toutes parts. Superbe est le défilé des troupes, au son des cloches et dans le tonnerre de l'artillerie ; soldats, officiers et capitaines, ayant été gratifiés d'une haute paie, se sont équipés en conséquence, beaucoup d'entre eux portent au cou une chaîne d'or. Trois jours durant se succèdent fêtes et réjouissances. Une partie seulement des troupes a été casernée en ville ; le reste s'est dirigé sur le château de Chiugiana, à l'Olmo.

Les Pérousins s'étonnent de l'aspect de Malatesta ; ce n'est plus le solide guerrier qu'ils avaient si souvent acclamé quand il parcourait leurs rues, à la tête de ses hommes. Il semble être aujourd'hui Macbeth en personne (*Bonazzi*). Miné par la maladie, aigri par les rancœurs, fatigué d'un siège aux phases si pénibles, il prévoit l'ingratitude de ceux qu'il a sauvegardés et les devine prêts à noyer leurs méfaits dans leurs rancunes. Entre le Pape et lui-même, les rapports se tendront de nouveau, dès qu'il aura repris le pouvoir ; combien pèseront peu ses services ! Son unique ambition désormais est de couler des jours plus calmes, « *entouré de l'affection de ses concitoyens* ». (*Bianconi*)

Son absence a été mise à profit par le gouvernement pontifical qui a repris, non sans raison, la direction des affaires. Voilà qui est de nature à démontrer la connivence entretenue par Malatesta avec Clément VII... pour « se ruiner soi-même ». Les anciens partisans de Gentile Baglioni, tenaces dans leur opposition, étaient revenus en foule. Craignant de trop braver l'opinion, ils avaient d'abord gardé une sage

^{250/1} Concession de Chiusi (une partie des entrées de ce fief) ; investiture donnée à Malatesta, à Rodolfo son fils, et à Giovan-Paolo son neveu, de : Bevagna, Limignano, Castelbuono etc. Accord définitivement réglé le 10 septembre 1529 et qui permettait au général d'aller défendre Florence. Malatesta fit classer les Brefs pontificaux relatifs aux Baglioni et à lui-même ; le notaire Bartolomeo di Giovanni Antonio en ayant fait la copie officielle, celle-ci fut conservée dans les Archives des comtes Oddi, à Pérouse, où Vermiglioli a été autorisé à en prendre connaissance.

réserve, mais leur tour, semblait-il, ne tarderait pas, car les hommes d'action étaient loin alors ; les uns à Florence, sous les ordres de Malatesta ; les autres, avec Braccio et Sforza Baglioni, dans les rangs impériaux.

Ainsi les deux partis en compétition, assez désemparés pour le moment, permettaient au Pape, par le seul fait de leur rivalité, d'opposer encore Baglioni à Baglioni pour se faire écouter.

Il y avait quelque tirage ; ainsi, les deux frères Pontani refusèrent de s'emparer des récoltes en grains appartenant aux Pérousiens qui servaient la cause florentine. Ce refus aux ordres pontificaux montre que la déclaration de rébellion, appliquée aux défenseurs de la République voisine, n'était pas une plaisanterie.

Clément VII n'accepte qu'à contrecœur le pouvoir renaissant du Baglioni, déjà officiellement remis au gouvernail ; il laisse deviner son intention de lui enlever toute concession et d'étouffer son influence. Ses projets sont divulgués à ce point, qu'au passage des troupes coalisées de l'empereur et du Pape (en route vers Naples) on prévoit une attaque contre Malatesta. Le seigneur en est persuadé, et se préparant à tenir tête, lève de nombreux fanti, requiert du gouvernement artillerie et munitions, obtient enfin un crédit de 20.000 ducats. Cette attitude n'est pas sans résultat ; quand paraissent les premières bandes (**1^{er} mai 1531**), elles se font « *douces comme brebis* » (*G. de Costantino*), demandent poliment passage et paient tous les vivres qui leur sont nécessaires. Quelle différence avec leurs procédés chez les Siennois !

C'est que le marquis du Guast a donné des ordres ; il est, dira-t-on, l'ami de Malatesta, mais sa correction dans la circonstance ne lui a pas moins été suggérée par les préparatifs du général. Ce dernier eut-il consenti à tant de frais, s'il s'en était rapporté à d'anciennes relations avec l'ennemi ?

Au moment du passage des Espagnols dans Pérouse (**7 mai**) se produisit un commencement d'émeute, vite calmé par l'autorité de Malatesta. Cela n'empêche pas le légat Hippolyte de Médicis, revenu à son poste, de le contrecarrer sourdement ; comme il le souhaiterait loin de la Cité ! Eh bien ! satisfaction va lui être accordée ; Malatesta, désabusé de tout et de tous, renonce à lutter d'influence. Certes, les derniers brefs que lui adressait Clément VII étaient des plus bienveillants ; mais le seigneur n'en fait pas état. (A Fabretti de prendre au pied de la lettre les documents diplomatiques, suivant le cas.)

Il se retire dans son vieux fief de Bettona (**mai 1531**), où l'attirent la pureté de l'air et la paix du lieu ; sa vie va s'y écouler, presque indifférente à la politique, mais non sans quelque méfiance ultime. Il s'intéresse à l'arrangement de vastes jardins sur des terrains nouvellement acquis à Pérouse, près de la porte d'Ivoire et la Fonte de Veggio.

Par ailleurs, Il poursuit la construction d'un superbe palais commencé par son père à Castiglione del Lago et qui deviendra plus tard la Chambre Apostolique (avant de passer aux ducs della Corgna). Malatesta croit prudent de s'entourer de quelques lansquenets et Suisses, à la solde desquels les Pérousiens voudront bien contribuer sur sa demande ; il paraît que le général ne s'est pas tant enrichi qu'on le croirait. De plus en plus affaibli, il sent l'approche de la mort et dicte à son fidèle Cencio Guercio quelques notes et souvenirs qu'il ratifiera de sa main (**15 déc. 1531**).

Il lui remet aussi des lettres adressées aux principaux personnages en relations avec lui, soit : Camillo Orsini son beau-frère, le Doge de Venise, les ducs de Ferrare et de Mantone, auxquels Malatesta recommande la sauvegarde de ses fiefs et explique vraisemblablement les motifs de sa conduite à Florence. Il appelle ensuite à ses côtés son fils Rodolfo, âgé d'environ 14 ans, et qu'il prétend mettre en garde contre les difficultés et les misères réservées à tout capitaine dont l'épée sert les princes ou les républiques. Il voudrait, par son propre exemple, démontrer l'instabilité de ce genre de fortune et détourner son héritier d'accepter la solde des uns et des autres.

De nombreux assistants entourent le lit du malade ; Malatesta leur adresse la parole et résume ses impressions dernières : « *Aidez-moi si vous le pouvez ; car, après ma mort, vous serez mis sous le joug et vous tirerez la charrette comme des bœufs !* » Le fait lui donna pleinement raison, conclut Frolière qui rapporte l'entretien ; « *non seulement nous avons dû supporter le joug, mais aussi le bât et même le bâton* ».

Assisté des secours de la religion, Malatesta, dans sa quarantième année, rend le dernier soupir à Bettona, le 24 décembre 1531 ; mort prématurée, et qui eût pourtant été la bienvenue deux ans plus tôt. « *Il eût laissé de lui une si belle renommée qu'aucun condottier italien n'eût mérité mieux.* » — *Quant'altra mai ne lasciasse condottiero italiano (Bonazzi)*. — Tel est le témoignage d'un adversaire. L'effet produit fut considérable, ce qui ne saurait surprendre après les pronostics notés par Giulio de Costantino avec une naïve sincérité : « *Le ciel donna des signes à l'approche de sa mort, comme il était arrivé pour César. Une comète, c'est-à-dire une sorte d'étoile, parut plusieurs mois auparavant ; elle avait un énorme rayonnement et, brillante entre toutes, scintillait au-dessus du mont Malbe par rapport à Pérouse, son rayon tourné vers cette ville. On l'aperçut pendant plusieurs soirées consécutives, ce qui fut considéré comme le présage du décès d'un grand personnage. Peu de jours avant la mort [de Malatesta], il survint des vents pluvieux d'une extrême violence qui, non seulement firent rage, mais arrachèrent toutes les couvertures des maisons orientées de leur côté ; ils soulevèrent même les personnes. Ce fut au point qu'une fois cette tempête apaisée, on ne pouvait marcher dans les rues sans écraser des tuiles ou des débris. La pluie, la grêle, le tonnerre et divers autres signes marquèrent la nuit même où il [Malatesta] mourut.* »

*
* *

Pérouse tient à rendre à son prince des honneurs « *dignes de lui et de la Cité* ».

Sitôt que les Prieurs sont avisés du décès, ils se réunissent en Conseil et décrètent l'organisation des funérailles. Clément VII approuve cette exceptionnelle mise en scène ; que craindrait-il maintenant ? Le jour du service, célébré à Bettona (**26 déc. 1531**), le Pape exprime dans la lettre de créance remise à son commissaire apostolique, Ascanio Veterano, son désir de voir les Pérousiens rester calmes à cette occasion ; Ascanio, ainsi accrédité, va prendre sa place officielle de délégué pontifical à la cérémonie, qui a lieu le lendemain (**27 déc. 1531**).

Le corps de Malatesta est transporté à Pérouse avec celui de son frère Orazio, naguère inhumé à Spello. Tout ce que la cité compte de couvents et de notabilités, à commencer par le vice-légat, défile, cierge en main, entre une double haie de citoyens recueillis ; le cercueil de Malatesta, drapé de brocart d'or, et celui d'Orazio, de velours noir, sont portés par les Consuls de la Mercanzia et les auditeurs du Cambio, alternant avec les principaux gentilshommes. On remarque, à leur suite, de nombreux officiers, vétérans des guerres au cours desquelles les deux capitaines-généraux avaient commandé. Ces longues théories se déroulent, bannières au vent, depuis l'église des Clarisses de Monte-Luce jusqu'à celle de Sainte-Marie-des-Servites, près des palais Baglioni^{253/1} ; les cloches de la ville entière sonnent à toute volée. « *Beaucoup de dames attachées par les bienfaits, l'affection ou la parenté, avec la famille la plus puissante de la Cité, attendaient, dans leurs vêtements de deuil, le funèbre cortège ; avec elles se trouvait la veuve de Malatesta, vêtue de brocart d'or. Par suite d'une ancienne coutume, les magistrats pérousiens enlevèrent à cette dame son riche vêtement pour y substituer une draperie blanche, symbole de son veuvage.* » (Fabretti) A plusieurs reprises, Monaldesca prononce le nom de Malatesta à travers ses sanglots pendant que, confiné dans le palais Baglioni, son jeune fils Rodolfo pleure et réfléchit.

Après le service, les dépouilles des deux frères sont remises aux chanoines qui les transportent dans l'église Saint-Dominique ; Mario Podani, chevalier du Saint-Sépulcre, prononce l'oraison funèbre.

Voulant perpétuer le souvenir de leurs Seigneurs, les Pérousiens établirent, en leur honneur, deux grands sarcophages contre la paroi de l'église, ce qui donnait quelque peu aux défunts la silhouette de « Bienheureux » placés de chaque côté de l'autel principal.

Plus tard, Paul V décréta l'enlèvement des corps de toutes les églises, et cette mesure générale fera disparaître les monuments des deux frères. Quelques carreaux suffirent à recouvrir, non seulement les cendres des Baglioni ; mais, avec elles, les vieilles aspirations d'autonomie pérousine.

^{253/1} J'ai fait remarquer une coïncidence qui frappa alors les assistants. Près d'un demi-siècle auparavant (1487), ce même couvent de Monte-Luce recevait en dépôt les corps de deux frères portant les mêmes prénoms de Malatesta et d'Orazio Baglioni. Fils de Rodolfo, oncles propres des deux capitaines-généraux et, comme eux, condottiers, ils avaient été tués à l'ennemi ; la conformité des noms, des lieux et des circonstances parut curieuse. — Plusieurs portraits de Malatesta IV Baglioni méritent une mention ; celui qu'exécuta Francesco Mazzuola (dit le Parmesan) est d'une très belle tenue et parfaitement conservé ; il fait partie de la galerie impériale de Vienne. Un autre portrait du même personnage, conservé dans la Pinacothèque communale de Bettona, ne manque pas d'allure et la belle esquisse placée en tête de sa vie par G. Vermiglioli donne une meilleure idée du modèle que son portrait par Camuccini. Malatesta à cheval figure, en effet, dans l'une des quatre grandes compositions autrefois placées dans le palais du comte Giuseppe Baglioni à Pérouse : « *L'Entrée de Malatesta IV Baglioni et d'Orazio son frère à Pérouse, en 1522* ». Cette toile fait aujourd'hui partie de la collection de M. le chevalier Bertanzi, au palais La Penna, à Pérouse. Vermiglioli note d'autres portraits de Malatesta par Pomarancio et Vasari (voir : *Vita de Malatesta IV. Baglioni*, pp. 63, 64 et 122). — Récemment (1906), l'exposition dite des *Belle Arti*, à Rome, comprenait un petit tableau, par Bozzetto (30x40 cm environ), représentant Malatesta avec un autre personnage ; composition assez indistincte. Le musée de l'Académie des Beaux-Arts, à Pérouse, compte également un portrait du fils de Giovan-Paolo dans la collection des peintures exécutées par les meilleurs élèves. Le personnage est en pied : physionomie lugubre et geste tragique bref, l'artiste lui a donné un air fatal, genre 1830, d'un effet contestable. — Diverses gravures reproduisant les traits du capitaine-général sont conservées dans les bibliothèques de Pérouse, de Florence ou de Paris, etc. elles sont d'une facture quelconque, voire au-dessous du médiocre.